

# JOURNAL OFFICIEL

## DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

### ABONNEMENTS

	EN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	900 fr.	500 fr.
Etranger . . . . .	1200 fr.	650 fr.

Pris du numéro :  
 Au comptant, à l'imprimerie : 50 fr.  
 Par porteur ou par la poste :  
 Togo, France et Colonies : 65 fr.  
 Etranger : Port en sus.

### ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'École Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

### ANNONCES ET AVIS DIVERS

la ligne . . . . .	50 f
Minimum . . . . .	200 f
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	200 f

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### 1955

- 29 novembre — Décret n° 55-1620 relatif aux recherches, études et prévisions concernant la propagation des ondes radioélectriques. (Arrêté de promulgation n° 68-56/C. du 24 janvier 1956) . . . . . 149
- 29 novembre — Arrêté interministériel relatif aux recherches, études et prévisions concernant la propagation des ondes radioélectriques. (Arrêté de promulgation n° 68-56/C. du 24 janvier 1956) . . . . . 150
- 9 décembre — Décret n° 55-1615 relatif à la journée du 2 janvier 1956. (Arrêté de promulgation n° 63-56/C. du 21 janvier 1956) . . . . . 151

##### 1956

- 11 janvier — Décret n° 56-44 complétant le décret n° 45-2239 du 2 octobre 1945 portant application aux personnels civils des corps et services relevant du ministère de la France d'outre-mer de l'ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945 relative aux candidats aux services publics ayant été empêchés d'y accéder, ainsi qu'aux fonctionnaires et agents des services publics ayant dû quitter leur emploi par suite d'événements de guerre. (Arrêté de promulgation n° 78-56/C. du 27 janvier 1956) . . . . . 152
- 13 janvier — Décret fixant le nombre des places mises aux deux concours « A » et « B » d'admission à l'école nationale de la France d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 79-56/C. du 27 janvier 1956) . . . . . 154
- 21 janvier — Décret n° 56-67 complétant, en ce qui concerne le corps de l'inspection de

la France d'outre-mer, les dispositions du décret n° 53-545 du 5 juin 1953 portant règlement d'administration publique pour l'application aux personnels militaires de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951. (Arrêté de promulgation n° 89-56/C. du 3 février 1956) . . . . . 153

- 24 janvier — Décret n° 56-105 prorogeant les dispositions du décret du 28 septembre 1948 relatif au déclassement à bord des paquebots des personnels civils et militaires en service dans les territoires d'outre-mer, les Etats associés et les départements d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 85-56/C. du 1<sup>er</sup> février 1956) . . . . . 154
- Distinctions honorifiques — (Légion d'honneur) . . . . . 155

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

##### 1956

- 19 janvier — N° 55-56/PTT. — Arrêté rendant exécutoire la délibération n° 35/ATT. en date du 25 novembre 1955 fixant les conditions d'affranchissement des objets de correspondances émanant des agents des administrations financières. . . . . 155
- 19 janvier — N° 56-56/SD. — Arrêté rendant exécutoire la délibération de l'Assemblée Territoriale du Togo n° 39/ATT. du 25 novembre 1955 exonérant des taxes fiscales d'entrée, certains matériaux et matériels destinés aux grands travaux d'équipement entrepris sur le Compte du Budget Local, des Budgets Annexes et du Budget Spécial du F.I.D.E.S. . . . . 156
- 20 janvier — N° 57-56/TP. — Arrêté classant les logements administratifs du Cercle de Bassari . . . . . 158
- 20 janvier — N° 62-56/F. — Arrêté portant annulation d'une Caisse d'Avances . . . . . 159
- 21 janvier — N° 65-56/CP. — Arrêté portant ouverture d'un concours direct . . . . . 160

21 janvier	— N° 66-56/CP. — Arrêté portant ouverture d'un concours professionnel . . .	160
23 janvier	— N° 174-D/SD. — Décision allouant des indemnités de fonctions au personnel des Douanes détaché au Togo . . .	157
25 janvier	— N° 70-56/AE/PLAN/I. — Arrêté portant fermeture de la campagne d'achat du kapok et du karité de la récolte 1954-1955 . . .	160
25 janvier	— N° 71-56/AE/PLAN/I. — Arrêté portant fermeture de la campagne d'achat des graines de ricin de la récolte 1955 et la date d'ouverture de la campagne d'achat de la récolte 1956. . .	161
26 janvier	— N° 72-56/AE/PLAN. — Arrêté portant virement de crédits . . .	161
26 janvier	— N° 74-56/CD. — Arrêté rendant exécutoire la délibération n° 41/ATT. du 25 novembre 1955 portant suppression des impôts fonciers sur les propriétés bâties et non bâties . . .	162
26 janvier	— N° 75-56/CD. — Arrêté rendant exécutoire la délibération n° 42/ATT. du 25 novembre 1955 portant remaniement de la réglementation de la taxe de circonscription . . .	163
26 janvier	— N° 76-56/CD. — Arrêté rendant exécutoire la délibération n° 52/ATT. du 9 décembre 1955, portant modification de la réglementation des impôts sur les revenus . . .	165
26 janvier	— N° 77-56/CFT. — Arrêté rendant exécutoire la délibération n° 1/CP/ATT. du 7 janvier 1956 de la Commission Permanente de l'Assemblée Territoriale du Togo portant modification aux tarifs du C.F.T. et du Wharf du Togo . . .	168
1 <sup>er</sup> février	— N° 84-56/CP. — Arrêté supprimant le certificat de bonne vie et mœurs des pièces exigées pour la constitution des dossiers administratifs . . .	169
2 février	— N° 86-56/AE/PLAN/I. — Arrêté modifiant l'arrêté n° 154-53/AE/PLAN. du 6 mars 1953 réglementant la réalisation des programmes d'importation . . .	162
3 février	— N° 91-56/ITLS. — Arrêté modifiant l'arrêté 276-54/ITLS. du 19 mars 1954 déterminant les conditions de forme et de fond, les effets, les cas et conséquences de la résiliation et les mesures de contrôle de l'exécution du contrat d'apprentissage . . .	169
3 février	— N° 92-56/F. — Arrêté portant autorisation spéciale de dépenses . . .	169
3 février	— N° 93-56/F. — Arrêté portant autorisation spéciale de dépenses . . .	170
3 février	— N° 94-56/F. — Arrêté portant autorisation spéciale de dépenses . . .	170
3 février	— N° 95-56/F. — Arrêté portant autorisation spéciale de dépenses . . .	171
3 février	— N° 96-56/F. — Arrêté portant autorisation spéciale de dépenses . . .	171
3 février	— N° 97-56/F. — Arrêté portant autorisation spéciale de dépenses . . .	172
3 février	— N° 98-56/F. — Arrêté portant autorisation spéciale de dépenses . . .	172
3 février	— N° 99-56/F. — Arrêté portant autorisation spéciale de dépenses . . .	172

3 février	— N° 100-56/F. — Arrêté portant autorisation spéciale de dépenses . . .	173
3 février	— N° 101-56/AP. — Arrêté instituant un tribunal coutumier à Lama-Kara . . .	174
3 février	— N° 102-56/F. — Arrêté portant autorisation spéciale de dépenses . . .	173
3 février	— N° 103-56/F. — Arrêté portant autorisation spéciale de dépenses . . .	174
3 février	— N° 104-56/F. — Arrêté fixant les conditions dans lesquelles peuvent être passés les marchés sur les budgets de circonscription . . .	175
3 février	— N° 105-56/IA. — Arrêté fixant le stationnement des écoles officielles pour l'année scolaire 1955-1956 . . .	176
3 février	— N° 106-56/IA. — Arrêté fixant le nombre et l'emplacement des écoles de la Mission Catholique du Togo pour l'année scolaire 1955-1956 . . .	178
3 février	— N° 107-56/IA. — Arrêté fixant le nombre et l'emplacement des écoles des Missions Protestante et Méthodiste du Togo pour l'année scolaire 1955-1956 . . .	180
3 février	— N° 108-56/AE/PLAN/I. — Arrêté fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat du coton de la récolte 1955-1956 . . .	162
6 février	— N° 109-56/F. — Arrêté ouvrant des crédits provisoires pour le compte du Budget Etat — Exercice 1956 . . .	175
9 février	— N° 126-56/F. — Arrêté portant modification de l'arrêté n° 748-50 du 20 septembre 1950 portant règlement des abonnements à l'eau dans la ville de Lomé et du village d'Agouévé . . .	158
Personnel	. . . . .	181
Divers	. . . . .	209

## COMMUNE-MIXTE DE LOMÉ

1955		
24 décembre	— N° 18-55/CL. — Arrêté municipal fixant pour 1956 le nombre des centimes additionnels au principal des contributions directes perçues dans la ville de Lomé . . .	217
24 décembre	— N° 19-55/CL. — Arrêté municipal instituant une taxe sur la valeur vénale des propriétés non bâties . . .	217
24 décembre	— N° 20-55/CL. — Arrêté municipal instituant une taxe sur la valeur locative des immeubles bâtis . . .	218
24 décembre	— N° 21-55/CL. — Arrêté municipal modifiant le mode de perception et l'assiette de la taxe sur l'enlèvement des ordures . . .	220

## TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Code de la santé publique (Livre V — Pharmacie) . . .	220
---	-----

**PARTIE NON OFFICIELLE***Avis et Communications*

Domaines . . . . .	234
B.A.O. . . . .	237
Récépissé de déclaration . . . . .	237
Avis de perte . . . . .	237

**PARTIE OFFICIELLE****ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Postes et télécommunications**

**ARRETE** N° 68-56/C. du 24 janvier 1956 promulguant au Togo le décret n° 55-1620 et l'arrêté interministériel du 29 novembre 1955.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo,

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Sont promulgués dans le Territoire du Togo :

1° le décret n° 55-1620 du 29 novembre 1955 relatif aux recherches, études et prévisions concernant la propagation des ondes radioélectriques;

2° l'arrêté interministériel du 29 novembre 1955 relatif aux recherches, études et prévisions concernant la propagation des ondes radioélectriques.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 janvier 1956.

P. le Commissaire de la République en congé,  
Le Secrétaire Général,  
J. RIGAL.

**DECRET** N° 55-1620 du 29 novembre 1955 relatif aux recherches, études et prévisions concernant la propagation des ondes radioélectriques.

Le président du conseil des ministres :

Sur le rapport du Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, du Ministre de l'Intérieur, du Ministre de la Défense nationale et des Forces armées, du Ministre des Finances et des Affaires économiques, du Ministre de la France d'outre-mer, du Ministre de l'Éducation nationale, du Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, du Ministre de l'Industrie et du Commerce et du Secrétaire d'État aux Finances et aux Affaires économiques,

Vu la loi validée n° 102 du 4 mai 1944, portant création d'un centre national d'études des Télécommunications;

Vu le décret n° 54-165 du 28 janvier 1954, portant organisation du Centre national d'études des Télécommunications,

**DECRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Dans le cadre des attributions définies par la loi validée du 4 mai 1944 et le décret du 28 janvier 1954 susvisés, le Centre national d'études des Télécommunications est chargé des recherches et études concernant la propagation des ondes radioélectriques.

Le compartiment technique du service général du Centre national d'études des Télécommunications, chargé de l'expérimentation des mesures et des prévisions en matière d'ionosphère et de propagations ionosphériques, prend le nom de « Section de prévisions ionosphériques nationale ».

**ART. 2.** — Le Service des prévisions ionosphériques militaire est dissous. Ses attributions et ses moyens d'action sont transférés au centre national d'études des Télécommunications.

**ART. 3.** — Un arrêté concerté des Ministres intéressés fixera les modalités d'application du présent décret.

**ART. 4.** — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celle du présent décret, lesquelles prendront effet du 1<sup>er</sup> janvier 1956.

**ART. 5.** — Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de la Défense nationale et des Forces armées, le Ministre des Finances et des Affaires économiques, le Ministre de la France d'Outre-Mer, le Ministre de l'Éducation nationale, le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, le Ministre de l'Industrie et du Commerce et le Secrétaire d'État aux Finances et aux Affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 novembre 1955.

Edgar FAURE.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre des postes, télégraphes et téléphones,  
Edouard BONNEFOUS.

Le ministre de l'intérieur,  
Maurice BOURGÈS-MAUNOURY.

Le ministre de la défense nationale  
et des forces armées,  
Pierre BILLOTTE.

Le ministre des finances  
et des affaires économiques,  
Pierre PELIMLIN.

Le ministre de la France d'outre-mer,  
Pierre-Henri TEITGEN.

Le ministre de l'éducation nationale,  
Jean BERTHOIN.

*Le Ministre des Travaux publics, des Transports  
et du Tourisme,*

Edouard CORNIGLION-MOLINIER.

*Le ministre de l'Industrie et du commerce,*  
André MORICE.

*Le secrétaire d'Etat aux finances  
et aux affaires économiques,*

Gilbert-JULES.

**ARRETE** interministériel du 29 novembre 1955 relatif aux recherches, études et prévisions concernant la propagation des ondes radioélectriques.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de la Défense nationale et des Forces armées, le Ministre de la France d'Outre-Mer, le Ministre de l'Éducation nationale, le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, le Ministre de l'Industrie et du Commerce et le Secrétaire d'Etat aux Finances et aux Affaires économiques,

Vu le décret n° 55-1620 du 29 novembre 1955 relatif aux recherches, études et prévisions concernant la propagation des ondes radioélectriques,

#### ARRESENT :

**ARTICLE PREMIER.** — 1. Dans le cadre de ses attributions définies par la loi validée n° 102 du 4 mai 1944 et par le décret n° 54-165 du 28 janvier 1954, le Centre national d'études des Télécommunications est chargé des recherches et études concernant la propagation des ondes radioélectriques.

2. En particulier, le Centre national d'études des Télécommunications est chargé :

a) D'exécuter ou de faire exécuter en France et sur les territoires de l'Union française les mesures ionosphériques et les expérimentations destinées à fournir les données intéressant la propagation des ondes radioélectriques;

b) De régler l'exploitation technique des stations de mesures et de sondages ionosphériques;

c) D'effectuer les études de matériel nécessaire à l'équipement de ces stations, de réaliser ou de faire réaliser ces matériels;

d) De centraliser les résultats des mesures ionosphériques, ainsi que les informations d'astrophysique et de géophysique intéressant immédiatement la propagation des ondes radioélectriques;

e) D'établir ou de maintenir tous contacts avec les services étrangers susceptibles de concourir par leurs observations à l'élaboration et à l'amélioration de ses prévisions;

f) De rédiger, éditer et diffuser les informations destinées aux utilisateurs, telles que :

Instructions et études générales sur la propagation,  
Documents périodiques de mesures ou de prévision,  
Études pratiques sur un trajet déterminé;

g) D'organiser la prévision des anomalies ou des perturbations dans la propagation des ondes radioélectriques, de faire diffuser les messages correspondants.

**ART. 2.** — Le compartiment technique du service général du Centre national d'études des Télécommunications, chargé des tâches énumérées au paragraphe 2 de l'article 1<sup>er</sup>, prend le nom de « Section de prévisions ionosphériques nationale ». Un officier ou ingénieur est placé à la tête de cette section. Il est désigné sur proposition du Comité consultatif des Télécommunications de l'Union française avec l'agrément du directeur du Centre national d'études des Télécommunications.

**ART. 3.** — L'officier ou ingénieur placé à la tête de la Section de prévisions ionosphériques nationale a autorité technique sur les stations de sondage dont la liste figure en annexe. Les départements ministériels qui, par leur personnel, leurs locaux ou leur matériel, participent au fonctionnement de ces stations ou des établissements de prévisions, études et recherches ionosphériques, ne pourront modifier leur participation sans consultation préalable du Comité consultatif des Télécommunications de l'Union française.

**ART. 4.** — Il est créé auprès du directeur du Centre national d'études des Télécommunications un comité scientifique consultatif dont les membres sont désignés en raison de leur compétence en matière de propagation ionosphérique, d'astrophysique ou de géophysique par le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones après avis du Comité consultatif des Télécommunications de l'Union française. Ce Comité, qui prend le nom de Bureau ionosphérique français, est présidé par le directeur du Centre national d'études des Télécommunications; l'officier ou l'ingénieur placé à la tête de la Section de prévisions ionosphériques nationale en est le secrétaire permanent.

**ART. 5.** — Le Bureau ionosphérique français est chargé de fournir tous avis et de faire toutes propositions au directeur du Centre national d'études des Télécommunications en ce qui concerne :

a) La coordination entre les activités du Centre national d'études des Télécommunications et celles des organismes extérieurs effectuant des recherches scientifiques susceptibles d'apporter des connaissances nouvelles sur la propagation ionosphérique;

b) Les programmes des divers départements du Centre national d'études des Télécommunications qui interviennent dans les recherches de propagation ionosphérique;

c) Le programme et les méthodes de travail de la Section de prévisions ionosphériques nationale;

d) Les demandes et suggestions provenant des services qui exploitent des radiocommunications;

e) Le montant et l'utilisation des crédits à affecter chaque année, dans le cadre du budget du service général du Centre national d'études des Télécommunications, au fonctionnement du Bureau ionosphérique français et de la Section de prévisions ionosphériques nationale;

f) Le recrutement et la formation du personnel affecté aux recherches et prévisions ionosphériques.

**ART. 6.** — Le Bureau ionosphérique français est chargé, dans le domaine de la propagation ionosphérique, des relations avec les organisations internationales compétentes.

Il met au point et approuve les communications et propositions françaises présentées aux organisations scientifiques et techniques.

Les communications scientifiques et techniques sont présentées sous le nom de leur rédacteur initial.

Les propositions sont présentées au nom de l'administration française sans autre mention d'origine.

**ART. 7.** — Sont abrogés les arrêtés :

Du 26 novembre 1946, portant création du Bureau ionosphérique français;

Du 5 mars 1947, désignant le directeur du Bureau ionosphérique français;

**ART. 8.** — Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de la Défense nationale et des Forces armées, le Ministre de la France d'Outre-Mer, le Ministre de l'Éducation nationale, le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, le Ministre de l'Industrie et du Commerce et le Secrétaire d'État aux Finances et aux Affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 novembre 1955.

*Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,*  
Edouard BONNEFOUS.

Pour le Ministre de l'Intérieur :

*Le directeur du cabinet,*

Roger RICARD.

*Le ministre de la défense nationale  
et des forces armées,*  
Pierre BILLOTTE.

*Le ministre de la France d'Outre-Mer,*  
Pierre-Henri TEITGEN.

*Le ministre de l'éducation nationale,*  
Jean BERTHOIN.

*Le ministre des Travaux Publics, des Transports  
et du Tourisme,*  
Edouard CORNIGLION-MOLINIER.

*Le ministre de l'industrie et du commerce,*  
André MORICE.

*Le secrétaire d'État aux finances  
et aux affaires économiques,*  
Gilbert-JULES.

#### ANNEXE

##### Liste des stations de sondage ionosphériques

Poitiers.	Dakar.	Tananarive.
Casablanca.	Bangui.	Kerguelen.
Tamanrasset.	Djibouti.	Nha-Trang.

#### Elections

**ARRETE** N° 63-56/C. du 21 janvier 1956 promulguant au Togo le décret n° 55-1615 du 9 décembre 1955.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

#### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 55-1615 du 9 décembre 1955 relatif à la journée du 2 janvier 1956.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 janvier 1956.

*P. le Commissaire de la République en congé,*  
*Le Secrétaire Général,*

J. RIGAL.

**DECRET** N° 55-1615 du 9 décembre 1955 relatif à la journée du 2 janvier 1956.

Le président du conseil des ministres :

Vu l'article 52 de la Constitution;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> décembre 1955 portant dissolution de l'Assemblée nationale;

Vu le décret n° 55-1579 du 3 décembre 1955 portant convocation dans la métropole, les départements d'outre-mer et en Algérie des collèges électoraux pour l'élection des membres de l'Assemblée nationale;

Vu le décret n° 55-1582 du 3 décembre 1955 portant convocation dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer des collèges électoraux pour l'élection d'une Assemblée nationale;

Sur le rapport du ministre de l'Intérieur, du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de la France d'outre-mer, du ministre de l'agriculture et du ministre du travail et de la sécurité sociale.

Le conseil des ministres entendu,

#### DECRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — En raison des opérations électorales prévues par les décrets n° 55-1579 du 3 décembre 1955 et n° 55-1582 du 3 décembre 1955, le lundi 2 janvier 1956 est jour férié et chômé.

**ART. 2.** — Ce jour sera payé dans les conditions déterminées par la loi n° 47-778 du 30 avril 1947, modifiée par la loi n° 48-746 du 29 avril 1948, relative à la journée du 1<sup>er</sup> mai.

**ART. 3.** — Les dispositions du présent décret seront applicables aux circonscriptions électorales de

la métropole et d'outre-mer où se dérouleront le 2 janvier 1956 les opérations électorales prévues par les décrets n° 55-1579 et n° 55-1582 du 3 décembre 1955 susvisés.

ART. 4. — Le ministre de l'intérieur, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de la France d'outre-mer, le ministre de l'agriculture, le ministre du travail et de la sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, ainsi qu'aux *Journaux officiels* des territoires et des groupes de territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 9 décembre 1955.

Edgar FAURE.

Par le président du conseil des ministres :

*Le président du conseil des ministres,*  
*ministre de l'intérieur par intérim,*

Edgar FAURE.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*

Pierre PFLIMLIN.

*Le ministre de la France d'outre-mer;*

Pierre-Henri TEITGEN.

*Le ministre de l'agriculture,*

Jean SOURBET.

*Le ministre du travail et de la sécurité sociale,*

Paul BACON.

#### Personnel

ARRETE No 78-55/C. du 27 janvier 1956 promulguant au Togo le décret n° 56-44 du 11 janvier 1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 56-44 du 11 janvier 1956 complétant le décret n° 45-2239 du 2 octobre 1945 portant application aux personnels civils des corps et services relevant du ministère de la France d'outre-mer de l'ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945 relative aux candidats aux services publics ayant été empêchés d'y accéder, ainsi qu'aux fonctionnaires et agents des services publics ayant dû quitter leur emploi par suite d'événements de guerre.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 27 janvier 1956

P. le Commissaire de la République en congé,  
Le Secrétaire Général,  
J. RIGAL.

DECRET n° 56-44 du 11 janvier 1956 complétant le décret n° 45-2239 du 2 octobre 1945 portant application aux personnels civils des corps et services relevant du ministère de la France d'outre-mer de l'ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945 relative aux candidats aux services publics ayant été empêchés d'y accéder, ainsi qu'aux fonctionnaires et agents des services publics ayant dû quitter leur emploi par suite d'événements de guerre.

Le président du conseil des ministres :

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des finances et des affaires économiques, du secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu le décret n° 45-2239 du 2 octobre 1945 portant application aux personnels civils relevant du ministère de la France d'outre-mer de l'ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945 relative aux candidats aux services publics ayant été empêchés d'y accéder, ainsi qu'aux fonctionnaires et agents des services publics ayant dû quitter leur emploi par suite d'événements de guerre et le décret n° 49-321 du 7 mars 1949 complétant le décret précité;

Vu la loi n° 48-838 du 19 mai 1948 complétant l'ordonnance susvisée du 15 juin 1945;

Vu l'article 14 de la loi n° 55-366 du 3 avril 1955 relative au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des finances et des affaires économiques pour l'exercice 1955 (I : Charges communes),

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 du décret n° 45-2239 du 2 octobre 1945 susvisé est complété comme suit :

« 13° Toutes personnes atteintes d'infirmité résultant de la guerre 1939-1945 dont l'invalidité a été reconnue dans les conditions prévues par la loi du 31 mars 1919 à un taux au moins égal à 40 p. 100 ».

ART. 2. — Les dispositions des articles 8 et 13 du décret du 2 octobre 1945 sont applicables aux personnes visées à l'article 1er du présent décret.

ART. 3. — Les règlements pris en application de l'article 3 du décret du 2 octobre 1945 susvisé, en faveur des fonctionnaires des différents cadres dépendant du ministre de la France d'outre-mer, sont applicables aux personnes appartenant à la catégorie indiquée à l'article 1er du présent décret.

ART. 4. — Les personnes visées aux paragraphes 13° de l'article 2 du décret du 2 octobre 1945 ont un délai de deux mois pour présenter leur demande.

ART. 5. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat aux Finances et aux affaires économiques et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal*

officiel de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 11 janvier 1956.

Edgar FAURE.

Par le président du conseil des ministres :

*Le ministre de la France d'outre-mer,*

Pierre-Henri TEITGEN.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*

Pierre PELIMLIN.

*Le secrétaire d'Etat aux finances*

*et aux affaires économiques,*

Gilbert-JULES

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,*

Jean MEDECIN.

ARRETE No 89-56/C. du 3 février 1956 promulguant au Togo le décret no 56-67 du 21 janvier 1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret no 56-67 du 21 janvier 1956 complétant, en ce qui concerne le corps de l'inspection de la France d'outre-mer, les dispositions du décret no 53-545 du 5 juin 1953 portant règlement d'administration publique pour l'application aux personnels militaires de la loi no 51-1124 du 26 septembre 1951.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 3 février 1956.

*P. le Commissaire de la République en congé,*  
*Le Secrétaire Général,*

J. RIGAL.

DECRET No 56-67 du 21 janvier 1953 complétant, en ce qui concerne le corps de l'inspection de la France d'outre-mer, les dispositions du décret no 53-545 du 5 juin 1953 portant règlement d'administration publique pour l'application aux personnels militaires de la loi no 51-1124 du 26 septembre 1951.

Le président du conseil des ministres :

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu la loi no 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et prévoyant des dérogations temporaires aux règles d'avancement dans les emplois publics;

Vu l'article 80 de la loi de finances du 31 mars 1903;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> avril 1921, modifié, portant règlement d'administration publique sur l'organisation du corps de l'inspection de la France d'outre-mer;

Vu le décret no 53-545 du 5 juin 1953 portant règlement d'administration publique pour l'application aux personnels militaires de la loi no 51-1124 du 26 septembre 1951;

Le conseil d'Etat entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour l'application des dispositions de l'article 3 du décret du 5 juin 1953 aux fonctionnaires de l'inspection de la France d'outre-mer, la commission des inspecteurs généraux, prévue à l'article 4 du décret du 1<sup>er</sup> avril 1921 modifié, remplira, auprès du ministre de la France d'outre-mer, le rôle de la commission consultative instituée auprès du ministre de la défense nationale.

En ce qui concerne les majorations d'avancement accordées par le commandement ou les autorités administratives aux officiers ou fonctionnaires entrés dans le corps de l'inspection de la France d'outre-mer postérieurement aux faits qui ont motivé les majorations accordées par la commission centrale visée à l'article 10 du décret du 5 juin 1953, tous éléments seront fournis sur demande du président de la commission des inspecteurs généraux de la France d'outre-mer par les commissions consultatives prévues à l'article 3 du décret susvisé pour les officiers et par les administrations compétentes pour les fonctionnaires.

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 janvier 1956.

Edgar FAURE.

Par le président du conseil des ministres :

*Le ministre de la France d'outre-mer,*

Pierre-Henri TEITGEN.

ARRETE No 85-55/C. du 1<sup>er</sup> février 1956 promulguant au Togo le décret no 56-105 du 24 janvier 1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER;

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret no 56-105 du 24 janvier 1956 prorogeant les dispositions du décret du 28 septembre 1948 relatif au déclassement à bord des paquebots des personnels civils et militaires en ser-



vice dans les territoires d'outre-mer, les Etats associés et les départements d'outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 1<sup>er</sup> février 1956.

P. le Commissaire de la République en congé,  
Le Secrétaire Général,  
J. RIGAL.

**DECRET** N° 56-105 du 24 janvier 1956 prorogeant les dispositions du décret du 28 septembre 1948 relatif au déclassement à bord des paquebots des personnels civils et militaires en service dans les territoires d'outre-mer, les Etats associés et les départements d'outre-mer.

Le président du conseil des ministres :

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de l'intérieur, du ministre de la défense nationale et des forces armées et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu le décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les indemnités de route et de séjour, les concessions de passage et les frais de voyage à l'étranger des officiers, fonctionnaires, employés et agents civils et militaires des services coloniaux et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 12 juin 1908 modifié portant règlement sur les services des frais de déplacement des militaires isolés;

Vu le décret n° 48-1514 du 28 septembre 1948 autorisant, dans certaines conditions et jusqu'au 31 décembre 1948, le déclassement à bord des paquebots des fonctionnaires, employés et agents civils des services coloniaux ou locaux et les textes qui l'ont complété et prorogé et notamment le décret n° 55-998 du 26 juillet 1955;

Le conseil des ministres entendu,

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret n° 48-1514 du 28 septembre 1948 et les textes qui l'ont complété et prorogé, notamment le décret n° 55-998 du 26 juillet 1955, sont prorogées jusqu'au 31 décembre 1956.

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de l'intérieur, le ministre de la défense nationale et des forces armées, le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 24 janvier 1956.

Edgar FAURE.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,

Pierre-Henri TEITGEN.

Le président du conseil des ministres,  
ministre de l'intérieur par intérim,

Edgar FAURE.

Le ministre de la défense nationale

et des forces armées,

Pierre BILLOTTE.

Le ministre des finances  
et des affaires économiques,  
Pierre PFLIMLIN.

Le secrétaire d'Etat aux finances  
et aux affaires économiques,  
Gilbert-JULES

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,  
Jean MÉDECIN.

#### Ecole nationale de la FOM

**ARRETE** N° 79-56/C. du 27 janvier, 1956 promulguant au Togo le décret du 13 janvier 1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret du 13 janvier 1956 fixant le nombre des places mises aux deux concours « A » et « B » d'admission à l'école nationale de la France d'outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 27 janvier 1956.

P. le Commissaire de la République en congé,  
Le Secrétaire Général,  
J. RIGAL.

**DECRET** du 13 janvier 1956 fixant le nombre des places mises aux deux concours « A » et « B » d'admission à l'école nationale de la France d'outre-mer.

Le président du conseil des ministres,

Sur la proposition du ministre de la France d'outre-mer, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

Vu la loi n° 48-1437 du 14 septembre 1948;

Vu l'article 10 du décret du 30 octobre 1950 portant réorganisation de l'école nationale de la France d'outre-mer,

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le nombre maximum des places mises aux deux concours « A » et « B » d'admission à l'école nationale de la France d'outre-mer en 1955 est fixé comme suit :

	Concours « A ».	Concours « B ».
Section administrative . . .	28	9
Section magistrature . . .	3	Néant
Section inspection du travail	3	1



ART. 2.- Le ministre de la France d'outre-mer, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 janvier 1956.

Edgar FAURE.

Par le président du conseil des ministres :

*Le ministre de la France d'outre-mer;*

Pierre-Henri TEITGEN.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
SCHUMAN.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*  
Pierre PFLIMLIN.

*Le secrétaire d'Etat aux finances  
et aux affaires économiques,*  
Gilbert-JULES

#### Distinctions honorifiques

##### Légion d'honneur

**DECRET du 26 janvier 1956 portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'Honneur à titre civil.**

Par décret du Président de la République en date du 26 janvier 1956, sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre de la France d'outre-mer, vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'Honneur en date du 24 janvier 1956 portant que les promotions et nominations faites aux termes du présent décret n'ont rien de contraire aux lois, décrets et règlements en vigueur, sont promus ou nommés dans l'ordre national de la Légion d'Honneur à titre civil :

*Au grade de chevalier.*

MM.

Jallais (Albert-Denis-Victor), chef de centre supérieur des transmissions de la France d'outre-mer, Lomé (Togo), 38 ans 8 mois 9 jours de services, dont 7 ans 11 mois 2 jours de majoration pour services civils hors d'Europe.

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

##### Postes et télécommunications

**ARRETE n° 55-56/P.T.T. du 19 janvier 1956 rendant exécutoire la délibération N° 35/ATT. en date du 25 novembre 1955 fixant les conditions d'affranchissement des objets de correspondances émanant des agents des administrations financières.**

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer et l'ensemble des textes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 873-52/PTT. du 1<sup>er</sup> décembre 1952 rendant exécutoire la délibération n° 48/ATT. du 26 novembre 1952 portant réaménagement de certaines taxes du Service des Postes et Télécommunications;

Vu la délibération n° 35/ATT. du 25 novembre 1955 fixant les conditions d'affranchissement des objets de correspondances émanant des agents des administrations financières;

Vu l'approbation ministérielle donnée par télégramme lettre avion n° 6210/P.30/PT/3/AE/Fisc. du 29 décembre 1955;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

#### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Est rendue exécutoire la délibération N° 35/ATT. en date du 25 novembre 1955 de l'Assemblée Territoriale du Togo fixant les conditions d'affranchissement des objets de correspondances émanant des agents des administrations financières.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 janvier 1956.

*P. le Commissaire de la République en congé,*  
*Le Secrétaire Général,*  
J. RIGAL.

**DELIBERATION N° 35/ATT. du 25 novembre 1955 fixant les conditions d'affranchissement des objets de correspondances émanant des agents des administrations financières.**

#### L'Assemblée Territoriale du Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et l'ensemble des actes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 873-52/PTT. du 1<sup>er</sup> décembre 1952 rendant exécutoire la délibération n° 48/ATT. du 26 novembre 1952 de l'Assemblée territoriale du Togo portant réaménagement des taxes postales et des services financiers du régime intérieur et de l'Union Française;

Vu la loi du 16 avril 1955 et le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le rapport de présentation n° 75 du 25 octobre 1955 de M. le Commissaire de la République au Togo;

A adopté au cours de sa séance du 25 novembre 1955, la délibération dont la teneur suit :

**ARTICLE PREMIER.** — Les dispositions du paragraphe IX de l'article premier du Titre premier de la délibération n° 48/ATT. du 26 novembre 1952 rendue exécutoire par arrêté n° 873-52/PTT. du 1<sup>er</sup> décembre 1952 sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

**IX — Avertissements des administrations financières**

a) Plis clos émanant des Agents des services Financiers du Territoire (contributions directes et indirectes — douane — enregistrement) y compris les receveurs municipaux et spéciaux.

Sont admis en dispense d'affranchissement sous réserve d'être revêtus du contreseing de l'expéditeur. Ne sont recommandés que sur demande expresse de l'expéditeur et paiement du droit fixe correspondant.

b) Commandement concernant les contributions directes.

Sont admis en dispense d'affranchissement et recommandés d'office sous réserve d'être revêtus du contreseing de l'expéditeur.

c) Imprimés expédiés sous plis clos par les Administrations Financières autres que celles énumérées ci-dessus en a)

Tarif préférentiel sous réserve d'être revêtus du contreseing de l'expéditeur.

Jusqu'à 50 grammes 12 frs.

avec majoration de 64 frs. pour plis recommandés avec ou sans accusé de réception au delà de 50 grammes.

Tarif des lettres.

**ART. 2.** — Les dispositions de la présente délibération entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1956.

Fait et délibéré en séance publique à Lomé, le 25 novembre 1955.

Le Secrétaire;  
LAWSON LAZARUS.

Le Président de l'A.T.T.  
D. AYEVA.

**Douanes**

**ARRETE** N° 56-56/SD. du 19 janvier 1956 rendant exécutoire la délibération de l'Assemblée Territoriale du Togo n° 39/ATT du 25 novembre 1955 exonérant des taxes fiscales d'entrée certains matériaux et matériels destinés aux grands travaux d'équipement entrepris sur le Compte du Budget Local, des Budgets Annexes et du Budget spécial du F. I. D.E.S.

**LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER**

CHEVALIER DE LA LÉSION D'HONNEUR,

**COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO**

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955, relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu le décret n° 55-486, du 30 avril 1955, relatif à diverses dispositions d'ordre financier;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la délibération n° 39/ATT. du 25 novembre 1955 exonérant des taxes fiscales d'entrée certains matériaux et matériels destinés aux grands travaux d'équipement entrepris sur le compte du Budget local, des Budgets annexes et du Budget spécial du F.I.D.E.S.;

Vu le télégramme ministériel n° 50.158/AE. du 27 décembre 1955;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est rendue exécutoire la délibération de l'Assemblée Territoriale du Togo n° 39/ATT, du 25 novembre 1955, exonérant des taxes fiscales d'entrée les matériaux, matériels, machines, appareils et instruments divers lorsqu'à leur entrée dans le Territoire ils sont destinés aux grands travaux d'équipement entrepris par le Territoire sur le compte du Budget Local, des Budgets Annexes et du Budget spécial du F.I.D.E.S.

**ART. 2.** — Le Directeur des Finances et le Chef du Service des Douanes sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui, vu l'urgence, sera rendu applicable par voie d'affichage et sera publié au Journal officiel du Togo.

Lomé, le 19 janvier 1956.

P. le Commissaire de la République en congé,  
Le Secrétaire Général,

J. RIGAL.

**DELIBERATION** N° 39/ATT. du 25 novembre 1955 de l'Assemblée Territoriale du Togo exonérant des taxes fiscales d'entrée certains matériaux et matériels destinés aux grands travaux entrepris sur le compte du Budget Local, des Budgets Annexes et du Budget spécial du F.I.D.E.S.

**L'Assemblée Territoriale du Togo,**

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 52-130 du 16 février 1952, portant création de l'Assemblée Territoriale du Togo;

Vu la loi 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires de la France d'outre-mer et les textes modificatifs ultérieurs;

Vu l'arrêté 192-49/D. du 12 mars 1949, exonérant des taxes fiscales d'entrée certains matériaux de construction importés sur le compte du Budget local, des Budgets annexes et du Budget spécial du F.I.D.E.S.;

Vu l'arrêté n° 966-49/D. du 7 décembre 1949, rendant exécutoire la délibération n° 24-49/D. du 25 avril 1949, portant refonte du tarif des taxes fiscales d'entrée et de sortie applicable au Togo;

Vu l'avis émis par la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture du Togo;

Vu le rapport de présentation n° 64/SD. du 25 octobre 1955 de M. le Commissaire de la République au Togo;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

A adopté dans sa séance du 25 novembre 1955, la délibération dont la teneur suit :

**ARTICLE PREMIER.** — Sont exonérés des taxes fiscales d'entrée prévues par la délibération n° 24-49/D. du 25 avril 1949, les matériaux, matériels, machines, appareils et instruments divers, lorsqu'à leur entrée sur le Territoire ils sont destinés aux grands travaux d'équipement entrepris par le Territoire sur le compte du Budget Local, des Budgets annexes ou du Budget spécial du F.I.D.E.S., même si ces matériaux, matériels, machines, appareils et instruments sont importés par des particuliers à la suite de marchés, contrats ou commandes, à la condition toutefois que ces marchés, contrats ou commandes aient été conclus antérieurement à l'importation.

**ART. 2.** — L'exonération est subordonnée à une demande préalable de l'utilisateur final, établie en double exemplaire, adressée au Chef du Bureau des Douanes de Lomé, seul ouvert à l'importation de ces matériaux et matériels. La demande d'exonération devra comporter tous renseignements utiles sur l'emploi et la destination des articles; objets de la demande.

A l'appui de cette demande devront obligatoirement être produits :

soit les contrats et marchés conclus par le Territoire;

soit les contrats et marchés conclus par l'entrepreneur chargé des travaux, visés par l'ordonnateur du Budget utilisateur;

soit, à défaut, une attestation d'achat établie sur papier timbré par l'ordonnateur du Budget utilisateur.

**ART. 3.** — Le remboursement des taxes fiscales d'entrée ne pourra, en aucun cas, être accordé aux matériaux, matériels, machines, appareils et instruments pris à la consommation locale et qui auraient déjà, de ce fait, acquitté les dites taxes.

**ART. 4.** — Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions contraires à la présente délibération et notamment celles de l'arrêté n° 192-49/D. du 12 mars 1949.

Fait et délibéré en séance publique à Lomé, le 25 novembre 1955.

*Le Président de l'A.T.T.;*  
D. AYEVA.

*Le Secrétaire,*  
L. LAWSON.

**DECISION N° 174/D/SD. du 23 janvier 1956 allouant des indemnités de fonctions au Personnel des Douanes détaché au Togo.**

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté n° 480/D. du 10 juillet 1947, modifié par arrêté n° 959 bis-55/SD. du 29 novembre 1955;

### DECIDE :

**ARTICLE PREMIER.** — En application de l'arrêté n° 959 bis-55/SD. précité, du 29 novembre 1955, modifiant les articles 4 et 5 de l'arrêté n° 480/D. du 10 juillet 1947, les indemnités de fonctions prévues en faveur du Personnel des Douanes en service au Togo seront allouées, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1955, conformément aux dispositions des articles 2 à 6 ci-après.

**ART. 2.** — L'indemnité de 50.000 Frs par an sera allouée à Mr Paquet Paul, Inspecteur central, Chef de Service titulaire, pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 juin 1955, date de départ en congé.

**ART. 3.** — Les indemnités suivantes seront allouées à Mr. Girodolle Pierre, Contrôleur Principal de 1<sup>re</sup> classe :

1<sup>o</sup> — Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 mai 1955, l'indemnité de Chef du Bureau des Douanes de Lomé, soit 28.000 Frs par an;

2<sup>o</sup> — Pour la période du 1<sup>er</sup> au 30 juin 1955, l'indemnité de Chef des Bureaux de la Direction, soit 36.000 Frs par an;

3<sup>o</sup> — A compter du 1<sup>er</sup> juillet 1955 et pendant toute la durée de son intérim, l'indemnité de Chef de Service, soit 50.000 Frs par an.

**ART. 4.** — Les indemnités ci-après seront allouées à Mr. Vidalie Pierre, Contrôleur Principal de 2<sup>e</sup> classe :

1<sup>o</sup> — Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 mai 1955, l'indemnité de Chef des Bureaux de la Direction, soit 36.000 Frs. par an;

2<sup>o</sup> — A compter du 1<sup>er</sup> juin et pendant toute la durée de ses fonctions actuelles, l'indemnité de Chef du Bureau des Douanes de Lomé, soit 28.000 Frs. par an.

**ART. 5.** — L'indemnité de Chef du Bureau de la Visite de Lomé, soit 28.000 Frs. par an, sera allouée à Mr. Samareq Pierre, Vérificateur Principal de 2<sup>e</sup> classe, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1955, et pendant toute la durée de ses fonctions actuelles.

**ART. 6.** — L'indemnité de Chef de Secteur, soit 14.000 Frs. par an, sera allouée :

1<sup>o</sup> — A Monsieur Mugnier François, Agent de Constatation, Chef du Secteur-Sud, pendant la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 juin 1955, date de son départ en congé;

2<sup>o</sup> — A Monsieur Suhubiette Joseph, Agent de Constatation, Chef du Secteur-Nord pendant la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 juin 1955 et Chef du Secteur-Sud depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1955.

ART. 7. — Le Directeur des Finances; le Trésorier-Payeur et le Chef du Service des Douanes sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée et publiée au Journal officiel du Togo.

Lomé, le 23 janvier 1956.

P. le Commissaire de la République en congé,  
Le Secrétaire Général,

J. RIGAL.

#### Travaux publics

ARRETE N° 57-56/TP. du 20 janvier 1956 classant les logements administratifs du Cercle de Bassari.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 2 mars 1910, portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services de la France d'outre-mer, ensemble tous actes qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des T.O.M.;

Vu le décret du 26 mai 1937 fixant la réglementation du logement et de l'ameublement aux colonies, ensemble tous actes modificatifs et notamment le décret n° 51.1191 du 11 octobre 1951 en son article 7;

Vu le décret n° 54-80 du 22 janvier 1954 modifiant le décret du 26 mai 1937 susvisé;

Vu l'arrêté n° 801-55/E. du 6 octobre 1955 fixant le nombre des retenues mensuelles pour la fourniture du logement et de l'ameublement;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les bâtiments administratifs du Cercle de Bassari sont classés comme suit au sens du tableau annexé au décret du 26 mai 1937, article 7 :

N° DU BATIMENT	EMPLACEMENT	NOMBRE DE PIÈCES	N° DU BATIMENT	EMPLACEMENT	NOMBRE DE PIÈCES
	1° — Définitifs :			2° — Provisoires :	
1	Bassari	3	5	Bassari	4
2	Kabou	3	6	Bassari	3
3	Bidjabé	3	7	Bassari	4
4	Kidjaboum	3	8	Natchamba	4
			9	Natchamba	2
			10	Natchamba	2
			11	Natchamba	2
			12	Natchamba	2
			13	Natchamba	2
			14	Natchamba	2

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 20 janvier 1956.

P. le Commissaire de la République en congé,  
Le Secrétaire Général,  
J. RIGAL.

ARRETE N° 126-56/F. du 9 février 1956 portant modification de l'arrêté n° 743-50 du 20 septembre 1950 portant règlement des abonnements à l'eau dans la ville de Lomé et du village d'Agouévé.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu l'instruction générale sur la Comptabilité des Matières appartenant à l'Etat au compte du Département des Colonies, du 16 janvier 1905;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 114 du 23 février 1938, portant organisation du Service des Travaux Publics;

Vu l'Instruction du 4 octobre 1938, sur la Comptabilité administrative des Travaux en régie;

Vu l'arrêté n° 748-50/TP. du 20 septembre 1950 portant règlement des abonnements à l'eau dans la ville de Lomé et au village d'Agoué;

Sur la proposition du Chef du Service des Travaux Publics;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

## ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Le paragraphe 7 de l'article 17 de l'arrêté n° 748/50/TP du 20 septembre 1950 susvisé est abrogé et remplacé par le suivant « article 17 — 7° » — *Taxe de fermeture de prise par abonné retardataire.*

En cas de non paiement du montant des consommations d'eau et des travaux et à partir du dernier jour du mois suivant celui de la remise du relevé des sommes dues, le Service des Travaux Publics procédera d'office sans préavis, à la fermeture du compteur.

Cette formalité donnera lieu à la perception d'une de fermeture de prise de Deux cent cinquante francs (250 Frs.).

**ART. 2.** — L'article 19 de l'arrêté n° 748/50TP. du 20 septembre 1950 susvisé est abrogé et remplacé par le suivant:

« Article 19 — *Paiement* ».

Les indications des compteurs sont relevées mensuellement ou immédiatement à la demande de l'usager sortant ou entrant.

Un relevé faisant connaître les indications relevées à chaque passage du vérificateur de l'Administration sera remis à chaque abonné.

Si en raison de l'arrêt ou de la marche irrégulière du compteur ou pour toute autre cause il est impossible de déterminer la consommation réelle, les sommes dues par l'abonné seront décomptées sur la moyenne des trois trimestres précédents ou fixées forfaitairement et individuellement par le Directeur des Travaux Publics.

Tous les paiements doivent être effectués à la Caisse de l'Agence intermédiaire des Travaux Publics de Lomé avant le vingtième jour du mois qui suit celui de la remise du relevé des sommes dues prévu au 2<sup>e</sup> alinéa du présent article.

Faute de quoi le montant des sommes dues sera automatiquement majoré de 20 %.

Si le 19 tombe un samedi, un dimanche ou un jour férié la date d'application de la majoration de 20 % sera reportée au deuxième jour ouvrable suivant.

A défaut du règlement de la totalité des sommes dues le service de l'eau sera suspendu à partir du dernier jour du mois, suivant celui de la remise du relevé, comme il est prévu au paragraphe 7° de l'article 17 ci-dessus; sans préjudice de la résiliation

de l'abonnement par application de l'article 9 du présent arrêté et des actions de droit à exercer contre l'abonné.

**ART. 3.** — L'article 24 de l'arrêté n° 748/50 TP. du 20 septembre 1950 susvisé est abrogé et remplacé suivant

« Article 24 — *Modifications éventuelles du présent règlement* ».

Si le présent règlement est modifié, les modifications ne peuvent entrer en vigueur qu'après avoir été portées au moins un mois à l'avance, à la connaissance des abonnés par la voie du Journal officiel. Les abonnés auraient dans ce cas le droit de résilier leur abonnement à compter de la date de mise en application des modifications ainsi publiées.

**ART. 4.** — Les autres dispositions de l'arrêté n° 748/50 TP. du 20 septembre 1950 sont inchangées.

**ART. 5.** — Le présent arrêté entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> avril 1956 et sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 février 1956.

P. Le Commissaire de la République en congé,

Le Secrétaire Général,

J. RIGAL.

## Caisse d'avances

**ARRETE N° 62-56/E. du 20 janvier 1956 portant annulation d'une Caisse d'Avances.**

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi du 16 avril 1953 concernant l'organisation du Territoire;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Territoires d'outre-mer et tous actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 735-55/DF. du 30 août 1955 portant création d'une Caisse d'Avances au Service des Mines;

Vu la décision n° 1272 D/Mines du 30 août 1955 nommant un Régisseur de la Caisse d'Avances;

Sur la proposition du Chef du Service des Mines du Togo;

## ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — L'arrêté n° 735-55/DF. du 30 août 1955 portant création d'une Caisse d'Avances au Service des Mines est abrogé.

**ART. 2.** — La décision n° 1272 D/Mines du 30 août 1955 prise en application de l'arrêté susvisé est annulée.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 20 janvier 1956.

P. Le Commissaire de la République en congé,  
Le Secrétaire Général,  
J. RIGAL.

#### Concours

ARRETE No 65-56/CP. du 21 janvier 1956 portant ouverture d'un concours direct.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu l'arrêté n° 147-52/P. du 13 février 1952, fixant le statut général des cadres supérieurs et locaux du territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 417-53/CP. du 13 juin 1953 fixant le régime des concours prévus pour l'admission dans les différents corps supérieurs du Togo;

Vu l'arrêté n° 536-54/CP. du 11 juin 1954 fixant le statut particulier du cadre supérieur de la Météorologie du Togo;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours direct, pour le recrutement de trois Assistants Météorologistes stagiaires, sera ouvert à Lomé, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1956, aux candidats réunissant les conditions fixées à l'article 16 et au paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 17 de l'arrêté n° 536-54/CP. du 11 juin 1954.

ART. 2. — Les demandes des candidats accompagnées des dossiers de candidature constitués comme il est spécifié à l'article 4 de l'arrêté n° 417-53/CP. du 13 juin 1953 (J.O.T. du 1<sup>er</sup> juillet 1953, page 489) devront parvenir au Bureau du Personnel deux mois avant la date d'ouverture du concours. Aucune demande ne sera plus acceptée après le 1<sup>er</sup> mai 1956.

ART. 3. — L'heure d'ouverture du concours, le local où se dérouleront les épreuves, feront ultérieurement, l'objet d'une note de service qui sera publiée par voie d'affichage.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 janvier 1956.

P. Le Commissaire de la République en congé,  
Le Secrétaire Général,  
J. RIGAL.

ARRETE No 66-56/CP. du 21 janvier 1956 portant ouverture d'un concours professionnel.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu l'arrêté n° 147-52/P. du 13 février 1952 fixant le statut général des cadres supérieurs et locaux du territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 417-53/CP. du 13 juin 1953 fixant le régime des concours prévus pour l'admission dans les différents corps supérieurs du Togo;

Vu l'arrêté n° 536-54/CP. du 11 juin 1954 fixant le statut particulier du cadre supérieur de la Météorologie du Togo;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours professionnel pour le recrutement de deux Assistants Météorologistes, sera ouvert à Lomé, à partir du 15 juillet 1956; aux candidats réunissant les conditions fixées à l'article 16 et au paragraphe 2 de l'article 17 de l'arrêté n° 536-54/CP. du 11 juin 1954.

ART. 2. — Les demandes des candidats devront parvenir au Bureau du Personnel deux mois avant la date d'ouverture du concours. Aucune demande ne sera plus acceptée après le 15 mai 1956.

ART. 3. — L'heure d'ouverture du concours, le local où se dérouleront les épreuves, feront ultérieurement l'objet d'une note de service qui sera publiée par voie d'affichage.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 janvier 1956.

P. le Commissaire de la République en congé,  
Le Secrétaire Général,  
J. RIGAL.

#### Affaires économiques

ARRETE No 70-56/AE/PLAN/1. du 25 janvier 1956 portant fermeture de la campagne d'achat de kapok du karité de la récolte 1954-1955.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi validée du 14 mars 1942 et les textes modificatifs subséquents;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu l'arrêté n° 344-55/AE/PLAN/1. du 20 mars 1955 portant ouverture de la campagne d'achat du kapok de la récolte 1955;

Vu l'arrêté n° 686-55/AE/PLAN/1. du 5 août 1955 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat du karité de la récolte 1955-1956;

Après consultation de la Chambre de Commerce;

### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — La campagne d'achat du kapok et du karité de la récolte 1955 est fermée pour compter du 31 décembre 1955.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 janvier 1956.

*P. le Commissaire de la République en congé,*  
*Le Secrétaire Général,*

**J. RIGAL.**

**ARRETE N° 71-56/AE/PLAN/1. du 25 janvier 1956**  
*portant fermeture de la campagne d'achat des graines de ricin de la récolte 1955 et la date d'ouverture de la campagne d'achat de la récolte 1956.*

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu l'arrêté n° 1121-54/AE/PLAN/1. du 31 décembre 1954 portant ouverture de la campagne d'achat des graines du ricin de la récolte 1955;

La Chambre de Commerce consultée;

### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — La campagne d'achat des graines de ricin de la récolte 1955 est réputée fermée à la date du 31 décembre 1955.

**ART. 2.** — La campagne d'achat des graines de ricin de la récolte 1956 est réputée ouverte à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1956.

**ART. 3.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 janvier 1956.

*P. le Commissaire de la République en congé,*  
*Le Secrétaire Général,*

**J. RIGAL.**

**ARRETE N° 72-56/AE/PLAN. du 26 janvier 1956**  
*portant virement de crédit.*

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu la loi du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution des plans d'équipement et de développement des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret du 3 juin 1949 relatif au mode d'établissement et à la procédure d'exécution des programmes tendant à la réalisation des plans d'équipement et de développement de la loi du 30 avril 1946;

Vu l'arrêté 811-55/PLAN/2. rendant exécutoire la délibération n° 28/ATT. du 28 septembre 1955 approuvant le projet de tranche d'exécution 1955-1956 du programme du Togo;

Vu la lettre ministérielle n° 179/AE/Plan/3. du 10 janvier 1956;

### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Est opéré tant en autorisation d'engagement qu'en crédit de paiement le virement de crédit suivant à l'intérieur de l'article 2 du chapitre 1011 Routes et Ponts 20.000.000 Francs CFA prélevés au paragraphe 2 : Remplacement des Ponts au profit du paragraphe 3 : Petits ouvrages.

**ART. 2.** — La situation des crédits de l'article 2 du chapitre 1011 devient la suivante :

	A. P. 55-56	C. P. 55-56
Section d'études	5	5
Remplacement des ponts	22,5	20
Petits ouvrages et relèvement	24	24

**ART. 3.** — Ce virement n'affecte en rien le total des inscriptions autorisées à l'article 2 du chapitre 1011.

**ART. 4.** — Le Contrôleur Financier du F.I.D.E.S., l'Ordonnateur-Délégué, le Chef du Service des AE/PLAN, le Directeur des T.P. seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ART. 5.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 janvier 1956.

*P. le Commissaire de la République en congé,*  
*Le Secrétaire Général,*

**J. RIGAL.**



**ARRETE** N° 86-56/AE/PLAN/1. du 2 février 1956 modifiant l'arrêté n° 154-53/AE/PLAN/ du 6 mars 1953 réglementant de la réalisation des programmes d'importation.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes modificatifs subséquents donnant aux Gouverneurs les pouvoirs de réglementer par arrêté l'importation de tous produits, matières, objets et denrées nécessaires aux besoins de leurs territoires;

Vu l'arrêté n° 154-53/AE/PLAN. du 6 mars 1953 réglementant la réalisation des programmes d'importation et modifié par les arrêtés n° 305-54 du 30 mars 1954 et 361-55 du 16 mars 1955;

Vu l'avis exprimé par la Chambre de Commerce dans sa réunion du 24 janvier 1956;

### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — L'article 13 de l'arrêté 154-53/AE/PLAN/ du 6 mars 1953, modifié par l'arrêté 361-55/AE/PLAN. du 16 mars 1955 est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 13. — Un délai de six mois à compter de la date de notification du procès-verbal de la Commission d'Appel d'Offres à la Chambre de Commerce sera donné aux bénéficiaires de la répartition pour déposer leurs demandes de licences ».

« Celles-ci pourront être fractionnées à condition que le montant total de chacune des licences partielles ne soit pas inférieur à Cent Mille Francs Métropolitains (100.000 F.M.). »

« A l'expiration de ce délai, le Service des Affaires Economiques et du Plan communiquera à la Chambre de Commerce l'état des reliquats. »

« Si le contingent a été réparti à l'amiable et que les bénéficiaires de la répartition n'ont pas déposé leurs demandes de licences dans le même délai de six mois, le Service des Affaires Economiques et du Plan communiquera dans les mêmes conditions à la Chambre de Commerce l'état des reliquats. »

« Dans les trois semaines qui suivront cette notification, la Chambre de Commerce procédera à une répartition amiable des reliquats et la communiquera au Service des Affaires Economiques et du Plan. »

« Les demandes de licences établies sur ces reliquats devront alors être déposées dans un délai de trois semaines. »

« Dans un délai de deux mois à compter de la date du visa des licences par l'Office des Changes du Togo, les attributaires auront à justifier du placement des commandes auprès de la Commission des Appels d'Offres. A défaut de cette justification, les licences seront annulées. »

**ART. 2.** — Ces dispositions nouvelles sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> février 1956.

**ART. 3.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 février 1956.

P. le Commissaire de la République en congé,  
Le Secrétaire Général,

J. RIGAL.

**ARRETE** N° 108-56/AE/PLAN/1. du 3 février 1956 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat du coton de la récolte 1955-1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu la loi du 14 mars 1942 et les textes modificatifs subséquents;

Vu le procès-verbal de la Conférence tenue le 15 décembre 1955 à Lomé;

Vu l'arrêté n° 40-56/AE/PLAN/1. du 11 janvier 1956 fixant les modalités d'achat et d'égrenage du coton dans les zones de multiplication des graines sélectionnées pendant la campagne 1955-1956;

Vu l'arrêté n° 606-55/AE/PLAN/1. du 25 juin 1955 fermant la campagne cotonnière 1954-1955;

La Chambre de Commerce consultée;

### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — La campagne d'achat du coton de la récolte 1955-1956 est ouverte à compter du 6 février 1956.

**ART. 2.** — Le coton graine sera payé au producteur 25 francs CFA le kilo.

**ART. 3.** — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage dans les bureaux des P.T.T., des Communes-Mixtes et des Circonscriptions administratives intéressées.

Lomé, le 3 février 1956.

P. le Commissaire de la République en congé,  
Le Secrétaire Général,

J. RIGAL.

### Contributions directes

**ARRETE** N° 74-56/CD. du 26 janvier 1956 rendant exécutoire la délibération n° 41/A.T.T. du 25 novembre 1955 portant suppression des impôts fonciers sur les propriétés bâties et non bâties.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration pour l'application de la loi du 16 avril 1955, précitée;

Vu le décret n° 55-486 du 30 avril 1955, relatif à diverses dispositions d'ordre financier;

Vu le télégramme ministériel n° 50.160/AE. du 30 décembre 1955;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Est rendue exécutoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1956, la délibération n° 41/ATT. du 25 novembre 1955, de l'Assemblée Territoriale du Togo, portant suppression des impôts fonciers sur les propriétés bâties et non bâties.

**ART. 2.** — Le Directeur des Finances et le Chef du Service des Contributions Directes sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui, vu l'urgence, sera rendu applicable par voie d'affichage dans les bureaux des Cercles et Subdivisions et du Service des Contributions Directes.

Lomé, le 26 janvier 1956.

*P. le Commissaire de la République en congé,*

*Le Secrétaire Général,*

**J. RIGAL.**

**DELIBERATION N° 41/ATT. du 25 novembre 1955**  
*portant suppression de la contribution foncière des propriétés bâties et de la contribution foncière des propriétés non bâties.*

### L'Assemblée Territoriale du Togo

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 52-130 du 6 février 1952 portant création de l'Assemblée Territoriale du Togo;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires de la France d'outre-mer et tous actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 529/CD. du 17 octobre 1944, portant création de la contribution foncière et les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 555-51/AP. du 8 août 1951 sur le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des Communes-Mixtes du Togo;

Vu le rapport de présentation n° 92/AD/CD. du 6 novembre 1955 de M. le Commissaire de la République;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

A adopté dans sa séance du 25 novembre 1955 la délibération dont la teneur suit :

**ARTICLE PREMIER.** — Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1956 sont supprimées en tant qu'impôts perçus au profit du budget local la contribution foncière des propriétés bâties et la contribution foncière des propriétés non bâties, règlementées par

l'arrêté n° 529/CD du 17 octobre 1944

l'arrêté n° 649/CD du 17 novembre 1945 et

la délibération n° 29/ATT. du 10 avril 1954.

**ART. 2.** — Pour le financement de leur budget les Communes-Mixtes auront la faculté d'instituer, pour compter 1956, des taxes municipales fiscales sur le revenu net des propriétés bâties, et sur la valeur vénale des propriétés non bâties situées sur leur Territoire.

Fait et délibéré en séance publique à Lomé, le 25 novembre 1955.

*Le Président de l'A. T. T.,*  
**D. AYÉVA.**

*Le Secrétaire,*  
**LAWSON LAZARUS.**

**ARRETE N° 75-56/CD. du 26 janvier 1956**  
*rendant exécutoire la délibération n° 42/ATT. du 25 novembre 1955 portant remaniement de la réglementation de la taxe de circonscription.*

**LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,**

**CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

**COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,**

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration pour l'application de la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu le décret n° 55-486 du 30 avril 1955 relatif à diverses dispositions d'ordre financier;

Vu le télégramme ministériel n° 50.160/AE. du 30 décembre 1955;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Est rendue exécutoire, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1956, la délibération n° 42 du 25 novembre 1955, de l'Assemblée Territoriale du Togo, portant remaniement de la réglementation de la taxe de circonscription.

**ART. 2.** — Le Directeur des Finances et le Chef du Service des Contributions Directes sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui, vu l'urgence, sera rendu applicable par voie d'affichage dans les bureaux des Cercles et Subdivisions et du Service des Contributions Directes.

Lomé, le 26 janvier 1956.

*P. le Commissaire de la République en congé,*  
*Le Secrétaire Général,*  
**J. RIGAL.**

**DELIBERATION N° 42/ATT. du 25 novembre 1955  
portant remaniement de la réglementation de la  
taxe de circonscription.**

**L'Assemblée Territoriale du Togo**

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 52-130 du 6 février 1952 portant création de l'Assemblée Territoriale du Togo;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955 susvisée;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires de la France d'outre-mer et tous actes modificatifs subséquents;

Vu la délibération n° 30/ATT. du 10 avril 1954 créant la taxe de circonscription;

Vu la délibération n° 61/ATT. du 26 novembre 1954 fixant les tarifs de la taxe de circonscription;

Vu le rapport de présentation n° 93/AD/CD. du 6 novembre 1955 de M. le Commissaire de la République;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

A adopté dans sa séance du 25 novembre 1955, la délibération dont la teneur suit :

**ARTICLE PREMIER.** — Est abrogée pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1956 la réglementation de la taxe de circonscription résultant des délibérations n° 30/ATT. du 10 avril 1954 et n° 61/ATT. du 26 novembre 1954.

**ART. 2.** — Pour compter de la même date est instituée une taxe de circonscription destinée à alimenter les budgets des circonscriptions du Territoire et qui est régie par les dispositions suivantes :

**ART. 3.** — La taxe de circonscription est exigible pour l'année entière de toute personne du sexe masculin, âgée de 16 ans au moins, et ayant au Territoire une résidence habituelle au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de l'imposition.

Sont retenus, en matière de résidence, les mêmes critères que pour l'impôt général sur le revenu.

**ART. 4.** — Sont affranchis de la taxe de circonscription :

1° — Les écoliers effectivement inscrits dans les établissements d'enseignement du Territoire;

2° — Les apprentis titulaires de la carte d'apprentissage délivrée par l'Inspection du Travail;

3° — Les indigents : sont réputés tels les individus, qui dépourvus de ressources, sont, par leur âge ou leurs infirmités, dans l'impossibilité de se livrer au travail;

4° — Les anciens militaires pensionnés de guerre par application de la loi du 3 mars 1919 et du décret du 2 septembre 1920 dont le degré d'invalidité est égal ou supérieur à 50 % et qui ne disposent pas d'autre ressource que leur pension;

5° — Les tirailleurs, soldats, caporaux — et les caporaux-chefs et sergents pendant la durée légale — de toutes armes, y compris la marine, pendant la

durée de leur présence sous les drapeaux; ainsi que les membres des corps à formation militaire à l'exclusion de ceux ayant grade supérieur à brigadier.

**ART. 5.** — La taxe est établie au lieu où est située la résidence principale du contribuable. Les rôles sont dressés et recouvrés, les délais de répétitions sont fixés, conformément aux règles prévues en matière d'impôts directs par le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Territoires d'outre-mer.

**ART. 6.** — Les contribuables ayant quitté leur résidence au cours de la période comprise entre l'époque de recensement et le premier janvier de l'année de l'imposition ne peuvent obtenir le dégrèvement de la taxe établie à leur ancienne résidence qu'en justifiant de leur imposition dans la circonscription où ils résidaient au premier janvier.

**ART. 7.** — Lorsque la résidence habituelle du contribuable est transférée hors de la circonscription entre le 1<sup>er</sup> janvier et la date mise en recouvrement du rôle, la procédure de recouvrement par anticipation prévue par l'article 160 du décret du 30 décembre 1912 est applicable.

Lorsque la résidence habituelle du contribuable est transférée hors de la circonscription après la date de mise en recouvrement du rôle, la taxe est immédiatement exigible en totalité.

**ART. 8.** — Les réclamations doivent être adressées au Commissaire de la République. Elles sont présentées, instruites et jugées conformément aux règles tracées par les décrets du 4 août 1881 et du 22 février 1896 sur le Conseil du Contentieux et par le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier modifié en ses articles 173, 174 et 177 par le décret du 3 juin 1936.

Les réclamations ne sont recevables que si, produites dans les délais réglementaires, elles sont accompagnées de l'avertissement, d'un extrait de rôle ou de toute autre pièce justificative indiquant les numéros des articles de rôles sur lesquels portent les réclamations. Elles doivent être motivées.

**ART. 9.** — Des remises ou des primes de rendement peuvent être accordées aux chefs de village et aux chefs de canton dans les conditions fixées par un arrêté du Commissaire de la République.

**ART. 10.** — Les tarifs de la taxe de circonscription sont délibérés chaque année pour l'année suivante pour les Conseils de circonscription, conformément à l'article 62 de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955. Le maximum prévu par ce texte est fixé pour 1956 à mille francs.

Fait et délibéré en séance publique à Lomé, le 25 novembre 1955.

*Le Président de l'A. T. T.,*  
D. AYÉVA.

*Le Secrétaire,*  
L. LAWSON.

**ARRETE** N° 76-56/CD. du 26 janvier 1956 rendant exécutoire la délibération n° 52/ATT. du 9 décembre 1955, portant modification de la réglementation des impôts sur les revenus.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration pour l'application de la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu le décret n° 55-486 du 30 avril 1955 relatif à diverses dispositions d'ordre financier;

Vu le télégramme ministériel n° 50.160/AE. du 30 décembre 1955;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est rendue exécutoire, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1956, la délibération n° 52/ATT. du 9 décembre 1955, de l'Assemblée Territoriale du Togo, portant modification de la réglementation des impôts sur les revenus.

**ART. 2.** — Le Directeur des Finances et le Chef du Service des Contributions Directes sont chargés; chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui, vu l'urgence, sera rendu applicable par voie d'affichage dans les bureaux des Cercles et Subdivisions et du Service des Contributions Directes.

Lomé, le 26 janvier 1956.

P. le Commissaire de la République en congé,

Le Secrétaire Général

J. RIGAL.

**DELIBERATION** N° 52/ATT. du 9 décembre 1955 portant modification de la réglementation des impôts sur les revenus.

L'Assemblée Territoriale du Togo

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 52-130 du 6 avril 1952;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et tous actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 576 du 16 octobre 1941 et les textes modificatifs subséquents;

Vu le rapport de présentation n° 104/AD/CD. du 28 novembre 1955 de M. le Commissaire de la République au Togo;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

A adopté dans sa séance du 9 décembre 1955, la délibération dont la teneur suit :

**ARTICLE PREMIER.** — La réglementation des impôts sur les revenus au Togo est modifiée pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1956 selon les dispositions des articles suivants.

**ART. 2.** — Le premier alinéa du 6<sup>e</sup> paragraphe de l'article 4 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Sont également affranchis de l'impôt jusqu'à la fin de l'exercice clos au cours de la cinquième année suivant celle de la mise en marche effective, les bénéfices provenant exclusivement de l'exploitation d'une usine nouvelle installée au Togo postérieurement au premier janvier 1954, soit par une entreprise déjà établie dans le territoire, soit par une entreprise nouvelle à condition que la création ou l'extension de cette usine ait fait l'objet d'une déclaration spéciale adressée au Chef du Service des Contributions Directes et que l'entreprise exploitante possède une comptabilité régulière permettant de faire ressortir exactement les résultats nets de l'exploitation industrielle nouvelle ».

**ART. 3.** — Les articles 13, 14 et 15, abrogés par l'arrêté 694 du 8 décembre 1942, sont remplacés par les articles 13 à 15 suivants :

#### Article 13

1<sup>o</sup> — Le bénéfice imposable est fixé forfaitairement pour tous les contribuables, autres que les Sociétés, dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 15 millions de francs s'il s'agit de redevables dont le commerce principal est de vendre des marchandises, objets, fournitures et denrées à emporter ou à consommer sur place, ou de fournir le logement et pour les exploitants agricoles, planteurs et éleveurs; ou 5 millions de francs s'il s'agit d'autres redevables.

Toutefois; les entreprises dont le chiffre d'affaires s'abaisse au-dessous des limites prévues à l'alinéa précédent ne sont soumis au régime du forfait que lorsque leur chiffre d'affaires est resté inférieur à ces limites pendant trois exercices consécutifs de douze mois.

Dans les entreprises dont l'activité ressortit à la fois aux deux catégories prévues au premier alinéa du présent article le bénéfice imposable est également fixé forfaitairement pour l'ensemble des opérations de l'entreprise lorsqu'aucune des deux limites de 15 millions et 5 millions de francs n'est dépassée.

2<sup>o</sup> — Par dérogation aux dispositions du paragraphe 1<sup>er</sup> ci-dessus les contribuables qui estiment être en mesure de satisfaire aux prescriptions des articles 16 à 17 de la présente réglementation, ont la faculté d'être soumis au régime de l'imposition d'après le bénéfice réel.

A cet effet, ils doivent notifier leur choix à l'inspecteur chargé de l'assiette des contributions directes de leur résidence avant le 1<sup>er</sup> février de l'année

de l'imposition. L'option ainsi exercée est valable pour ladite année et année suivante. Pendant cette période elle demeure irrévocable.

#### Article 14.

Le montant du bénéfice forfaitaire imposable est évalué par le Service des Contributions Directes, d'après les résultats présumés obtenus par le contribuable au cours de l'année civile précédant celle de l'imposition.

L'évaluation est notifiée au contribuable sous pli recommandé avec accusé de réception. L'intéressé dispose d'un délai de trente jours à partir de la réception de cette notification pour faire parvenir son acceptation ou formuler ses observations en indiquant le chiffre qu'il sera disposé à accepter; le défaut de réponse dans le délai prévu est considéré comme une acceptation.

Si le contribuable n'accepte pas le chiffre qui lui a été notifié et si, de son côté, l'agent chargé de l'assiette de l'impôt n'admet pas celui qui est proposé par l'intéressé l'évaluation du bénéfice forfaitaire est faite par une commission siégeant au Chef-lieu du Territoire, et qui est composée comme suit :

Président :

Le Secrétaire Général du Territoire ou son représentant.

Membres fonctionnaires :

Le Chef du Service des Contributions Directes;

Le Chef du Service de l'Enregistrement ou son représentant;

Un fonctionnaire des Services Economiques en service au chef-lieu désigné par le Commissaire de la République;

Des membres titulaires et des membres suppléants représentant les contribuables passibles de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, savoir :

Trois titulaires et trois suppléants industriels ou commerçants,

trois titulaires et trois suppléants exploitants agricoles désignés par le Commissaire de la République sur présentation par l'Assemblée consulaire de listes comprenant douze propositions de membres exploitants agricoles.

La Commission se réunit sur convocation de son Président.

Convoqués dix jours au moins avant la réunion, les contribuables intéressés sont invités à se faire entendre s'ils le désirent. Ils peuvent se faire assister par une personne de leur choix ou déléguer un mandataire dûment habilité.

Un inspecteur ou un contrôleur des Contributions Directes remplit les fonctions de rapporteur-secrétaire.

Les membres non fonctionnaires de la Commission sont nommés pour un an. Leur mandat est renouvelable. Ils sont soumis aux obligations du secret professionnel prévues à l'article 104 de la réglementation des impôts sur les revenus du Togo.

Le chiffre arrêté par la Commission sert de base à l'imposition.

Il est notifié au contribuable qui peut toutefois demander par la voie contentieuse, après mise en recouvrement du rôle et dans les délais, formes et conditions prévues à l'article 103 de la présente réglementation, une réduction de la base de cotisation qui lui a été assignée à condition d'apporter la preuve que celle-ci est supérieure au bénéfice net réalisé dans son entreprise au cours de l'année considérée.

#### Article 15

Le forfait est établi pour une période de deux ans. Il est renouvelé par tacite reconduction sauf dénonciation par le contribuable dans les deux derniers mois de chaque période biennale, et par l'agent chargé de l'assiette des Contributions Directes dans les deux premiers mois de chacune des périodes suivantes, ou en cas de changement notoire dans la nature ou les conditions d'exploitation dans les deux premiers mois de chaque année.

En vue de l'application de ces dispositions, les contribuables sont tenus de faire connaître à l'agent chargé de l'assiette des Contributions Directes, dans les vingt jours de la réception de la demande qui leur est adressée :

le montant de leurs achats de l'année précédente;

la valeur globale au prix de revient de leurs stocks au 1<sup>er</sup> janvier et au 31 décembre de ladite année;

le montant de leurs ventes ou de leur chiffre d'affaires pendant la même année;

le nombre de leurs ouvriers ou employés avec l'indication du montant global des salaires payés à leur personnel pendant la même année, soit en espèces, soit en nature;

le montant annuel de leurs loyers professionnels et privés;

le nombre et la puissance de leurs automobiles utilitaires ou tourisme;

la liste des personnes vivant à leur foyer;

la superficie de leur exploitation agricole en rapport.

Les contribuables bénéficiant du régime du forfait doivent tenir et représenter à toute réquisition de l'Inspecteur ou du contrôleur des Contributions Directes un registre récapitulé par année présentant le détail de leurs achats appuyés des factures justificatives.

Ceux de ces contribuables dont le commerce concerne ou englobe d'autres opérations que la vente de marchandises, d'objets, fournitures et denrées à emporter ou à consommer sur place ont l'obligation de tenir et de communiquer aux agents désignés à l'alinéa précédent un livre journal servi au jour le jour et représentant le détail de leurs recettes professionnelles afférentes à ces opérations.

Tout contribuable bénéficiant du régime du forfait qui ne fournit pas dans le délai imparti les

renseignements demandés conformément aux prescriptions du deuxième alinéa du présent article est taxé d'office forfaitairement; sa cotisation est alors majorée de 25 % dans les conditions prévues à l'article 24 ci-après mais seulement pour la première année de la période biennale.

Tout forfait régulièrement fixé soit par accord amiable, soit par décision de la commission prévue ci-dessus devient caduc et se trouve dès lors annulé lorsque la réponse à la demande visée au deuxième alinéa du présent article comporte des indications inexactes ou des omissions de nature à entraîner une fixation atténuée du bénéfice forfaitaire.

Dans ce cas un nouveau forfait est établi dans les conditions ordinaires mais il est alors fait application à la cotisation afférente à la première année de la période biennale, de la majoration de 25 % prévue par l'article 24 de la présente réglementation.

ART. 4. — Dans le premier paragraphe de l'article 16, après les deux premiers mots: « les contribuables », sont insérés les mots « qui ne bénéficient pas du régime du forfait ».

ART. 5. — Le quatrième alinéa de l'article 18 de la réglementation est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les déclarations des contribuables visées à l'article 16 ci-dessus qui ne fournissent pas à l'appui des renseignements prévus à l'article 17, ou ne se conforment pas aux prescriptions du même article peuvent faire l'objet de rectifications d'office.

ART. 6. — L'article 24 de la réglementation est complété par un troisième alinéa ainsi conçu :

« Une amende fiscale de 10.000 francs est applicable au contribuable dont l'exploitation a été déficitaire et qui n'a souscrit aux obligations imposées par les articles 14 et 15 de la présente réglementation. »

ART. 7. — L'article 48 de la réglementation est complété par les dispositions suivantes :

« B. — Lorsqu'un associé, actionnaire, commanditaire ou porteurs de parts bénéficiaires cède à un tiers pendant la durée de la société tout ou partie de ses droits sociaux, l'excédent du prix de cession sur le prix d'acquisition — ou la valeur au 1<sup>er</sup> janvier 1949 si l'acquisition est antérieure à cette date — de ces droits est taxé exclusivement à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux pour le tiers de son montant.

Toutefois, l'imposition de la plus-value ainsi réalisée est subordonnée aux deux conditions suivantes :

« 1<sup>o</sup> — Que l'intéressé ou son conjoint, ses ascendants ou descendants exercent ou aient exercé au cours des cinq dernières années des fonctions d'administrateur ou de gérant dans la société et que les droits des mêmes personnes dans les bénéfices sociaux aient dépassé ensemble 25 % de ces bénéfices au cours de la même période;

« 2<sup>o</sup> — Que le montant de la plus-value réalisée dépasse 100.000 F. »

ART. 8. — Les premier et deuxième alinéas du paragraphe 6 de l'article 49 de la réglementation sont remplacés par les dispositions suivantes :

« A la demande des contribuables intéressés, une réduction d'un montant maximum égal à la moitié des sommes réellement payées pourra être imputée, dans la limite de 50 % des bénéfices de chacun des exercices considérés, sur les résultats des exercices de la période de quatre années commençant par l'exercice au cours duquel aura été déposé le programme d'investissement approuvé.

« Si, en raison de la deuxième limitation, il subsiste un reliquat non déductible des bénéfices d'un exercice, ce reliquat pourra être reporté sur le ou les exercices de la période quadriennale restant à courir, sans que la déduction totale annuelle puisse jamais excéder 50 % des bénéfices de l'exercice ou des exercices de report.

« Les entreprises pourront cependant opter pour la constitution, pendant chacun des quatre exercices de la période et dans les limites sus-indiquées, d'une provision destinée à couvrir la quotité déductible des paiements qui seront effectués au cours de l'exercice suivant.

« Les impositions ainsi établies seront alors régularisées annuellement en fonction des paiements que la provision avait pour but de couvrir, majorée le cas échéant, pour le premier exercice, des paiements déjà effectués avant la constitution de la provision.

« Lorsque la provision excède de plus d'un quart la déduction autorisée, le redressement correspondant sera assorti de la majoration prévue au premier alinéa de l'article 25 de la présente réglementation ».

Le reste de l'article demeure inchangé.

ART. 9. — Les dispositions ci-dessous sont ajoutées à l'article 51.

A. — Entre le 2<sup>e</sup> et le 3<sup>e</sup> alinéas est intercalé l'alinéa suivant :

« Les personnes dont le revenu global annuel net est inférieur à 70.000 francs ».

B. — A la fin de l'article est ajouté un 9<sup>e</sup> ainsi conçu :

« 9<sup>e</sup> — Les tirailleurs, soldats, caporaux — et les caporaux-chefs et sergents pendant la durée légale — de toutes armes y compris la marine, pendant la durée de leur présence sous les drapeaux, ainsi que les membres des corps à formation militaire à l'exclusion de ceux ayant grade supérieur à brigadier ».

ART. 10. — L'article 55 (6<sup>o</sup>) de la réglementation est complété par les dispositions suivantes :

« Le maximum de la déduction autorisée est fixé à 200.000 francs, augmenté de 40.000 francs par enfant à charge, lorsque les contrats comportent la garantie d'un capital en cas de vie à la condition toutefois que la durée de ces contrats soit au moins égale à dix ans ».

ART. 11. — Les revenus servant de limites aux catégories de la taxe forfaitaire prévues par l'article 72 sont modifiés de la façon suivante :



Catégorie A — Revenu égal ou supérieur à 70.000 et inférieur à 84.000

Catégorie B — Revenu égal ou supérieur à 84.000 et inférieur à 100.000

Catégorie C — Revenu égal ou supérieur à 100.000 et inférieur à 150.000

Catégorie D — Revenu égal ou supérieur à 150.000 et inférieur à 200.000

Catégorie E — Revenu égal ou supérieur à 200.000 et inférieur à 250.000

Catégorie F — Revenu égal ou supérieur à 250.000 et inférieur à 300.000

Catégorie G — Revenu égal ou supérieur à 300.000 francs.

ART. 12. — Les dispositions de l'article 73 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Art. 73 — La taxe forfaitaire est déterminée par application à chaque contribuable du tarif de sa catégorie, tel qu'il ressort du tableau suivant :

Catégorie A — 1.000

Catégorie B — 2.000

Catégorie C — 3.000

Catégorie D — 7.000

Catégorie E — 10.000

Catégorie F — 12.500

Catégorie G — 15.000

Fait et délibéré en séance publique à Lomé, le 9 décembre 1955.

*Le Président de l'ATT.*  
D. AYÉVA.

*Le Secrétaire,*  
L. LAWSON.

#### Réseau des CFT et Wharf

**ARRETE** N° 77-56/CFT. du 26 janvier 1956 rendant exécutoire la délibération n° 1/CP/ATT. du 7 janvier 1956 de la Commission Permanente de l'Assemblée Territoriale du Togo portant modification aux tarifs du C.F.T. et du Wharf du Togo.

#### LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu l'arrêté n° 281 du 15 juin 1939 promulguant au Togo le décret du 19 mai 1939 portant réorganisation des Chemins de fer coloniaux;

Vu l'arrêté n° 1017-49 du 27 décembre 1949 rendant applicable au Togo un nouveau recueil général des tarifs CFT. et tous les textes qui l'ont complété ou modifié;

Vu l'arrêté n° 886-51/CFT. du 12 décembre 1951 fixant les tarifs du Wharf de Lomé et tous les textes qui l'ont complétés ou modifiés;

Vu la délibération n° 53/ATT. par laquelle l'Assemblée territoriale du Togo délègue ses pouvoirs à sa commission permanente aux fins d'accepter provisoirement des modifications ou aménagement aux tarifs des Chemins de fer et du Wharf du Togo;

Sur la proposition du Directeur du Réseau des Chemins de fer du Togo;

Vu la délibération n° 1-CP/ATT. du 7 janvier 1956 de la Commission Permanente de l'Assemblée Territoriale;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

#### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Est rendue exécutoire au Togo, la délibération n° 1/CP/ATT. du 7 janvier 1956 de la Commission Permanente de l'Assemblée Territoriale portant modification aux tarifs du C.F.T. et du Wharf du Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> février 1956, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 janvier 1956,

*P. Le Commissaire de la République en congé,*  
*Le Secrétaire Général,*  
J. RIGAL.

#### DELIBERATION N° 1/CP/ATT. du 7 janvier 1956

La Commission Permanente de l'Assemblée Territoriale du Togo.

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative au Togo;

Vu la délibération n° 33/ATT. du 5 décembre 1955 portant délégation de pouvoirs de l'ATT. à sa Commission Permanente;

Vu l'arrêté n° 792/CFT. du 9 octobre 1948 portant modification aux tarifs du Wharf de Lomé;

Vu l'arrêté n° 281 du 15 juin 1949 promulguant au Togo le décret du 19 mai 1939 portant réorganisation des Chemins de Fer Coloniaux;

Vu l'arrêté n° 1017-49/TP. du 27 décembre 1949 rendant applicable au Togo un nouveau recueil général des tarifs C.F.T.;

Vu l'arrêté n° 879/TP. du 4 novembre 1950 modifiant les tarifs du Wharf de Lomé;

Vu l'arrêté n° 886-51/CFT. du 12 décembre 1951 fixant les tarifs du Wharf de Lomé;

Vu l'arrêté n° 857-52/TP. du 26 novembre 1952 portant modification aux tarifs du C.F.T.;

Vu l'arrêté n° 858-52/TP. du 26 novembre 1952 portant modification aux tarifs du Wharf de Lomé;

Vu l'arrêté n° 339-53/CFT. du 9 mai 1953 portant modification aux tarifs du Wharf de Lomé;

Vu l'arrêté n° 592-53/CFT. du 13 août 1953 portant modification aux tarifs spéciaux P.V. 2 et 14 du C.F.T.;

Vu l'arrêté n° 770-53/CFT. du 3 novembre 1953 portant modification aux tarifs C.F.T.;

Vu l'arrêté n° 1018-54/CFT. du 27 novembre 1954 modifiant les tarifs du C.F.T.;

Vu l'arrêté n° 1019-54/CFT. du 27 novembre 1954 modifiant les tarifs du Wharf;

Sur la proposition du Directeur du Réseau des Chemins de Fer du Togo;

Vu les rapports n° 117 et 120/AD/CFT. des 10 et 28 décembre 1955 du Commissaire de la République;

A adopté au cours de sa séance du 7 janvier 1956, la délibération dont la teneur suit :

**ARTICLE PREMIER.** — Le tarif spécial P.V. n° 17 — Transport sur les voies urbaines — est ainsi complété pour les phosphates à l'exportation.



La taxe de conduite des wagons sur voies urbaines est fixée à 50 francs par tonne de charge offerte par les wagons — Cette taxe spéciale n'ouvre pas droit aux abonnements prévus dans ce tarif.

ART. 2. — Le tarif spécial P.V. n° 18 — Location au public des magasins des gares — est ainsi complété :

La taxe à percevoir pour le magasin d'Anécho est fixée à : 1.200 francs par travée et mois indivisible.

ART. 3. — L'article 23 bis des tarifs généraux du Wharf de Lomé est ainsi modifié :

La chromite et les phosphates pour l'exportation sont taxés :

Par tonne : 250 francs.

Fait et délibéré en séance le 7 janvier 1956.

*Le Président de la Commission Permanente,*  
P. MALAZOUÉ.

*Le Secrétaire de la Commission Permanente,*  
L. LAWSON.

#### Certificat de bonne vie et mœurs

ARRETE N° 84-56/CP. du 1<sup>er</sup> février 1956 supprimant le certificat de bonne vie et mœurs des pièces exigées pour la constitution des dossiers administratifs.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu l'arrêté n° 147-52/P. du 13 février 1952, fixant le statut général des cadres supérieurs et locaux du territoire du Togo;

Vu le décret n° 52-553 du 16 mai 1952, relatif au certificat de bonne vie et mœurs;

Vu la circulaire ministérielle n° 3922 du 27 mai 1952, relative au certificat de bonne vie et mœurs;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le certificat de bonne vie et mœurs est supprimé des pièces exigées par l'article 23 de l'arrêté n° 147-52/P. du 13 février 1952, fixant le statut général des cadres supérieurs et locaux du Togo, pour la constitution des dossiers administratifs.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 1<sup>er</sup> février 1956.

*P. Le Commissaire de la République en congé,*  
*Le Secrétaire Général*  
J. RIGAL.

#### Inspection du travail et des lois sociales

ARRETE N° 91-56/ITLS. du 3 février 1956 modifiant l'arrêté n° 276-54/ITLS. du 19 mars 1954 déterminant les conditions de forme et de fond, les effets, les cas et conséquences de la résiliation et les mesures de contrôle de l'exécution du contrat d'apprentissage.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un Code du Travail dans les territoires et territoires associés relevant du Ministère de la France d'outre-mer et notamment son article 95;

Vu l'arrêté 326-53/ITLS. du 16 avril 1953 instituant une Commission Consultative du Travail;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu l'avis de la Commission Consultative du Travail en sa séance du 19 décembre 1955;

Sur la proposition de l'Inspecteur du Travail et des lois sociales;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 276-54/ITLS. du 19 mars 1954 déterminant les conditions de forme et de fond, les effets, les cas, et conséquences de la résiliation et les mesures de contrôle de l'exécution du contrat d'apprentissage est modifié comme suit :

« Article 14. — Entre le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>e</sup> alinéa, ajouter : il ne peut engager d'apprentis que s'il a lui-même passé avec succès les examens de fin d'apprentissage ou s'il a été agréé par la sous-Commission technique prévue à l'article n° 4 de l'arrêté n° 36-56/ITLS. du 11 janvier 1956 instituant une Commission Professionnelle d'examen de fin d'apprentissage. »

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 3 février 1956.

*P. Le Commissaire de la République en congé,*  
*Le Secrétaire Général,*

J. RIGAL.

#### Budgets de circonscription

ARRETE N° 92-56/F. du 3 février 1956 portant autorisation spéciale de dépenses.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative au Togo;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu l'arrêté n° 493-51/AP. du 16 juillet 1951 organisant les Conseils de Circonscription;

Vu l'arrêté n° 1059-55/P. du 29 décembre 1955 portant création des budgets de circonscription;

Vu la décision n° 78 du 11 janvier 1956 du Conseil de Gouvernement accordant la personnalité morale aux circonscriptions territoriales du Togo;

Sur la proposition du Chef de la circonscription de Dapango;

Le Conseil de Gouvernement entendu le 2 février 1956;

#### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Est accordée une autorisation spéciale de dépenses de la somme de Quatre Cent Quarante Six Mille Francs (446.000), représentant le douzième du budget de fonctionnement de la Circonscription de Dapango, exercice 1956, pour faire face aux dépenses du mois de janvier 1956, réparties comme suit :

Chap. 2 — Services d'Adm. rég. (Pers.)	86.000
Chap. 3 — Services d'Adm. rég. (Mat.)	101.000
Chap. 4 — Sces. des Trav. rég. (Pers.)	93.000
Chap. 8 — Dépenses diverses	8.000
Chap. 9 — Dépenses de travaux	158.000
	<b>446.000</b>

**ART. 2.** — Le Directeur des Finances et l'Ordonnateur du Budget de la Circonscription de Dapango sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 3 février 1956.

*P. Le Commissaire de la République en congé,  
Le Secrétaire Général,  
J. RIGAL.*

#### ARRETE No 93-56/F. du 3 février 1956 portant autorisation spéciale de dépenses.

**LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,**

**CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,**

**COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,**

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative au Togo;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu l'arrêté n° 493-51/AP. du 16 juillet 1951 organisant les Conseils de Circonscription;

Vu l'arrêté n° 1059-55/P. du 29 décembre 1955 portant création des budgets de circonscription;

Vu la décision n° 78 du 11 janvier 1956 du Conseil de Gouvernement accordant la personnalité morale aux circonscriptions territoriales du Togo;

Sur la proposition du Chef de la circonscription de Lama-Kara;

Le Conseil de Gouvernement entendu le 2 février 1956;

#### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Est accordée une autorisation spéciale de dépenses de Sept Cent Quatre Vingt Dix Sept Mille Francs (797.000 Francs), représentant le douzième du budget de fonctionnement de la circonscription de Lama-Kara, exercice 1956, pour faire face aux dépenses du mois de janvier 1956, réparties comme suit :

Chap. 2 — Services d'Adm. rég. (Pers.)	190.000
Chap. 3 — Services d'Adm. rég. (Mat.)	117.000
Chap. 4 — Sces. des Trav. rég. (Pers.)	203.000
Chap. 5 — Sces. des Trav. rég. (Mat.)	33.000
Chap. 1 — Dépenses diverses	30.000
Chap. 9 — Dépenses de travaux	224.000
	<b>797.000</b>

**ART. 2.** — Le Directeur des Finances et l'Ordonnateur du Budget de la Circonscription de Lama-Kara sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 3 février 1956

*P. Le Commissaire de la République en congé,  
Le Secrétaire Général,  
J. RIGAL.*

#### ARRETE No 94-56/F. du 3 février 1956 portant autorisation spéciale de dépenses.

**LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER**

**CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,**

**COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO;**

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative au Togo;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu l'arrêté n° 493-51/AP. du 16 juillet 1951 organisant les Conseils de Circonscription;

Vu l'arrêté n° 1059-55/P. du 29 décembre 1955 portant création des budgets de circonscription;

Vu la décision n° 78 du 11 janvier 1956 du Conseil de Gouvernement accordant la personnalité morale aux circonscriptions territoriales du Togo;

Sur la proposition du Chef de la circonscription de Nuatja;

Le Conseil de Gouvernement entendu le 2 février 1956;

#### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Est accordée une autorisation spéciale de dépenses de Deux Cent Quatre Vingt Seize Mille Francs (296.000 Francs), représentant le douzième du budget de fonctionnement de la Circonscription de Nuatja, exercice 1956, pour faire face

aux dépenses du mois de janvier 1956, réparties comme suit :

Chap. 2 — Adm. rég. (Pers.) . . . .	42.500
Chap. 3 — Adm. rég. (Mat.) . . . .	15.000
Chap. 4 — Travaux rég. (Pers.) . . . .	13.500
Chap. 6 — Services soc. (Pers.) . . . .	25.000
Chap. 7 — Services soc. (Mat.) . . . .	50.000
Chap. 11 — Dépenses de travaux . . . .	150.000
	<hr/> 296.000

ART. 2. — Le Directeur des Finances et l'ordonnateur du Budget de la Circonscription de Nuatja sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 3 février 1956.

*P. Le Commissaire de la République en congé,*  
*Le Secrétaire Général,*  
*J. RIGAL.*

**ARRETE No 95-56/F. du 3 février 1956 portant autorisation spéciale de dépenses.**

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative au Togo;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration pour l'application de la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu l'arrêté n° 493-51/AP. du 16 juillet 1951 organisant les Conseils de Circonscription;

Vu l'arrêté n° 1059-55/F. du 29 décembre 1955 portant création des budgets de circonscription;

Vu la décision n° 78 du 11 janvier 1956 du Conseil de Gouvernement accordant la personnalité morale aux circonscriptions territoriales du Togo;

Sur la proposition du Chef de la circonscription de Klouto;

Le Conseil de Gouvernement entendu le 2 février 1956;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est accordée une autorisation de dépenses de la somme de Cinq Cent Soixante Huit Mille Francs (568.000 Frs.), représentant le douzième du budget de fonctionnement de la Circonscription territoriale de Klouto, exercice 1956, pour faire face aux dépenses du mois de janvier 1956, réparties comme suit :

Chap. 2 — Services d'Adm. ter. (Pers.) . . . .	112.500
Chap. 3 — Services d'Adm. ter. (Mat.) . . . .	67.500
Chap. 4 — Sces. des Trav. rég. (Pers.) . . . .	234.000
Chap. 5 — Sces. des Trav. rég. (Mat.) . . . .	59.000
Chap. 6 — Services sociaux (Pers.) . . . .	49.500
Chap. 9 — Dépenses de trav. (routes) . . . .	50.000
	<hr/> 568.000

ART. 2. — Le Directeur des Finances et l'ordonnateur du Budget de la Circonscription de Klouto sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 3 février 1956.

*P. Le Commissaire de la République en congé,*  
*Le Secrétaire Général,*  
*J. RIGAL.*

**ARRETE No 96-56/F. du 3 février 1956 portant autorisation spéciale de dépenses.**

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative au Togo;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration pour l'application de la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu l'arrêté n° 493-51/AP. du 16 juillet 1951 organisant les Conseils de Circonscription;

Vu l'arrêté n° 1059-55/F. du 29 décembre 1955 portant création des budgets de circonscription;

Vu la décision n° 78 du 11 janvier 1956 du Conseil de Gouvernement accordant la personnalité morale aux circonscriptions territoriales du Togo;

Sur la proposition du Chef de la circonscription de Tsévié;

Le Conseil de Gouvernement entendu le 2 février 1956;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est accordée une autorisation de dépenses de Un Million Quatre Vingt Et Un Mille Francs (1.081.000 Francs), représentant le douzième du budget de fonctionnement de la Circonscription territoriale de Tsévié, exercice 1956, pour faire face aux dépenses du mois de janvier 1956, réparties comme suit :

Chap. 2 — Services d'Adm. rég. (Pers.) . . . .	131.000
Chap. 3 — Services d'Adm. rég. (Mat.) . . . .	53.000
Chap. 4 — Sces. des Trav. rég. (Pers.) . . . .	238.000
Chap. 5 — Sces. des Trav. rég. (Mat.) . . . .	50.000
Chap. 6 — Services sociaux (Pers.) . . . .	88.000
Chap. 8 — Dépenses de travaux . . . .	521.000
	<hr/> 1.081.000

ART. 2. — Le Directeur des Finances et l'ordonnateur du Budget de la Circonscription de Tsévié sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 3 février 1956.

*P. Le Commissaire de la République en congé,*  
*Le Secrétaire Général,*  
*J. RIGAL.*

**ARRETE No 97-56/F. du 3 février 1956 portant autorisation spéciale de dépenses.**

**LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER**

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

**COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,**

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative au Togo;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu l'arrêté n° 493-51/AP. du 16 juillet 1951 organisant les Conseils de Circonscription;

Vu l'arrêté n° 1059-55/F. du 29 décembre 1955 portant création des budgets de circonscription;

Vu la décision n° 78 du 11 janvier 1956 du Conseil de Gouvernement accordant la personnalité morale aux circonscriptions territoriales du Togo;

Sur la proposition du Chef de la circonscription d'Anécho;

Le Conseil de Gouvernement entendu le 2 février 1956;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est accordée une autorisation spéciale de dépenses de la somme de Neuf Cent Cinquante Cinq Mille Francs (955.000 Francs), représentant le douzième du budget de fonctionnement de la Circonscription territoriale d'Anécho, exercice 1956, pour faire face aux dépenses du mois de janvier 1956, réparties comme suit :

Chap. 2 — Services d'Adm. ter. (Pers.)	59.000
Chap. 3 — Services d'Adm. ter. (Mat.)	187.000
Chap. 4 — Sces. des Trav. rég. (Pers.)	193.000
Chap. 5 — Sces. des Trav. rég. (Mat.)	8.000
Chap. 6 — Services sociaux (Pers.)	23.000
Chap. 9 — Dépenses de travaux (entretien, routes et alimentation en eau)	485.000
	<b>955.000</b>

**ART. 2.** — Le Directeur des Finances et l'Ordonnateur du Budget de la Circonscription d'Anécho sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 3 février 1956.

*P. Le Commissaire de la République en congé,*  
*Le Secrétaire Général*

J. RIGAL.

**ARRETE No 98-56/F. du 3 février 1956 portant autorisation spéciale de dépenses.**

**LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER**

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

**COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,**

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative au Togo;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu l'arrêté n° 493-51/AP. du 16 juillet 1951 organisant les Conseils de Circonscription;

Vu l'arrêté n° 1059-55/F. du 29 décembre 1955 portant création des budgets de circonscription;

Vu la décision n° 78 du 11 janvier 1956 du Conseil de Gouvernement accordant la personnalité morale aux circonscriptions territoriales du Togo;

Sur la proposition du Chef de la circonscription de Sokodé;

Le Conseil de Gouvernement entendu le 2 février 1956;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est accordée une autorisation spéciale de dépenses de Sept Cent Soixante Quatorze Mille Francs (774.000 Francs), représentant le douzième du budget de fonctionnement de la Circonscription de Sokodé, exercice 1956, pour faire face aux dépenses du mois de janvier 1956, réparties

Chap. 2 — Sces. d'Adm. gén. (Pers.)	71.000
Chap. 3 — Sces. d'Adm. gén. (Mat.)	135.000
Chap. 4 — Sces. des Trav. rég. (Pers.)	267.000
Chap. 5 — Sces. des Trav. rég. (Mat.)	6.000
Chap. 8 — Dépenses diverses	10.000
Chap. 9 — Dépenses de travaux	285.000
	<b>774.000</b>

**ART. 2.** — Le Directeur des Finances et l'Ordonnateur du Budget de la Circonscription de Sokodé sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 3 février 1956.

*P. Le Commissaire de la République en congé,*  
*Le Secrétaire Général*

J. RIGAL.

**ARRETE No 99-56/F. du 3 février 1956 portant autorisation spéciale de dépenses.**

**LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER**

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

**COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO**

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative au Togo;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu l'arrêté n° 493-51/AP. du 16 juillet 1951 organisant les Conseils de Circonscription;

Vu l'arrêté n° 1059-55/F. du 29 décembre 1955 portant création des budgets de circonscription;

Vu la décision n° 78 du 11 janvier 1956 du Conseil de Gouvernement accordant la personnalité morale aux circonscriptions territoriales du Togo;

Sur la proposition du Chef de la circonscription de Lomé;

Le Conseil de Gouvernement entendu le 2 février 1956;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est accordée une autorisation spéciale de dépenses de la somme de Trois Cent Soixante Six Mille Francs (366.000 Francs), représentant le douzième du budget de fonctionnement de la Circonscription territoriale de Lomé, exercice 1956, pour faire face aux dépenses du mois de janvier 1956, réparties comme suit :

Chap. 2 — Sces. d'Adm. rég. (Pers.)	72.000
Chap. 3 — Sces. d'Adm. rég. (Mat.)	84.000
Chap. 4 — Sces des Trav. rég. (Pers.)	44.000
Chap. 6 — Services sociaux	12.000
Chap. 8 — Dépenses diverses	10.000
Chap. 10 — Dépenses de travaux	144.000
	<hr/> 366.000

ART. 2. — Le Directeur des Finances et l'Ordonnateur du Budget de la Circonscription de Lomé sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 3 février 1956.

P. Le Commissaire de la République en congé,  
Le Secrétaire Général

J. RIGAL.

ARRETE No 100-56/F. du 3 février 1956 portant autorisation spéciale de dépenses.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative au Togo;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu l'arrêté n° 493-51/AP. du 16 juillet 1951 organisant les Conseils de Circonscription;

Vu l'arrêté n° 1059-55/F. du 29 décembre 1955 portant création des budgets de circonscription;

Vu la décision n° 78 du 11 janvier 1956 du Conseil de Gouvernement accordant la personnalité morale aux circonscriptions territoriales du Togo;

Sur la proposition du Chef de la circonscription de Mango;  
Le Conseil de Gouvernement entendu le 2 février 1956;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est accordée une autorisation spéciale de dépenses de la somme de Cent Quatre Vingt Mille Francs (180.000 Francs), représentant le douzième du budget de fonctionnement de la Circonscription territoriale de Mango, exercice 1956, pour faire face aux dépenses du mois de janvier 1956, réparties comme suit :

Chap. 2 — Adm. rég. (Pers.)	24.000
Chap. 3 — Adm. rég. (Mat.)	43.500
Chap. 4 — Travaux régionaux (Pers.)	63.000
Chap. 6 — Services sociaux (Pers.)	49.500
	<hr/> 180.000

ART. 2. — Le Directeur des Finances et l'Ordonnateur du Budget de la Circonscription de Mango sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 3 février 1956.

P. Le Commissaire de la République en congé;  
Le Secrétaire Général

J. RIGAL.

ARRETE No 102-56/F. du 3 février 1956 portant autorisation spéciale de dépenses.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative au Togo;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration pour l'application de la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu l'arrêté n° 493-51/AP. du 16 juillet 1951 organisant les Conseils de Circonscription;

Vu l'arrêté n° 1059-55/F. du 29 décembre 1955 portant création des budgets de circonscription;

Vu la décision n° 78 du 11 janvier 1956 du Conseil de Gouvernement accordant la personnalité morale aux circonscriptions territoriales du Togo;

Sur la proposition du Chef de la circonscription de Tabligbo;

Le Conseil de Gouvernement entendu le 2 février 1956;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est accordée une autorisation spéciale de dépenses de Cinq Cent Quatre Mille Francs (504.000 Francs), représentant le douzième du budget de fonctionnement de la Circonscription de Tabligbo, exercice 1956, pour faire face aux dépenses du mois de janvier 1956, réparties comme suit :

Chap. 2 — Sces. d'Adm. gén. (Pers.)	64.000
Chap. 3 — Sces. d'Adm. gén. (Mat.)	17.000
Chap. 4 — Sces. des Trav. rég. (Pers.)	85.000
Chap. 5 — Sces. des Trav. rég. (Mat.)	25.000
Chap. 6 — Services sociaux (Pers.)	7.000
Chap. 8 — Dépenses diverses	18.000
Chap. 9 — Dépenses de travaux	288.000
	<hr/> 504.000

ART. 2. — Le Directeur des Finances et l'Ordonnateur du Budget de la Circonscription de Tabligbo sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 3 février 1956.

P. Le Commissaire de la République en congé,  
Le Secrétaire Général

J. RIGAL.

**ARRETE** N° 103-56/F. du 3 février 1956 portant autorisation spéciale de dépenses.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER.

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative au Togo;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration pour l'application de la loi du 16 avril 1955, précitée;

Vu l'arrêté n° 493-51/AP. du 16 juillet 1951 organisant les Conseils de Circonscription;

Vu l'arrêté n° 1039-55/F. du 29 décembre 1955 portant création des budgets de circonscription;

Vu la décision n° 73 du 11 janvier 1956 du Conseil de Gouvernement accordant la personnalité morale aux circonscriptions territoriales du Togo;

Sur la proposition du Chef de la circonscription de Bassari;

Le Conseil de Gouvernement entendu le 2 février 1956;

### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Est accordée une autorisation spéciale de dépenses de la somme de Trois Cent Cinquante Trois Mille (353.000 Francs), représentant le douzième du budget de fonctionnement de la Circonscription territoriale de Bassari, exercice 1956, pour faire face aux dépenses du mois de janvier 1956, réparties comme suit :

Chap. 2 — Services d'Adm. rég. (Pers.)	34.000
Chap. 3 — Services d'Adm. rég. (Mat.)	93.000
Chap. 4 — Secs. des Trav. rég. (Pers.)	4.000
Chap. 8 — Dépenses diverses	7.000
Chap. 9 — Dépenses de travaux	215.000
	<hr/> 353.000

**ART. 2.** — Le Directeur des Finances et l'Ordonnateur du Budget de la Circonscription de Bassari sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 3 février 1956.

P. Le Commissaire de la République en congé,  
Le Secrétaire Général,

J. RIGAL.

### Tribunal coutumier

**ARRETE** N° 101-56/AP. du 3 février 1956 instituant un tribunal coutumier à Lama-Kara.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER.

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 21 avril 1933 réglementant la justice indigène au Togo;

Vu le décret du 11 février 1941 modifiant le décret du 3 décembre 1931 réorganisant la justice indigène en A.O.F.;

Vu le décret du 26 juillet 1944, tendant à modifier le décret du 3 décembre 1931;

Vu le décret du 26 juillet 1944 déclarant applicable au Togo le décret du 26 juillet 1944 ci-dessus mentionné;

Vu le décret du 23 août 1945 modifiant le décret du 26 juillet 1944, tendant à modifier l'organisation des juridictions indigènes au Togo;

Vu l'arrêté n° 998/APA. du 23 décembre 1948 modifié par arrêté n° 563/APA. du 16 juillet 1949, déterminant les conditions d'admission et de rémunération des présidents des tribunaux coutumiers;

Sur la proposition du Commandant de cercle de Lama-Kara;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Il est institué près le Tribunal du Premier degré Lama-Kara, un tribunal coutumier.

**ART. 2.** — Ce Tribunal sera présidé par un notable nommé pour un an par le Commissaire de la République, et pouvant être nommé à nouveau. Le Président sera assisté de deux assesseurs choisis parmi les notables désignés pour siéger au Tribunal du premier degré conformément à l'article 21 du décret du 21 avril 1933 susvisé.

Ce tribunal connaîtra de toutes les actions dévolues au Tribunal du Premier degré prévues à l'article 22 du décret du 26 juillet 1944, y compris des actions relatives à l'état des personnes sauf en matière d'état-civil; en cas de conflit de coutumes, le tribunal du premier degré est seul compétent.

**ART. 3.** — Le siège de ce Tribunal est à Kara, et son ressort le territoire des villages du canton de la Kara.

**ART. 4.** — La procédure devant ce Tribunal sera celle qui est prévue aux articles 23, 24, 25, et 26 du décret du 21 avril 1933.

Les jugements seront transcrits sur un registre établi conformément aux prescriptions des articles 95 et 97 du décret du 21 avril 1933.

**ART. 5.** — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 3 février 1956.

P. Le Commissaire de la République en congé;

Le Secrétaire Général,

J. RIGAL.

**Marchés**

**ARRETE** N° 104-56/F. du 3 février 1956 fixant les conditions dans lesquelles peuvent être passés les marchés sur les budgets de circonscription.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer;

Vu l'arrêté ministériel du 16 octobre 1946, fixant les clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs des travaux publics dans les territoires relevant du Département de la France d'outre-mer (arrêté de promulgation n° 72/Cab. du 24 janvier 1947);

Vu l'arrêté ministériel du 8 avril 1953 rendant applicables aux fournitures et services de toutes espèces, au Togo, les dispositions du cahier des charges et conditions générales, applicables aux marchés de fournitures et services de toutes espèces (arrêté de promulgation n° 768-54/F. du 31 juillet 1954);

Vu l'arrêté n° 493-51/AP. du 16 juillet 1951, organisant les Conseils de Circonscription;

Vu la décision n° 73 du 11 janvier 1956 accordant la personnalité morale aux circonscriptions territoriales du Togo;

Vu l'arrêté n° 1059-55/F. du 29 décembre 1955 portant création des budgets de circonscription;

Le Conseil de Gouvernement entendu le 2 février 1956;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Les dispositions de l'arrêté ministériel du 16 octobre 1946 fixant les clauses et conditions générales, imposées aux entrepreneurs de travaux publics dans les territoires relevant du département de la France d'outre-mer, et de l'arrêté ministériel du 8 avril 1953, relatif au cahier des charges et conditions générales applicables aux marchés de fournitures et de services de toutes espèces, sont applicables aux marchés passés sur les Budgets de circonscription.

**ART. 2.** — Tous les marchés devront être soumis à l'examen d'une commission spéciale composée de :

Le Chef de la circonscription Administrative

Deux fonctionnaires, désignés par le Commandant de Cercle et choisis parmi les services représentés dans la circonscription

Deux membres du Conseil de circonscription.

**ART. 3.** — Les Circonscriptions territoriales sont dispensées de passer des marchés écrits pour les travaux, fournitures et services de toutes espèces dont la valeur n'excède pas 500.000 francs.

**ART. 4.** — Les marchés de travaux, de fournitures et de services d'un montant compris entre 500.000 —

et 1.000.000 de francs sont soumis à l'approbation du Commandant de Cercle.

Ceux d'un montant supérieur à 1 million sont soumis à l'approbation du Commissaire de la République, après avis de la Commission Locale des marchés.

**ART. 5.** — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 3 février 1956.

P. Le Commissaire de la République en congé,  
Le Secrétaire Général,

J. RIGAL.

**Budget Etat**

**ARRETE** N° 109-56/F. du 6 février 1956 ouvrant des crédits provisoires pour le Compte du Budget Etat, Exercice 1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer et les actes modificatifs subséquents (Art. 5);

Vu la loi n° 48-85 du 7 janvier 1948 — art. 3;

Vu l'urgence du paiement des salaires;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Sont ouverts pour le Compte du Budget du Ministère des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme, les crédits provisoires suivants :

Chapitre 34-52 Art. 2 Météorologie Nationale	600.000 FM
Chapitre 35-61 Art. 2 Entretien des bases aériennes	80.000 FM
	<u>680.000 FM.</u>

**ART. 2.** — Les crédits seront annulés lors de la réception des ordonnances délivrées par le Budget du Ministère des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme.

**ART. 3.** — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 6 février 1956.

P. Le Commissaire de la République en congé,  
Le Secrétaire Général,

J. RIGAL.



**Enseignement**

Par arrêté du Commissaire de la République :

N° 105-56/IA. du :

3 février 1956. — Pour l'année scolaire 1955-56, le nombre et l'emplacement des écoles officielles du premier degré du Territoire sont fixés comme suit :

**Cercle de Lomé :**

Lomé-filles	12 classes
Ecole Route d'Anécho	8 —
Ecole Marius-Moutet	7 —
Ecole des Etoiles	6 —
Ecole de Camp	5 —
Ecole Sanoussi	4 —
Ecole N'Diaye Boubacar	3 —
Ecole de Nyékonakpoé	3 —
Ecole de Marina	4 —
Bè	6 —
Agouévé	3 —
Aflao	3 —
Sanguéra	3 —
Baguida	3 —
Agbalépédogan	1 —

Total . . . . . 71 classes

**Cercle de Tsévié :**

Tsévié	5 classes
Djagblé	3 —
Gapé	3 —
Lèbè	1 —
Abobo	3 —
Fongbé	2 —
Gané	3 —
Batoumé	1 —
Vonoughba	1 —
Kpédji	1 —
Zolo	3 —
Badja	3 —
Kévé	3 —
Mission-Tové	4 —
Davié	3 —
Bogamé	2 —
Dalavé	1 —
Yoto	1 —
Assomé	1 —
Adokpé	1 —
Kpali	1 —

Total . . . . . 46 classes

**Cercle d'Anécho :**

Adjido-filles (Anécho)	6 classes
Afagnagan	3 —
Agomé-Glozou	3 —
Agouégan	3 —
Anépe	3 —
Aklakou	3 —
Akoumapé	3 —
Amégran	3 —
Anfoin	3 —
Atouéta	1 —

Attitogon	3 —
Avévé	3 —
Badougbe	3 —
Dagbati	2 —
Ghodjomé	2 —
Gboto	2 —
Glidji	6 —
Kutschenritter	6 —
Kouvé	3 —
Porto-Seguro	3 —
Séko	3 —
Sévagan	2 —
Tchékpo	3 —
Tokpli	1 —
Vogan	6 —
Vogan-marché	3 —
Vogan-filles	2 —
Vokoutimé	3 —
Zalivé	2 —
Zébévi	6 —
Zowla	3 —
Sikakondji	1 —
Agbétiko	1 —
Tagbligbo	1 —
Vo-Afouimé	1 —
Klologo	1 —
Mohé-Vonoukpati	1 —

Total . . . . . 104 classes

**Cercle de Palimé :**

Adamé-Agotimé	1 classe
Agou-gare	3 —
Agou-Kéboutoé	1 —
Agou-Nyongbo	3 —
Akata	4 —
Amoussoukopé	3 —
Apéyéme-filles	1 —
Apéyéme-garçons	6 —
Dayes-Elavagnon	3 —
Dayes-Kakpa	3 —
Gadja	3 —
Kouma-Apoti	1 —
Kouma-Tokpli	3 —
Kpadapé	6 —
Kponvié	3 —
Lanvié	3 —
Palimé-filles	5 —
Palimé-garçons	11 —
Nytoé	1 —
Tinikopé	2 —
Gbémé-Toutou	3 —
Zozokondji	1 —

Total . . . . . 70 classes

**Cercle d'Atakpamé :**

Ecole d'application	7 classes
Atakpamé-filles	2 —
Aghandi	2 —
Akaba	1 —
Amlamé	4 —
Anié	4 —
Badou	3 —

Benali . . . . .	1 —
Blitta . . . . .	5 —
Djon . . . . .	1 —
Ekéto . . . . .	1 —
Koutoukpa . . . . .	3 —
Kpékplémé . . . . .	2 —
Kougnohou . . . . .	2 —
Lom-Nava . . . . .	6 —
Nuatja . . . . .	3 —
Nyamassila . . . . .	1 —
Otadi . . . . .	1 —
Ounabé . . . . .	1 —
Oumtivou . . . . .	2 —
Pagala-gare . . . . .	2 —
Pallakoko . . . . .	2 —
Patatoukou . . . . .	2 —
Tado . . . . .	2 —
Toboun . . . . .	3 —
Témé-Odéré . . . . .	2 —
Yégué . . . . .	1 —
Amou-Oblo . . . . .	2 —
Attiogbékopé . . . . .	1 —
Tététou . . . . .	1 —
Gbendé . . . . .	1 —
Atchinédji . . . . .	1 —
Akparé . . . . .	1 —
Kpédomé . . . . .	1 —
Total . . . . .	74 classes

*Cercle de Sokodé :*

Sokodé-garçons . . . . .	12 classes
Sokodé-filles . . . . .	3 —
Koumah-garçons . . . . .	1 —
Koumah-filles . . . . .	1 —
Dako-garçons . . . . .	2 —
Dako-filles . . . . .	1 —
Boulohou . . . . .	1 —
Gandé . . . . .	1 —
Kémini . . . . .	1 —
Wasarabô . . . . .	1 —
Krikri . . . . .	1 —
Katinbara . . . . .	1 —
Fasao . . . . .	1 —
Bagou . . . . .	1 —
Balanka . . . . .	2 —
Tchavadé . . . . .	1 —
Kolina . . . . .	1 —
Koumondé . . . . .	3 —
Kassena . . . . .	1 —
Yaocopé . . . . .	1 —
Lama-Tessi . . . . .	1 —
Passoua . . . . .	2 —
Tchamba . . . . .	3 —
Sotouboua . . . . .	3 —
Agoulou . . . . .	3 —
Cambolé . . . . .	3 —
Paratao . . . . .	3 —
Koussountou . . . . .	2 —
Bafilo . . . . .	4 —
Soudou . . . . .	1 —
Atéhéridé . . . . .	1 —
Total . . . . .	63 classes

*Cercle de Bassari :*

Bassari-garçons . . . . .	6 classes
Bassari-filles . . . . .	2 —
Binaparba . . . . .	1 —
Kabou . . . . .	3 —
Santé . . . . .	1 —
Guérin-Kouka . . . . .	3 —
Nandouta . . . . .	1 —
Nawaré . . . . .	1 —
Bapuré . . . . .	1 —
Kidjaboun . . . . .	2 —
Bidjabé . . . . .	1 —
Bangéli . . . . .	2 —
Namab . . . . .	1 —
Namon . . . . .	1 —
Katchamba . . . . .	1 —
Malfacassa . . . . .	1 —
Kalauga . . . . .	1 —
Banha . . . . .	1 —
Total . . . . .	30 classes

*Cercle de Lama-Kara :*

Lama-Kara-garçons . . . . .	7 classes
Lama-Kara-filles . . . . .	2 —
Sara-Kawa . . . . .	2 —
Kétao . . . . .	3 —
Lassa . . . . .	3 —
Boufalé . . . . .	2 —
Pagouda . . . . .	3 —
Défalé . . . . .	3 —
Awandjello . . . . .	1 —
Sahoudé . . . . .	2 —
Landa-Pozanda . . . . .	2 —
Tchitchao . . . . .	1 —
Kouméa . . . . .	6 —
Djamdè . . . . .	1 —
Niamtougou . . . . .	9 —
Total . . . . .	47 classes

*Cercle de Mango :*

Mango-garçons . . . . .	7 classes
Mango-filles . . . . .	3 —
Kandé-garçons . . . . .	5 —
Kandé-filles . . . . .	1 —
Koumongou . . . . .	3 —
Nagbéné . . . . .	1 —
Ataloté . . . . .	2 —
Mogou . . . . .	1 —
Barkoissi . . . . .	1 —
Pessidé . . . . .	1 —
Cando . . . . .	2 —
Kountoiré . . . . .	1 —
Koutougou . . . . .	1 —
Nadoba . . . . .	2 —
Total . . . . .	31 classes

*Cercle de Dapango :*

Dapango-garçons . . . . .	6 classes
Dapango-filles . . . . .	1 —
Nakitindj-Ouest . . . . .	3 —
Nakitindj-Est . . . . .	3 —

Kor bongou . . . . .	3 —
Namoudjoga . . . . .	2 —
Timbou . . . . .	3 —
Nano . . . . .	3 —
Nadoga . . . . .	3 —
Bidjinga . . . . .	3 —
Borgou . . . . .	2 —
Tami . . . . .	1 —
Nanergou . . . . .	1 —
Pognon . . . . .	1 —
Mandouri . . . . .	1 —
Tamatougou . . . . .	1 —
Boadè . . . . .	1 —
<b>Total . . . . .</b>	<b>38 classes</b>

N° 106-55/IA. du :

3 février 1956. — Pour l'année scolaire 1955-56, le nombre et l'emplacement des Ecoles de la Mission Catholique ouvrant droit à subvention; sont fixés comme suit :

1° — Enseignement Secondaire

Collège St. Joseph . . . . .	11 classes
Institution Secondaire N.D.A. Lomé . . . . .	5 —
Ecole Normale de Togoville . . . . .	4 —
<b>Total . . . . .</b>	<b>20 classes</b>

2° — Enseignement Ménager

Lomé-Amoutivé . . . . .	3 classes
Sokodé . . . . .	1 —
<b>Total . . . . .</b>	<b>4 classes</b>

3° — Enseignement Primaire

a) — Enseignement Pré-scolaire : classes enfantines

Lomé-filles . . . . .	1 classe
Tsévié-filles . . . . .	1 —
Palimé-filles . . . . .	1 —
<b>Total . . . . .</b>	<b>3 classes</b>

b) — Enseignement scolaire : classes primaires élémentaires

Cercle de Lomé :

Lomé-Cathédrale . . . . .	18 classes
Lomé-filles . . . . .	12 —
Lomé-Nyékouakpoé-garçons . . . . .	6 —
Lomé-Nyékouakpoé-filles . . . . .	3 —
Lomé-Amoutivé-garçons . . . . .	12 —
Lomé-Amoutivé-filles . . . . .	9 —
Lomé-Ahanoukopé . . . . .	3 —
Avéfozo . . . . .	3 —
Adidogomé . . . . .	2 —
Kodjoviakopé . . . . .	1 —
<b>Total . . . . .</b>	<b>69 classes</b>

Cercle de Tsévié :

Tsévié-garçons . . . . .	10 classes
Tsévié-filles . . . . .	4 —
Agbatopé . . . . .	3 —

Adangbé . . . . .	2 —
Gati . . . . .	1 —
Alokoegbé . . . . .	1 —
Bogamé-Tahasi . . . . .	2 —
Noépé-garçons . . . . .	6 —
Noépé-filles . . . . .	2 —
Kovié . . . . .	3 —
Aképé . . . . .	2 —
Assahoun . . . . .	6 —
Tovégan . . . . .	2 —
Yometsé . . . . .	1 —
Agbélouvé . . . . .	4 —
Gapé . . . . .	3 —
Nyassivé . . . . .	1 —
Adjido . . . . .	1 —
Avedze . . . . .	1 —

**Total . . . . . 55 classes**

Cercle d'Anécho :

Anécho-garçons . . . . .	7 classes
Anécho-filles . . . . .	6 —
Adjido . . . . .	2 —
Gounkopé . . . . .	1 —
Glidji . . . . .	2 —
Tokpli . . . . .	3 —
Sè-Ana . . . . .	2 —
Aklakou . . . . .	2 —
Afagnan-Bléla . . . . .	1 —
Tabligbo . . . . .	1 —
Togoville . . . . .	3 —
Porto-Séguro . . . . .	3 —
Dagué . . . . .	1 —
Vogan . . . . .	4 —
Akoda . . . . .	1 —
Kouvé . . . . .	1 —

**Total . . . . . 40 classes**

Cercle de Klouto :

Palimé-garçons . . . . .	11 classes
Palimé-filles . . . . .	6 —
Woamé . . . . .	3 —
Yéviépé . . . . .	1 —
Avéno . . . . .	1 —
Kpimé . . . . .	3 —
Kouma-Tsamé . . . . .	1 —
Kouma-Bala . . . . .	3 —
Hanygba-Todzi . . . . .	1 —
Agbèssia . . . . .	1 —
Kpéié-Adéta . . . . .	6 —
Kpéié-Agbanon . . . . .	3 —
Kpéié-Agavé . . . . .	1 —
Kpéié-Tsiko . . . . .	1 —
Dayes-Koudjravie . . . . .	3 —
Dayes-Attigba . . . . .	2 —
Dayes-Ykpa . . . . .	1 —
Agou-garçons . . . . .	6 —
Agou-filles . . . . .	3 —
Agou-Klonou . . . . .	3 —
Assahoun-Fiagbé . . . . .	1 —
Katicopé . . . . .	1 —

**Total . . . . . 62 classes**

*Cercle d'Atakpamé :*

Atakpamé-garçons	8 classes
Atakpamé-filles	5 —
Gléi	3 —
Avédzé	1 —
Dadza	3 —
Daye-Akébou	1 —
Kamina-Akébou	1 —
Uga	2 —
Akpahoué	1 —
Nuatja	3 —
Chra	3 —
Kativon	1 —
Agadzi	3 —
Ezimé	3 —
Koutoukpa	3 —
Ogna	1 —
Tomégbé-garçons	6 —
Tomégbé-filles	2 —
Badou	3 —
Anonoé	2 —
Maflo	2 —
Bena	1 —
Anié	3 —
Dakrokossou	1 —
Adjassihouhoué	1 —
Pagalou-Village	1 —

Total . . . . . 64 classes

*Cercle de Sokodé :*

Sokodé-garçons	6 classes
Sokodé-filles	3 —
Aledjo	2 —
Ayengré	3 —
Tchébébé	2 —
Kazabua	1 —
Koumoniade	1 —
Sotouboua-filles	1 —

Total . . . . . 19 classes

*Cercle de Bassari :*

Bassari-garçons	3 classes
Bassari-filles	1 —
Sara	1 —
Dimouri	1 —
Bangéli	1 —
Bikabou	1 —

Total . . . . . 8 classes

*Cercle de Lama-Kara :*

Lama-Kara	4 classes
Yadé-garçons	6 —
Yadé-filles	2 —
Tchitchao	1 —
Aloum	1 —
Kadjalla	1 —
Tcharé	3 —
Pya-Haut	1 —
Défalé	2 —
Atchangbadé	1 —
Siou-garçons	4 —

Siou-filles	1 —
Siou-Kawa	1 —
Féouda	1 —
Soundé	1 —
Péssaré	1 —
Soundina	3 —
Kéménida	1 —
Soundina-Haut	1 —
Niamtougou-garçons	3 —
Niamtougou-filles	1 —
Lassa	1 —
Lama-Poulou	1 —
Lama-Féheng	1 —
Sola	1 —
Piyo	1 —
Karé	1 —
Sétidé	1 —
Nyambadé	1 —

Total . . . . . 48 classes

*Cercle de Mango :*

Mango	1 classe
Wartema	1 —
Ossacré	1 —
Dankouri	1 —
Kandé	2 —

Total . . . . . 6 classes

*Cercle de Dapango :*

Katindi	2 classes
Bogou	3 —
Nioupourma	1 —
Lotogou	1 —
Biankouri	1 —
Bombouaka-garçons	3 —
Bombouaka-filles	1 —
Pana	3 —
Touaga	1 —
Kurientré	1 —
Tainongou	1 —

Total . . . . . 18 classes

c) — *Enseignement Post-scolaire : cours supérieur*

Yadé-garçons	1 classe
--------------	----------

Total . . . . . 1 classe

Pour l'année scolaire 1955-56, le nombre et l'emplacement des écoles de la Mission Catholique n'ouvrant pas droit à subvention, sont fixés comme suit :

1° — *Enseignement Secondaire*

Collège St. Joesph	1 classe
--------------------	----------

2° — *Enseignement Primaire*a) — *Enseignement pré-scolaire : classes enfantines*

Lomé-Amoutivé-filles	1 classe
Noépé	1 —

Total . . . . . 2 classes

## b) — Enseignement scolaire : classes primaires élémentaires

*Cercle de Lomé :*

Lomé-Cathédrale . . . . .	1 classe
Nyékouakpoé-garçons . . . . .	1 —
Nyékouakpoé-filles . . . . .	2 —
Amoutivé-garçons . . . . .	1 —
Amoutivé-filles . . . . .	1 —
Lomé-Ahanoukopé . . . . .	1 —
Avéfozo . . . . .	1 —
<b>Total . . . . .</b>	<b>8 classes</b>

*Cercle de Tsévié :*

Noépé-filles . . . . .	1 classe
Adangbé . . . . .	1 —
Bogamé-Tahasi . . . . .	1 —
<b>Total . . . . .</b>	<b>3 classes</b>

*Cercle d'Anécho :*

Ganavé . . . . .	1 classe
Aklakou . . . . .	1 —
Anécho-filles . . . . .	1 —
Tabligbo . . . . .	1 —
Zafi . . . . .	1 —
<b>Total . . . . .</b>	<b>5 classes</b>

*Cercle de Klouto :*

Yéviépé . . . . .	1 classe
Agbessia . . . . .	1 —
Dayes-Attigba . . . . .	1 —
<b>Total . . . . .</b>	<b>3 classes</b>

*Cercle d'Atakpamé :*

Tomégbé-filles . . . . .	1 classe
Maflo . . . . .	1 —
<b>Total . . . . .</b>	<b>2 classes</b>

*Cercle de Sokodé :*

Kazabua . . . . .	1 classe
Kolonabua . . . . .	1 —
<b>Total . . . . .</b>	<b>2 classes</b>

*Cercle de Lama-Kara :*

Yadé-filles . . . . .	1 classe
Tchitchao . . . . .	1 —
Aloum . . . . .	1 —
Siou-garçons . . . . .	2 —
Féouda . . . . .	2 —
Pésaré . . . . .	1 —
Soundina-Sodom . . . . .	1 —
Kémériada . . . . .	1 —
Niamtougou-garçons . . . . .	1 —
Bohou . . . . .	1 —
Lama-Pu . . . . .	1 —
<b>Total . . . . .</b>	<b>13 classes</b>

*Cercle de Mango :*

Mango . . . . .	1 classe
Kandé . . . . .	1 —
<b>Total . . . . .</b>	<b>2 classes</b>

*Cercle de Dapango :*

Katindi . . . . .	1 classe
Biankouri . . . . .	1 —
<b>Total . . . . .</b>	<b>2 classes</b>

N° 107-56/IA. du :

3 février 1956. — Pour l'année scolaire 1955-56, le nombre et l'emplacement des Ecoles des Missions Evangéliques, ouvrant droit à subvention, sont fixés comme suit :

## 1° — Enseignement Secondaire

Cours Complémentaire et Normal de la Mission Protestante à Lomé . . . . . 5 classes

## 2° — Enseignement Primaire

*Cercle de Lomé :*

Lomé-Ahanoukopé . . . . .	6 classes
Lomé-filles . . . . .	5 —
Bè . . . . .	2 —
<b>Total . . . . .</b>	<b>13 classes</b>

*Cercle d'Anécho :*

Mission Méthodiste d'Anécho . . . . .	3 classes
<b>Total . . . . .</b>	<b>3 classes</b>

*Cercle de Tsévié :*

Tsévié . . . . .	3 classes
Mission-Tové . . . . .	3 —
Tséviépé . . . . .	2 —
Gapé-Kpodzi . . . . .	1 —
<b>Total . . . . .</b>	<b>9 classes</b>

*Cercle de Klouto :*

Palimé . . . . .	6 classes
Agomé-Tomégbé . . . . .	3 —
Kouma-Adamé . . . . .	3 —
Woamé . . . . .	3 —
Agou-Nyongbo . . . . .	5 —
Agou-Akplolo . . . . .	3 —
Klonou . . . . .	2 —
Agou-Dogbadzi . . . . .	2 —
Tové . . . . .	1 —
Kpélé-Elé . . . . .	4 —
Dayes-Kpéto . . . . .	2 —
<b>Total . . . . .</b>	<b>34 classes</b>

*Cercle d'Atakpamé :*

Atakpamé . . . . .	4 classes
Beteyi . . . . .	1 —
Amou-Oblo . . . . .	3 —
Sodo . . . . .	3 —

Kessibo . . . . .	4 —
Béthel . . . . .	1 —
Yalla-Démé . . . . .	1 —
Kougnohou . . . . .	2 —
Klabé-Efukpa . . . . .	1 —
Gobé . . . . .	1 —

Total . . . . . 21 classes

*Cercle de Sokodé :*

Sokodé . . . . .	1 classe
------------------	----------

Total . . . . . 1 classe

*Cercle de Lama-Kara :*

Farendé . . . . .	4 classes
Landa . . . . .	3 —
Pya . . . . .	3 —
Wassa . . . . .	1 —
Lama-Kpéta . . . . .	2 —
Houdé . . . . .	2 —
Law-Féwuno . . . . .	1 —
Kadja . . . . .	1 —

Total . . . . . 18 classes

Pour l'année scolaire 1955-56, le nombre et l'emplacement des écoles de la Mission Evangélique n'ouvrant pas droit à subvention, sont fixés comme suit :

1<sup>o</sup> — Enseignement Technique :

*Cercle de Bassari :*

Centre d'Apprentissage de Bassari . . . . .	1 classe
---	----------

Total . . . . . 1 classe

*Cercle de Lama-Kara :*

Centre d'Apprentissage de Pya . . . . .	2 classes
---	-----------

Total . . . . . 2 classes

2<sup>o</sup> — Enseignement Primaire

*Cercle de Lomé :*

Lomé-filles . . . . .	1 classe
Nyékouakpoé . . . . .	1 —
Bè . . . . .	1 —

Total . . . . . 3 classes

*Cercle d'Anécho :*

Mission Méthodiste d'Anécho . . . . .	2 classes
---------------------------------------	-----------

Total . . . . . 2 classes

*Cercle de Klouto :*

Yo . . . . .	1 classe
Sassanou . . . . .	1 —
Tové . . . . .	1 —

Total . . . . . 3 classes

*Cercle d'Atakpamé :*

Kessibo . . . . .	1 classe
Béthel . . . . .	1 —
Klabé-Efukpa . . . . .	1 —

Total . . . . . 3 classes

*Cercle de Lama-Kara :*

Lama-Baw . . . . .	1 classe
Pya . . . . .	1 —
Lohou . . . . .	1 —
Kolidé . . . . .	1 —

Total . . . . . 4 classes

**ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**

**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

**Bonifications d'ancienneté**

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du :

20 décembre 1955. — a) Les dispositions de l'arrêté n° 1046 du 17 septembre 1954 sont modifiées comme suit en ce qui concerne M. Imbard : Ancienneté conservée pour un avancement de grade ou de classe : 4 ans 8 mois 11 jours; ancienneté conservée pour un franchissement d'échelon de solde : 4 ans 8 mois 11 jours.

b) Les dispositions de l'arrêté n° 1045 du 17 septembre 1954 sont modifiées comme suit en ce qui concerne M. Imbard : Juge de Paix à compétence étendue de 2<sup>e</sup> classe de Sokodé de l'échelon après quatre ans à compter du 7 août 1951 (services militaires conservés : 8 mois 11 jours),

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du :

30 décembre 1955. — Les Administrateurs-adjoints de la France d'outre-mer dont les noms suivent conservent dans leur grade les rappels d'ancienneté pour services militaires ci-après :

Bréchnignac Paul, Administrateur-adjoint 1<sup>er</sup> échelon 1 an 2 mois 4 jours.

Pierret Alain, Administrateur-adjoint 1<sup>er</sup> échelon 1 an 5 mois 8 jours.

**Reclassement**

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du :

17 janvier 1956. — En vertu des dispositions du décret n° 55-973 du 16 juillet 1955, les Inspecteurs-rédacteurs de 1<sup>re</sup> classe et les inspecteurs de 1<sup>re</sup> classe du cadre général des Postes et Télécommunications de la France d'outre-mer dont les noms suivent ont été reclassés à la hors classe de leur grade respectif pour compter des dates indiquées ci-dessous :

*Branche des installations radioélectriques (Inspecteurs).*

*Pour compter du 17 juillet 1954.*

M. Kromwell Louis, R.S.M. épaisé.

Les reclassements ci-dessus prendront effet des dates indiquées tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté.

**Promotion**

Par arrêté en date du 23 janvier 1956 du Ministre de la France d'outre-mer.

Les fonctionnaires du cadre général des Postes et Télécommunications de la France d'outre-mer, dont les noms suivent, ont été promus pour compter des dates indiquées ci-après, tant du point de vue de la solde que de l'ancienneté.

**I. — PERSONNEL SUPÉRIEUR****A. Branche administrative**

*Au grade de Chef de Section des Services Administratifs*

b) de 3<sup>e</sup> classe :

Pour compter du 24 août 1955 :

M. Derenty Gérard

**C. — Branche de l'Exploitation Postale.**

*Au grade de Chef de Section*

b) de 3<sup>e</sup> classe :

Pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1955 :

M. Laharrague René

**D. — Branche radioélectrique.**

*Au grade de Chef de Section des installations radioélectriques*

a) de 2<sup>e</sup> classe :

Pour compter du 11 janvier 1955 :

M.M. . . . . .

Kromwell Louis

*A la 2<sup>e</sup> classe du grade d'Inspecteur-adjoint des installations radioélectriques :*

Pour compter du 6 octobre 1955 :

M. Sussat Jean

**E. — Branche des Centraux Télégraphiques et Téléphoniques.**

*A la hors-classe du grade de Chef de centre supérieur des Centraux :*

Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1955 :

M. Jallais Albert,

**II. — PERSONNEL DE CONTRÔLE ET DE MAÎTRISE****B. — Branche de l'Exploitation radioélectrique.**

*Au grade de Chef de Poste de 3<sup>e</sup> classe*

Pour compter du 28 mai 1955 :

M. Anselme Jean.

**Tableau d'avancement**

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du :

10 janvier 1956. — Sont constatés au titre du premier semestre de l'année 1956 les avancements d'échelon des Administrateurs en chef, Administrateurs et Administrateurs Adjoints de la France d'outre-mer, dont les noms suivent :



NOMS ET PRÉNOMS	POUR COMPTER DU	RAPPELS SERVICES MILITAIRES
<i>3<sup>o</sup>/ Au 3<sup>e</sup> échelon du grade d'Administrateur</i>		
Paillère Michel	1 <sup>er</sup> janvier 1956	Néant
<i>4<sup>o</sup>/ Au 2<sup>e</sup> échelon du grade d'Administrateur</i>		
Davy Pierre	1 <sup>er</sup> janvier 1956	Néant
<i>7<sup>o</sup>/ Au 2<sup>e</sup> échelon du grade d'Administrateur-adjt</i>		
Bréchignac Paul	1 <sup>er</sup> janvier 1956	1 an 1 jour
Pierret Alain	1 <sup>er</sup> janvier 1956	1 an 19 jours
Gloannee Camille	29 avril 1956	Néant

## ACTES DU GOUVERNEMENT GENERAL DE L'A. O. F.

### Passage à l'échelon supérieur

Par arrêté du Haut-Commissaire de la République, Gouverneur Général de l'A.O.F. en date du :

20 janvier 1956. — Sont constatés au titre des années 1953 et 1955 les passages d'échelon des Aides-Conducteurs et Aides-Préparateurs de Laboratoire de l'Agriculture et du Conditionnement des Produits de l'A.O.F. dont les noms suivent :

### II. — AU TITRE DE L'ANNÉE 1955

*Au 3<sup>e</sup> échelon du grade d'Aide-Conducteur et Aide-Préparateur de 1<sup>re</sup> classe*

M.M.

Akakpo Léonard, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1955 (RSM conservés Néant)

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Intégration

Par arrêtés et décisions du Commissaire de la République :

N<sup>o</sup> 59-56/CP. du :

20 janvier 1956. — M.M. Amoussou Salomon et Gnassounou Pierre, Infirmeries vétérinaires de 2<sup>e</sup> classe du cadre local du Togo, admis à l'examen de sortie de l'Ecole des Assistants d'Elevage de l'A.O.F., sont intégrés, pour compter du 19 août 1955, dans le cadre supérieur des Assistants d'Elevage du Togo, en qualité d'Assistants d'Elevage de 2<sup>e</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon.

### Nominations

N<sup>o</sup> 119/D/CP. du :

19 janvier 1956. — M. Dubois Louis, Chef de Bureau de 1<sup>re</sup> classe d'Administration Générale d'outre-mer, de retour de congé et arrivé à Lomé par avion, le 14 janvier 1956, est nommé Adjoint au Commandant du Cercle de Lama-Kara et Chef de la Subdivision Administrative dudit Cercle, en remplacement de M. Canteau François, Administrateur adjoint 3<sup>e</sup> échelon de la France d'outre-mer, parti en congé administratif.

N<sup>o</sup> 172/D/CP. du :

23 janvier 1956. — M. Sauvet Pierre, Médecin Capitaine des Troupes d'outre-mer, est nommé Médecin-Chef de la Subdivision Sanitaire de Dapango.

N<sup>o</sup> 177/D/F. du :

23 janvier 1956. — M. Verlière Guy, Chef de Travaux de Laboratoire de 2<sup>e</sup> classe A.O.M., Chef du Service de Contrôle du Conditionnement des Produits, est nommé Agent Intermédiaire auprès de ce service en remplacement de M. Rossignol.

M. Verlière aura droit à l'indemnité de responsabilité fixée par arrêté n<sup>o</sup> 419-50/F. du 2 juin 1950.

La présente décision prendra effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1956.

N<sup>o</sup> 90-56/F. du :

3 février 1956. — Sont nommés Ordonnateurs des Budgets de Circonscriptions administratives du Territoire du Togo, les Commandants de Cercle et Chefs de Subdivision ci-après désignés :

### CERCLE D'ANÉCHO :

Subdivision d'Anécho : M. Bert Marcel, Administrateur Adjoint de la France d'outre-mer, Chef de Subdivision.

*Subdivision de Tabligbo* : M. Rebaud Jean, Chef de Bureau du Cadre de l'Administration Générale d'outre-mer, Chef de Subdivision.

**CERCLE DE TSÉVIÉ :**

*Cercle de Tsévié* : M. Hervé Marcel, Administrateur de la France d'outre-mer, Commandant de Cercle.

**CERCLE DE KLOUTO :**

*Cercle de Klouto* : M. Giard Louis, Administrateur de la France d'outre-mer, Commandant de Cercle.

**CERCLE D'ATAKPAMÉ :**

*Subdivision d'Atakpamé* : M. Terrac Jean, Chef de Bureau du Cadre de l'Administration Générale d'outre-mer, Chef de Subdivision.

*Subdivision de Nuatja* : M. Darras Daniel, Chef de Bureau du Cadre de l'Administration Générale d'outre-mer, Chef de Subdivision.

*Subdivision de l'Akposso-Plateau* : M. Soglo Philippe, Commis contractuel des Services Administratifs Financiers et Comptables du Togo, Chef de Subdivision.

**CERCLE DE SOKODÉ :**

*Cercle de Sokodé* : M. Buggia Jean-Jacques, Administrateur de la France d'outre-mer, Commandant de Cercle.

**CERCLE DE BASSARI :**

*Cercle de Bassari* : M. Galy Paul, Administrateur de la France d'outre-mer, Commandant de Cercle.

**CERCLE DE LAMA-KARA :**

*Subdivision de Lama-Kara* : M. Canteau François, Administrateur adjoint de la France d'outre-mer, Commandant de Cercle.

*Subdivision de Niamtougou* : M. Cadier Robert, Chef de Bureau du Cadre de l'Administration Générale d'outre-mer, Chef de Subdivision.

**CERCLE DE MANGO :**

*Cercle de Mango* : M. Chaumeil Gérard, Administrateur Adjoint de la France d'outre-mer, Commandant de Cercle.

*Subdivision de Kandé* : M. Gloannec Camille, Administrateur Adjoint de la France d'outre-mer, Chef de Subdivision.

**CERCLE DE DAPANGO :**

*Cercle de Dapango* : M. Barina Victor, Administrateur de la France d'outre-mer, Commandant de Cercle.

**CERCLE DE LOMÉ :**

*Subdivision de Lomé* : M. Boyer Jean, Administrateur Adjoint de la France d'outre-mer, Chef de Subdivision.

Le présent arrêté prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1956.

**N° 228/D/CP. du :**

3 février 1956. — M. De Verdilhac Antoine, Administration en Chef, 3<sup>e</sup> échelon, de la France d'outre-mer, Commandant du Cercle et Administrateur-Maire de la Commune-Mixte d'Anécho, est nommé

Inspecteur des Affaires Administratives du Togo, en remplacement de M. Tourot, Administrateur en Chef de classe exceptionnelle, parti en congé administratif.

**N° 229/D/CP. du :**

3 février 1956. — M. Jury Mathieu René, Administrateur, 3<sup>e</sup> échelon de la France d'outre-mer, de retour de congé et attendu à Lomé, par avion le 4 février 1956, est nommé Commandant du Cercle et Administrateur-Maire de la Commune-Mixte d'Anécho, en remplacement de M. De Verdilhac, Administrateur en chef, appelé à d'autres fonctions.

M. Jury est habilité à remplir les fonctions d'ordonnateur du budget de la Circonscription d'Anécho.

**N° 230/D/F. du :**

3 février 1956. — M. Pécheux André, rédacteur A.G.O.M., Chef du Bureau d'Etudes Solde, est nommé Billeter de la Direction des Finances à compter du 1<sup>er</sup> février 1956.

M. Pécheux André aura droit en cette qualité à l'indemnité de responsabilité prévue par l'arrêté n° 419-50/F. du 2 juin 1950.

**N° 231/D/CP. du :**

3 février 1956. — M. De Cargouet, Administrateur, 3<sup>e</sup> échelon, de la France d'outre-mer, chargé de la liaison Franco-Britannique, arrivé à Lomé le 31 janvier 1956, est nommé, cumulativement avec ses fonctions, chef du Service des Affaires Politiques, en remplacement de M. Chaumeil, Administrateur adjoint, qui reçoit une autre affectation.

M. Chaumeil Gérard, Administrateur-adjoint, 4<sup>e</sup> échelon, de la France d'outre-mer, chef du Service des Affaires Politiques, est nommé Commandant du Cercle de Sansanné-Mango, en remplacement de M. Gloannec, Administrateur adjoint, chargé par intérim de ces fonctions.

M. Chaumeil est habilité à remplir les fonctions d'ordonnateur du budget de la Circonscription de Sansanné-Mango.

M. Gloannec reste chef de la Subdivision Administrative de Kandé.

**ADDITIF à la décision n° 620-D/CP. du 22 avril 1955; portant nomination.**

*Ajouter :*

M. Faré Djato, Commis d'Administration principal de 3<sup>e</sup> classe est nommé Receveur Municipal de la Commune-Mixte de Palimé.

Le reste sans changement.

**Reclassements**

**N° 61-56/CP. du :**

20 janvier 1956. — Les agents des cadres locaux ci-après sont reclassés, ainsi qu'il suit, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1955, dans les nouvelles échelles indiciaires instituées par arrêté n° 963-55/CP. du 30 novembre 1955. En ce qui concerne les nouveaux agents nommés après le 1<sup>er</sup> octobre 1955, le présent arrêté prendra effet pour compter seulement de la date de leur nomination :

## MONITEURS ET MONITRICES DE L'ENSEIGNEMENT

NOMS ET PRENOMS	ANCIENNE HIERARCHIE		NOUVELLE HIERARCHIE		ANCIENNETE CONSERVEE AU 1 <sup>er</sup> OCTOBRE 1955	
	GRADES	Indices	GRADES	Indices	CIVILE	P. S. M.
Johanson David,	Mon. Ppal. de 1 <sup>re</sup> cl.	470	Mon. Ppal. de cl. exc.	470	3 ans 3 mois	
Kpadenou C. Gervais,	—	470	—	470	3 ans 3 mois	
Goudeagbe William,	—	470	—	470	2 ans 9 mois	
Latévi Eloi,	—	470	—	470	2 ans 9 mois	
Akuesson Arthur,	—	470	—	470	1 an 3 mois	
Tété David,	—	470	—	470	1 an 3 mois	
Kouassi Daniel,	—	470	—	470	9 mois	
Agbekponou Louis,	—	470	—	470	9 mois	
Lawson Benoît,	—	470	—	470	3 mois	
Lawson Grégoire,	—	470	—	470	3 mois	
Barrigah Samuel,	Mon. Ppal. de 2 <sup>e</sup> cl.	440	Mon. Ppal. 3 <sup>e</sup> échelon	445	3 ans 6 mois	
Mme Randolph Adéline,	—	440	—	445	1 an 8 mois	
Diogo Christophe,	—	440	—	445	1 an 3 mois	
Houédako Ambroise,	—	440	—	445	11 mois	
Johnson Clément,	—	440	—	445	6 mois	
Yekple Mensah Joseph,	Mon. Ppal. de 3 <sup>e</sup> cl.	410	Mon. Ppal. 2 <sup>e</sup> échelon	415	2 ans 9 mois	
Mme. Paass H. Berthe,	—	410	—	415	11 mois	
Bouin François,	Mon. ord. de 1 <sup>re</sup> cl.	385	Mon. Ppal. 1 <sup>er</sup> échelon	390	1 an 3 mois	
Mme. Hundt Josephine,	—	385	—	390	2 ans 9 mois	
Kuadjovich Salomon,	Mon. ord. de 2 <sup>e</sup> cl.	360	Mon. ord. 3 <sup>e</sup> échelon	365	3 ans 11 mois	
Sitti Ayi Cyprien,	Mon. adjt. de 2 <sup>e</sup> cl.	310	Mon. ord. 1 <sup>er</sup> échelon	315	6 mois	
Zakari Yadjia,	Mon. adjt. de 3 <sup>e</sup> cl.	285	Mon. adjt. 4 <sup>e</sup> échelon	295	7 mois 15 jours	
Sogadji Nicodème,	—	285	—	295	7 mois 15 jours	
Tchedré Kondo,	—	285	—	295	10 m. 15 j.	
Dantse Linus,	Mon. adjt. de 3 <sup>e</sup> cl.	285	Mon. adjt. 4 <sup>e</sup> échelon	295	10 m. 15 j.	
Assiongbou Simon,	—	285	—	295	10 m. 15 j.	
Adjanor Emile,	—	285	—	295	10 m. 15 j.	
Missohoun Antoine,	—	285	—	295	1 m. 15 j.	
Acondo Arouna Okron,	—	285	—	295	1 m. 15 j.	
Gbikpi Pierre Laurent,	—	285	—	295	1 m. 15 j.	
Nyamessi Cléophas,	—	285	—	295	1 m. 15 j.	
Acakpo Michel,	—	285	—	295	1 m. 15 j.	
Adangbledu Jonas Innocent	—	285	—	295	1 m. 15 j.	
Amaï Napo Vincent,	—	285	—	295	1 m. 15 j.	
Bocco Isidore,	—	285	—	295	1 m. 15 j.	
Fiagan Georges,	—	285	—	295	1 m. 15 j.	
Dissou Koffi Vincent,	—	285	—	295	1 m. 15 j.	
Johnson Moïse,	—	285	—	295	4 m. 15 j.	
Randolph Claude Symphorien,	—	285	—	295	4 m. 15 j.	
Teko Togo Agbo Joseph,	—	285	—	295	4 m. 15 j.	
Kodjo Emile Gustave,	—	285	—	295	4 m. 15 j.	
Kakatsi Gerson,	—	285	—	295	4 m. 15 j.	
Gbadegbegnon Nicolas,	—	285	—	295	7 m. 15 j.	
Gbodui Edouard,	—	285	—	295	7 m. 15 j.	
Agbodjan Prince Cyrille,	—	285	—	295	7 m. 15 j.	
Tchasse André,	—	285	—	295	7 m. 15 j.	

NOMS ET PRÉNOMS	ANCIENNE HIÉRARCHIE		NOUVELLE HIÉRARCHIE		ANCIENNETÉ CONSERVÉE AU 1 <sup>er</sup> OCTOBRE 1955	
	GRADES	Indices	GRADES	Indices	CIVILE	P. I. M.
Essoazina Moumouni,	Mon. adjt. de 3 <sup>e</sup> cl.	285	Mon. adjt. 4 <sup>e</sup> échelon	295	7 m. 15 j.	
Ayeva Souleman,	—	285	—	295	7 m. 15 j.	
Netchenawoc C. Erick,	—	285	—	295	7 m. 15 j.	
Kpegba Jonathan,	Mon. adjt. de 4 <sup>e</sup> cl.	260	Mon. adjt. 3 <sup>e</sup> échelon	275	22 j.	
- Typam Paul,	—	260	—	275	8 m.	
Mme. Adaho P. Thérèse,	—	260	—	275	8 m.	
Magnibo Natou Michel,	—	260	—	275	11 m.	
Tchedré Bidemnaoué,	—	260	—	275	9 m.	
Yampapou Yacouba,	—	260	—	275	9 m.	
Akuo Kpakpo Joseph,	—	260	—	275	9 m.	
Ayeva Amidou,	—	260	—	275	8 m.	
Afantsao Simon,	—	260	—	275	6 m.	
Anidji Mathias,	—	260	—	275	9 m.	
Afeli Pierre,	—	260	—	275	5 m.	
Lawson Jules,	—	260	—	275	5 m.	
Johnson Céline,	—	260	—	275	5 m.	
de Souza Charles,	—	260	—	275	5 m.	
Ahavi Eugène,	—	260	—	275	3 m.	
Acouetey Benoît,	—	260	—	275	3 m.	
Devo Emmanuel,	—	260	—	275	3 m.	
Abevi Damado Michel,	—	260	—	275	3 m.	
Tougnou Sèna Hubert,	—	260	—	275	3 m.	
Sewavi Tobias,	—	260	—	275	3 m.	
Djeri Georges Gbati,	—	260	—	275	3 m.	
Koffi Christophe,	—	260	—	275	3 m.	
Tchango Christophe,	—	260	—	275	3 m.	
Abalo Antoine,	—	260	—	275	3 m.	
Elckonawo Gabriel,	—	260	—	275	3 m.	
Ayayi Emmanuel,	—	260	—	275	3 m.	
Mme. Tsogbé Christine,	—	260	—	275	8 m.	
Badohoun André,	—	260	—	275	8 m.	
- Diabo Tobias,	—	260	—	275	8 m.	
Kangni Eben-Ezer,	—	260	—	275	8 m.	
Kemey Thomas,	—	260	—	275	9 m.	
Lacé Marcos,	—	260	—	275	9 m.	
Logovi Jean,	—	260	—	275	8 m.	
Lawson Léopold,	—	260	—	275	8 m.	
Samari Adam,	—	260	—	275	8 m.	
Agbekodo M. Benoît,	—	260	—	275	2 m.	
d'Almeida Pierre,	—	260	—	275	2 m.	
Togbé Mathias,	—	260	—	275	2 m.	
Amadou René,	—	260	—	275	22 j.	
Komi Paul,	—	260	—	275	22 j.	
Jondo Emmanuel,	—	260	—	275	22 j.	
Afandomi Frédéric,	—	260	—	275	22 j.	
Tsogbé Edouard,	—	260	—	275	22 j.	
Folikoué Claude,	—	260	—	275	22 j.	
Akouété Vincent,	—	260	—	275	22 j.	
Mme. Awuté A. Evélyne,	—	260	—	275	22 j.	

NOMS ET PRENOMS	ANCIENNE HIERARCHIE		NOUVELLE HIERARCHIE		ANCIENNETE CONSERVEE AU 1 <sup>er</sup> OCTOBRE 1955	
	GRADES	Indices	GRADES	Indices	CIVILE	P. S. M.
Amagli Emmanuel José,	Mon. adjt. de 4 <sup>e</sup> cl.	260	Mon. adjt. 3 <sup>e</sup> échelon	275	2 m.	
Mme. Akakpo A. Kokoè,	Mon. adjt. de 5 <sup>e</sup> cl.	235	Mon. adjt. 2 <sup>e</sup> échelon	255	néant	
Dogbe Cléophas,	—	235	—	255	—	
Gbenouga Paul,	—	235	—	255	—	
Mme. Géraldo A. Bernadette,	—	235	—	255	—	
Johnson Yackoley Remy,	—	235	—	255	—	
d'Almeida Didier,	—	235	—	255	—	
Mme. Aholou Amélia,	—	235	—	255	—	
Fumey Adolphe,	—	235	—	255	—	
Mme. Ahavi B. Renée,	—	235	—	255	—	
Mme. Akue A. Bernardette,	—	235	—	255	—	
Abotsi Benoît,	—	235	—	255	—	
Atohoun Josué,	—	235	—	255	—	
Amédognato Damien,	—	235	—	255	—	
Lawson Christian,	—	235	—	255	—	
Agbavoh Sylvestre,	—	235	—	255	—	
d'Almeida Josephine,	—	235	—	255	—	
Amaizo Félicité,	—	235	—	255	—	
Agbodjan Joseph,	—	235	—	255	—	
Alidjinou Novidé Elie,	—	235	—	255	—	
Bini Touhadem,	—	235	—	255	—	
d'Almeida James,	—	235	—	255	—	
Kouanvii Etienne,	—	235	—	255	—	
Tameklo Prosper,	—	235	—	255	—	
Mme. Cadiry S. Valentine,	—	235	—	255	—	
Amegan Jean,	—	235	—	255	—	
Evisou Gerson,	—	235	—	255	—	
Mme. Folly Julienne,	—	235	—	255	—	
Mme. Abalo Adélaïde,	—	235	—	255	—	
Bekoutare K. Roger,	—	235	—	255	—	
Gbati Bernard,	—	235	—	255	—	
Mme. Lawson Constance,	—	235	—	255	—	
Letou Pierre,	—	235	—	255	—	
Dogbe Simon,	—	235	—	255	—	
Boutora Takpa,	—	235	—	255	—	
Eklou Eugène,	—	235	—	255	—	
Mme. Creppy Florentine,	—	235	—	255	—	
de Medeiros Elpidio,	—	235	—	255	—	
Sagba Charles Koffi,	—	235	—	255	—	
Foly Chrétien,	—	235	—	255	—	
Agbahe Antoine,	—	235	—	255	—	
Ewovon Christian,	—	235	—	255	—	
Quenum Coissi Généreux,	—	235	—	255	—	
Kangni Julien,	—	235	—	255	—	
Mme. Nabede Anne,	—	235	—	255	—	
Tsogbe Victor,	—	235	—	255	—	
Nutsigbe Stanislas,	—	235	—	255	—	
Folly Damienne,	—	235	—	255	—	
Lawson Latevi Philippe,	—	235	—	255	—	

NOMS ET PRENOMS	ANCIENNE HIERARCHIE		NOUVELLE HIERARCHIE		ANCIENNETE CONSERVEE AU 1 <sup>er</sup> OCTOBRE 1955	
	GRADES	Indices	GRADES	Indices	CIVILE	P. J. M <sup>r</sup>
Kuévi Alphonse,	Mon. adjt. de 5 <sup>e</sup> cl.	235	Mon. adjt. 2 <sup>e</sup> échelon	255	néant	
Eppou Philippe,	—	235	—	255	—	
Lawson Téyi Syrim,	—	235	—	255	—	
Ayador Gah Otto,	—	235	—	255	—	
Mocvi Ezéchiél,	—	235	—	255	—	
Kloutsé Paulin,	—	235	—	255	—	
Tagayi Winfried,	—	235	—	255	—	
Sossou Simon,	—	235	—	255	—	
Afola Philippe,	—	235	—	255	—	
Tam Gnaoussima,	—	235	—	255	—	
Gbadoé Vitus Assion,	—	235	—	255	—	
Assangando Salifou,	—	235	—	255	—	
Doe Paul Godwin,	—	235	—	255	—	
Agbokou Jean,	—	235	—	255	—	
Hodedin Messanvi,	—	235	—	255	—	
Apenou Yao Célestin,	—	235	—	255	—	
Atakouma Benjamin,	—	235	—	255	—	
Mme. Ekué Christine,	—	235	—	255	—	
Eteh Ambroise,	—	235	—	255	—	
Edoh Théodore,	—	235	—	255	—	
Yehouessi Bénédicta,	—	235	—	255	—	
Soga Hubert,	—	235	—	255	—	
Sanvee Michel,	—	235	—	255	—	
Missiane François,	—	235	—	255	—	
Logossou Pierre,	—	235	—	255	—	
Mme. Lawson Dorcas,	—	235	—	255	—	
Mme. Locoh Madeleine,	—	235	—	255	—	
Kpakpaloulou Emile,	—	235	—	255	—	
Konutse Jean,	—	235	—	255	—	
Glèlè Emmanuel,	—	235	—	255	—	
Issaka Moumouni,	—	235	—	255	—	
Foadey Augustin,	—	235	—	255	—	
Eklou Faustin,	—	235	—	255	—	
Etektor Léo,	—	235	—	255	—	
Ewessa Efalo,	—	235	—	255	—	
Degue Vitus,	—	235	—	255	—	
Mme. Lawson Hélène,	—	235	—	255	—	
Voule Fritz,	—	235	—	255	—	
Sodji Benoît,	—	235	—	255	—	
Raymondo Joachim,	—	235	—	255	—	
Akoué Théophile,	—	235	—	255	—	
Mme. Akouété Cyprienne,	—	235	—	255	—	
Agbagla Crespin,	—	235	—	255	—	
Mme. Gbodui Antoinette,	—	235	—	255	—	
Mme. Adorglo Victoria,	—	235	—	255	—	
Sitti Christian,	—	235	—	255	—	
Assignon A. Adolphe,	—	235	—	255	—	
Houndo David,	—	235	—	255	—	
Hungues Lambert,	—	235	—	255	—	

NOMS ET PRENOMS	ANCIENNE HIERARCHIE		NOUVELLE HIERARCHIE		ANCIENNETE CONSERVEE AU 1 <sup>er</sup> OCTOBRE 1955	
	GRADES	Indices	GRADES	Indices	CIVILE	P. S. M.
Aquéréburu Frieda,	Mon. adjt. de 5 <sup>e</sup> cl.	235	Mon. adjt. 2 <sup>e</sup> échelon	255	néant	
Tehalina Sanda,	—	235	—	255	—	
Ahloye Hubert,	—	235	—	255	—	
Attiogbé Joseph,	—	235	—	255	—	
Adjahoto Amouzou,	—	235	—	255	—	
Gado Max,	—	235	—	255	—	
d'Almeida Eusèbe,	—	235	—	255	—	
Kouégan Joseph,	—	235	—	255	—	
Agbalé Jean,	—	235	—	255	—	
Mme. Moevi Cécile,	—	235	—	255	—	
Amoué Nicoué Germain,	—	235	—	255	—	
Attiogbé Maurice,	—	235	—	255	—	
Abiassi Louis,	—	235	—	255	—	
d'Almeida Léa,	—	235	—	255	—	
Djibom Emmanuel,	Mon. adjt. de 6 <sup>e</sup> cl.	210	Mon. adjt. 1 <sup>er</sup> échelon	245	—	
Yevou Gabriel,	—	210	—	245	—	
Ako Germaine,	—	210	—	245	—	
Ayeva Fatouma,	—	210	—	245	—	
Azama Raphaël,	—	210	—	245	—	
Tchalla Emile,	—	210	—	245	—	
Klassou Jean Kossi,	—	210	—	245	—	
Brym Louis,	—	210	—	245	—	
Zotchi Martin,	—	210	—	245	—	
Sama Badji,	—	210	—	245	—	
Koffi François,	—	210	—	245	—	
Honkou Alfred,	—	210	—	245	—	
Placktor Guy,	—	210	—	245	—	
Mme. Anthony Prisca,	—	210	—	245	—	
Degué Richard,	—	210	—	245	—	
Dongo Issaka,	—	210	—	245	—	
Djokpo Gerson Kossi,	—	210	—	245	—	
Eklou Kossi Paul,	—	210	—	245	—	
Mme. Géraldo MarieThérèse,	—	210	—	245	—	
Hadonou Faulin,	—	210	—	245	—	
Edorh Norbert,	—	210	—	245	—	
Mme. da Costa-Soarès Adélaïde,	—	210	—	245	—	
Loccoh Michel,	—	210	—	245	—	
Bitho Joseph,	—	210	—	245	—	
Bekpenté Alexandre,	—	210	—	245	—	
Mme. Gaba Augusta,	—	210	—	245	—	
Mme. Boukpassi S. Denise,	—	210	—	245	—	
Zekpa Sébastien,	—	210	—	245	—	
Wagbe Nicolas,	—	210	—	245	—	
Sonokpon Christian,	—	210	—	245	—	
Kodjo Martin,	—	210	—	245	—	
Kokou Saya Emmanuel,	—	210	—	245	—	
Olympio Evangeline,	—	210	—	245	—	
Assoumaïrou Soulé,	—	210	—	245	—	
Yona Benoît,	—	210	—	245	—	



NOMS ET PRENOMS	ANCIENNE HIERARCHIE		NOUVELLE HIERARCHIE		ANCIENNETE CONSERVEE AU 1 <sup>er</sup> OCTOBRE 1955	
	GRADES	Indices	GRADES	Indices	CIVILE	P. I. M.
Ahiany Mathieu,	Mon. adjt. de 6 <sup>e</sup> cl.	210	Mon. adjt. 1 <sup>er</sup> échelon	245	néant	
Tazo Alphonse,	—	210	—	245	—	
Tagbata Michel,	—	210	—	245	—	
Ouadja Kondi,	—	210	—	245	—	
Nyawouamé André,	—	210	—	245	—	
Mme. Maathey Delphine,	—	210	—	245	—	
Ayeva Mariama,	—	210	—	245	—	
Arouna Houénouwawa,	—	210	—	245	—	
Alassani Adrien,	—	210	—	245	—	
Aboulaye Adam,	—	210	—	245	—	
Awouté Daniel,	—	210	—	245	—	
Akanyi Jonas,	—	210	—	245	—	
Boukpassi Nossa Martin,	—	210	—	245	—	
Mme. Lawson S. Dorcas,	—	210	—	245	—	
Mme. Messan A. Irène,	—	210	—	245	—	
Apédo Emmanuel,	Moniteur stagiaire	200	Moniteur stagiaire	245	1 a. 11 m. 15 j.	
Lack Etienne,	—	200	—	245	1 a. 11 m. 15 j.	
Tsomafo Ambroise,	—	200	—	245	1 a. 11 m. 15 j.	
Anato Yao Marcellin,	—	200	—	245	1 a. 11 m. 15 j.	
Poenou Lydia,	—	200	—	245	11 m. 15 j.	
Mme. Ayebouah Philippine,	—	200	—	245	11 m. 15 j.	
Agbodjan Georges,	—	200	—	245	11 m. 15 j.	
Kpodar Léandre,	—	200	—	245	11 m. 15 j.	
Hope Emmanuel,	—	200	—	245	11 m. 15 j.	
Nassiguede Tchaouto,	—	200	—	245	11 m. 15 j.	
Agbassah Bruno,	—	200	—	245	11 m. 15 j.	
Mouvi Ambroise,	—	200	—	245	11 m. 15 j.	
Nassoma Omorou,	—	200	—	245	11 m. 15 j.	
Yawo Alphonse,	—	200	—	245	11 m. 15 j.	
Kamassah Ayao Emmanuel,	—	200	—	245		
Etse Wolou Vincent,	—	200	—	245		
Mme. Konutse Emilie,	—	200	—	245		
Ebrahima Salifou,	—	200	—	245		
Mme Ekué-Tessy Rita,	—	200	—	245		
Dotse Akouété Folly,	—	200	—	245		
Ziebrou Lambroussa,	—	200	—	245		
Bossou Martin,	—	200	—	245		
Wemeouda Léonard,	—	200	—	245		
Tchalim Hilaire,	—	200	—	245		
Folligan Antoine,	—	200	—	245		
Bessey Cornille,	—	200	—	245		

## MONITEURS DE L'AGRICULTURE

Hounsihoué A. Samson,	Mon. Ppal. de 2 <sup>e</sup> cl.	440	Mon. Ppal. 3 <sup>e</sup> échelon	445	1 a. 3 m.
Atchou Eho Ebenezer,	—	440	—	445	1 a. 3 m.
Batascone Akossou,	Mon. Ppal. de 3 <sup>e</sup> cl.	410	Mon. Ppal. 2 <sup>e</sup> échelon	415	1 a. 3 m.
Yao Kadega,	—	410	—	415	1 a. 3 m.
Gblao Essé,	—	410	—	415	10 m. 15 j.
Gokounous Remi,	—	410	—	415	2 m.

NOMS ET PRENOMS	ANCIENNE HIERARCHIE		NOUVELLE HIERARCHIE		ANCIENNETE CONSERVEE AU 1 <sup>er</sup> OCTOBRE 1955	
	GRADES	Indices	GRADES	Indices	CIVILE	P. 3 R
Djondo Augustin,	Mon. ord. hors cl.	385	Mon. Ppal. 1 <sup>er</sup> échel.	390	2 ans	
Kengbo Moïse,	—	385	—	390	4 a. 11 m.	
Tossou Michel,	—	385	—	390	11 m.	
Napporn Théophile,	—	385	—	390	11 m.	
Dogbe Gottlieb,	—	385	—	390	6 m. 15 j.	
Agbobli K. Victor,	Mon. ord. de 1 <sup>re</sup> cl.	360	Mon. ord. 3 <sup>e</sup> échel.	365	2 ans	
Tchapodo Tchédre Paul,	—	360	—	365	1 an 3 m.	
Amchame Barnabé,	—	360	—	365	4 ans 3 m.	
Kouégan Ambroise,	—	360	—	365	6 m.	
Ahyee Joseph,	Mon. ord. de 2 <sup>e</sup> cl.	335	Mon. ord. 2 <sup>e</sup> échel.	340	3 ans 6 m.	
Gonçalvès Hilaire,	—	335	—	340	11 m.	
Dahey Kodjo Jean,	Mon. ord. de 4 <sup>e</sup> cl.	285	Mon. adjt. 4 <sup>e</sup> échel.	295	4 m. 15 j.	
Affoutou Martin,	—	285	—	295	4 m. 15 j.	
Tchassama Asséma,	—	285	—	295	4 m. 15 j.	
Bello Amissou,	—	285	—	295	4 m. 15 j.	
Aladji Cléophas,	—	285	—	295	4 m. 15 j.	
Deekon Antoine,	—	285	—	295	4 m. 15 j.	
Bedou Vincent,	—	285	—	295	7 m. 15 j.	
Semedo Kouassi,	—	285	—	295	7 m. 15 j.	
Bodjona François,	—	285	—	295	4 m. 15 j.	
Aletchao Aniki,	—	285	—	295	1 m. 15 j.	
Amedjro Raphaël,	—	285	—	295	1 m. 15 j.	
Sodji Dovi Léandre,	Mon. adjt. de 1 <sup>re</sup> cl.	260	Mon. adjt. 3 <sup>e</sup> échel.	275	11 m.	
Agbodjan Prince Thomas,	—	260	—	275	9 m.	
Atchikiti Augustin,	—	260	—	275	9 m.	
Akalo Vincent,	—	260	—	275	2 m.	
Géraldo Raïmy,	—	260	—	275	2 m.	
Nicoué Kouété Albert,	Mon. adjt. de 2 <sup>e</sup> cl.	235	Mon. adjt. 2 <sup>e</sup> échelon	255	néant	
Noussoukpoé Mathieu,	—	235	—	255	—	
Amegan, Issaka,	—	235	—	255	—	
Mamfa Wallace,	—	235	—	255	—	
Pelo Eso Joseph Gaston,	Mon. adjt. de 3 <sup>e</sup> cl.	210	Mon. adjt. 1 <sup>er</sup> échel.	245	—	
Napoe Kpandja,	—	210	—	245	—	

## INFIRMIERS ET INFIRMIÈRES

Gnassounou Toussaint,	Inf. en chef 1 <sup>re</sup> cl.	470	Inf. Ppal. de cl. exc.	470	1 a. 3 m.
Mme. Vignon Sodji Justine,	—	470	—	470	1 a. 3 m.
Bandeira Simon,	—	470	—	470	2 a. 3 m.
Agbodjan Prince Robert,	—	470	—	470	1 a. 3 m.
Regent Claude,	—	470	—	470	3 m.
Mme. Adigo Bernardine,	—	470	—	470	2 a. 3 m.
Tigoé Joseph,	—	470	—	470	9 m.
Akouété Jean Grégoire,	—	470	—	470	1 a 9 m.
Schneider William,	—	470	—	470	1 a. 9 m.
Mme. Lawson S. Anna,	—	470	—	470	2 a. 3 m.
Amouzou Maurice,	—	470	—	470	1 a. 3 m.
Akpa Félix,	—	470	—	470	3 m.
Koumi Noël,	—	470	—	470	3 a. 3 m.

NOMS ET PRENOMS	ANCIENNE HIERARCHIE		NOUVELLE HIERARCHIE		ANCIENNETE CONSERVEE AU 1 <sup>er</sup> OCTOBRE 1955	
	GRADES	Indices	GRADES	Indices	CIVILE	P. S. M.
Amoussou Gervais,	Inf. en chef 1 <sup>re</sup> cl.	470	Inf. Ppal. de cl. exc.	470	2 a. 9 m.	
Kouévi Louis,	—	470	—	470	3 a. 3 m.	
Fadikpe D. René,	—	470	—	470	2 a. 9 m.	
Kouassigan Gabriel,	—	470	—	470	2 a. 3 m.	
Gbikpi Alphonse,	—	470	—	470	9 m.	
d'Ahncida Jean Georges,	Inf. en chef 2 <sup>e</sup> cl.	440	Inf. Ppal. 3 <sup>e</sup> échelon	445	2 m.	
Agbodjan Etienne,	—	440	—	445	2 m.	
Gbeto Félix,	—	440	—	445	11 m.	
Abbey Firmin,	—	440	—	445	1 a. 3 m.	
Adjidoh Guillaume,	—	440	—	445	2 a. 5 m.	
Afanou Louis,	—	440	—	445	6 m.	
Denadou Mathias,	—	440	—	445	11 m.	
Mahouna Emmanuel,	—	440	—	445	3 ans 6 m.	
Pio N. Albert,	—	440	—	445	2 mois	
Edorh Ananou Emmanuel,	Inf. en chef 3 <sup>e</sup> cl.	410	Inf. Ppal. 2 <sup>e</sup> échelon	415	11 m.	
Massougbedji Bernard,	—	410	—	415	11 m.	
Panou Robert,	—	410	—	415	2 a. 5 m.	
Agbelekpoe Lucas,	—	410	—	415	11 m.	
Mme. Nyavor Régina,	—	410	—	415	11 m.	
Laelé Jean,	—	410	—	415	2 a. 9 m.	
Anani Christophe,	—	410	—	415	11 mois	
Klutse Paul,	—	410	—	415	2 a. 5 m.	
d'Ahncida Benoît,	—	410	—	415	2 mois	
Lawson Josias,	—	410	—	415	2 mois	
Kpodar Emile,	—	410	—	415	2 mois	
Wood Anna,	—	410	—	415	2 mois	
Mienso Ambroise,	Inf. Ppal. de 1 <sup>re</sup> cl.	385	Inf. Ppal. 1 <sup>er</sup> échelon	390	2 mois	
Lawson Daniel,	—	385	—	390	11 mois	
Blanck Martine,	—	385	—	390	11 mois	
Gnassounou Léon,	—	385	—	390	4 ans 3 m.	
Foly Thomas,	—	385	—	390	3 ans 11 m.	
Moutin Henri,	—	385	—	390	2 ans 9 m.	
Anani Robert,	—	385	—	390	3 ans 11 m.	1a. 5m. 6j.
Adoté Vincent,	—	385	—	390	3 ans 11 m.	
Ali Alassani,	—	385	—	390	1 an 8 m.	
Domingo Joseph,	—	385	—	390	3 ans 6 m.	
Gbikpi Samuel,	—	385	—	390	2 ans 9 m.	
Mensah Albert,	—	385	—	390	6 mois	
Aboye Léonard,	—	385	—	390	11 mois	
Mme. Kuakuvi A. Rose,	—	385	—	390	11 mois	
Edoe Prince Félix,	—	385	—	390	5 ans 5 m.	
Antony Joseph,	—	385	—	390		
Abbey Robert,	Inf. Ppal. de 2 <sup>e</sup> cl.	360	Inf. ord. 3 <sup>e</sup> échelon	365	2 ans 9 m.	
Aquéréburu Ben Samuel,	—	360	—	365	2 a. 6 m.	
Kpodar Juste,	—	360	—	365	2 a. 6 m.	
Minassch Blaise,	—	360	—	365	2 a. 6 m.	
Agbozo Augustin,	—	360	—	365	2 ans 9 m.	
Anani D. Emmanuel,	—	360	—	365	2 mois	
Mensah Benjamin,	Inf. Ppal. de 3 <sup>e</sup> cl.	335	Inf. ord. 2 <sup>e</sup> échelon	340	3 ans 2 m.	

NOMS ET PRENOMS	ANCIENNE HIERARCHIE		NOUVELLE HIERARCHIE		ANCIENNETE CONSERVEE AU 1 <sup>er</sup> OCTOBRE 1955	
	GRADES	Indices	GRADES	Indices	CIVILE	T. I. M.
Logosu Teko Paul,	Inf. Ppal. de 3 <sup>e</sup> cl.	335	Inf. ord. 2 <sup>e</sup> échelon	340	3 a. 6 m.	
Mme. Ayeva Alba,	Inf. ord. de 1 <sup>re</sup> cl.	310	Inf. ord. 1 <sup>er</sup> échelon	315	3 m.	
Aduayi Adoté Alexandre,	—	310	—	315	2 m.	
Liebl Jean,	—	310	—	315	6 m.	
Otto Hor Agbavor,	—	310	—	315	2 m.	
Folly Adolphe,	—	310	—	315	2 m.	
Mme. Wilson S. Monique,	Inf. ord. de 2 <sup>e</sup> cl.	285	Inf. adjt. 4 <sup>e</sup> échelon	295	4 m. 15 j.	
Dom Samuel,	—	285	—	295	4 m. 15 j.	
Mme. Degboé Léontine,	—	285	—	295	4 m. 15 j.	
Tomegah Mathias,	—	285	—	295	7 m. 15 j.	
Lawson Hellu Jean,	—	285	—	295	1 m. 15 j.	
de Souza Paul,	—	285	—	295	4 m. 15 j.	
Guinhouya Edouard,	—	285	—	295	4 m. 15 j.	
Divo Ayaovi,	—	285	—	295	4 m. 15 j.	
Lawson Benjamin,	—	285	—	295	4 m. 15 j.	
Tshala David,	—	285	—	295	4 m. 15 j.	
Akovi Pierre,	—	285	—	295	10 m. 15 j.	
Adabla Ayawo Alphonse,	—	285	—	295	1 a. 1 m. 15 j.	
Palanga Agnala,	Inf. ord. de 3 <sup>e</sup> cl.	260	Inf. adjt. 3 <sup>e</sup> échelon	275	2 m.	
Akara Tadam,	—	260	—	275	2 m.	
Agomessou Véronique,	—	260	—	275	2 m.	
Lokou Abiou Michel,	—	260	—	275	2 m.	
Morou Adam,	—	260	—	275	3 m. 15 j.	
Segbenamé Erasmus,	—	260	—	275	2 m.	
Mensah Norbert Amah,	—	260	—	275	22 j.	
Lawson Latévi Emile,	—	260	—	275	5 m.	2 mois
Agbodji Laison Innocent,	—	260	—	275	2 m.	
Taïrou Sény,	—	260	—	275	2 m.	
Kengbo Jonathan,	—	260	—	275	2 m.	
Dantéré Sinandja,	—	260	—	275	2 m.	
Laré Baco Boukari,	—	260	—	275	2 m.	
Sodji Sanvi Christophe,	—	260	—	275	2 m.	
Kpatcha Albert,	—	260	—	275	2 m.	
Sieka Nassoua Issaka,	—	260	—	275	2 m.	
Alilou Assoumanou,	—	260	—	275	2 m.	
Lawson Martin,	—	260	—	275	2 m.	
Kouzouamé Ayéna Appolin,	—	260	—	275	2 m.	
Ayivor Bruno,	—	260	—	275	2 m.	
Kassegne Clément,	—	260	—	275	2 m.	
Aïssah Michel,	—	260	—	275	5 m.	
Anifrani Jafet,	—	260	—	275	5 m.	
Keleou Katanga,	—	260	—	275	5 m.	
Mme. Yevu E. Félicia,	—	260	—	275	3 m. 15 j.	
Adjety Akovi Franklin,	—	260	—	275	5 m.	
Kouvahe Folly Joseph,	—	260	—	275	8 m.	
Mme. Kouéssan B. Josephine,	—	260	—	275	8 m.	
Kondo Cha Assoumanou,	—	260	—	275	3 m. 15 j.	
Ayissa Clément,	—	260	—	275	3 m. 15 j.	
N'Konou Justin,	—	260	—	275	3 m. 15 j.	

NOMS ET PRENOMS	ANCIENNE HIERARCHIE		NOUVELLE HIERARCHIE		ANCIENNETE CONSERVEE AU 1 <sup>er</sup> OCTOBRE 1955	
	GRADES	Indices	GRADES	Indices	CIVILE	r. s. m.
Kouvahe Marc,	Inf. ord. de 3 <sup>e</sup> cl.	260	Inf. adjt. 3 <sup>e</sup> échelon	275	5 m.	
Nowoassa Amuzu Lucien,	—	260	—	275	5 m.	
Bataba de Bau Justin,	—	260	—	275	3 m. 15 j.	
Tossa Philippe,	—	260	—	275	2 m.	
Akoe Emmanuel,	—	260	—	275	2 m.	
d'Oliveira Alindé Casimir,	—	260	—	275	2 m.	
Atouga Massa Jacques,	—	260	—	275	5 m.	
Adamou Aboudoulaye,	—	260	—	275	22 j.	
Adjina Kenu Hippolyte,	—	260	—	275	22 j.	
Akoh Kokouba Blaise,	—	260	—	275	22 j.	
Koudegneto Tchatcha,	—	260	—	275	22 j.	
Schneider Bernice,	—	260	—	275	22 j.	
Sohoutoko K. Michel,	—	260	—	275	22 j.	
Dagadzi D. Félix,	—	260	—	275	22 j.	
Mme. Akue Marcelline,	—	260	—	275	3 m. 15 j.	
Kparou Polo,	—	260	—	275	5 m.	
Abaya Mensah René,	—	260	—	275	11 m.	
Nadio Namory André,	—	260	—	275	3 m. 15 j.	
Beao Atchabao,	—	260	—	275	3 m. 15 j.	
Boyodé Georges,	—	260	—	275	3 m. 15 j.	
Kao Hilaire,	—	260	—	275	3 m. 15 j.	
Fikou Ombouré,	—	260	—	275	3 m. 15 j.	
Hounsounou Daniel,	—	260	—	275	3 m. 15 j.	
Gneza Charles,	—	260	—	275	2 m.	
Yerima Asma,	—	260	—	275	2 m.	
Mme. Dathevi B. Alexine,	Inf. ord. de 4 <sup>e</sup> cl.	235	Inf. adjt. 2 <sup>e</sup> échelon	255	néant	
Tossou Alex,	—	235	—	255	—	
Mme. Amenyah B. Rosalie,	—	235	—	255	—	
Mme. Lawson T. Louise,	—	235	—	255	—	
Seto Téyi Michel,	—	235	—	255	—	
Noutchet Victor,	—	235	—	255	—	
Issa Mama,	—	235	—	255	—	
Fatchao Michel,	—	335	—	255	—	
Bedzra Michel,	—	335	—	255	—	
Bedzra Clément,	—	235	—	255	—	
Mme. Bedzra Z. Eugénie,	—	235	—	255	—	
Mme. Ames F. Vincentia,	—	235	—	255	—	
Zakary Malam,	—	235	—	255	—	
Kouévi Bernard,	—	235	—	255	—	
Attiogbé Emmanuel,	—	235	—	255	—	
Zamba Cyrille,	—	235	—	255	—	
de Souza Cosme,	—	235	—	255	—	
Yovogan Raphaël,	—	235	—	255	—	
Mme. Segbaya L. Esther,	—	235	—	255	—	
Abalo Gustave,	—	235	—	255	—	
Houndehoué Folikoué,	—	235	—	255	—	
Tchakpana Robert,	—	235	—	255	—	
Djaodo Félix,	—	235	—	255	—	
Dobou Vincent,	—	235	—	255	—	
Segbor Joseph,	—	235	—	255	—	

NOMS ET PRENOMS	ANCIENNE HIERARCHIE		NOUVELLE HIERARCHIE		ANCIENNETE CONSERVEE AU 1 <sup>er</sup> OCTOBRE 1955	
	GRADES	Indices	GRADES	Indices	CIVILE	P. S. D.
Folly Pierre,	Inf. ord. de 4 <sup>e</sup> cl.	235	Inf. adjt. 2 <sup>e</sup> échelon	255	néant	
Mme. Wilson C. Henriette,	—	235	—	255	—	
Mme. Follygan Amy,	—	235	—	255	—	
Mme. Koumotoo B. Berthe,	—	235	—	255	—	
Mensah Akouété,	—	235	—	255	—	
Mamadou Moussa,	—	235	—	255	—	
Ayawo Jean Aguidi,	—	235	—	255	—	
Ehlan Dogbévi Roger,	—	235	—	255	—	
Badakou Mathieu,	—	235	—	255	—	
Lawson Paul,	—	235	—	255	—	
Dorkenoo Tobias,	—	235	—	255	—	
Mme. Lawson M. Sarah,	—	235	—	255	—	
Mensah Lydia,	—	235	—	255	—	
Akouété Léonard,	—	235	—	255	—	
Agama Godfroy,	—	235	—	255	—	
Johnson Martial Clément,	—	235	—	255	—	
Beglah Linus,	—	235	—	255	—	
Adam Moussa,	—	235	—	255	—	
Mme. Toffa Elisabeth,	—	235	—	255	—	
Azando Zongo Gilbert,	—	235	—	255	—	
Mensah Joseph,	—	235	—	255	—	
Lawson Catherine,	—	235	—	255	—	
Amegah Kouawovi Emmanuel,	—	235	—	255	—	
Etse Laurent,	—	235	—	255	—	
Dravie Michel,	—	235	—	255	—	
Akakpo Rémi,	—	235	—	255	—	
Akouté Damien,	—	235	—	255	—	
Bona Atta,	—	235	—	255	—	
Tchandja Grégoire,	—	235	—	255	—	
Lamoussa Moussa,	—	235	—	255	—	
Awi Abalo,	—	235	—	255	—	
Alpha Gama Raphaël,	—	235	—	255	—	
Babaley Mathias,	—	235	—	255	—	
Bakpa Lomey Benoît,	—	235	—	255	—	
Mme. Johnson R. Marguerite,	—	235	—	255	—	
Assoumanou Tchacondo,	—	235	—	255	—	
Adjeoda Athanase,	—	235	—	255	—	
Mme. Napporn S. Pauline,	—	235	—	255	—	
Agboka Emmanuel,	—	235	—	255	—	
Adademey François,	—	235	—	255	—	
Ahadjitse Christophe,	—	235	—	255	—	
Capo-Chichi Hilaire,	—	235	—	255	—	
Chendo Guillaume,	—	235	—	255	—	
Adiho M. Philippe,	—	235	—	255	—	
Hemedzo Koffi Enos,	—	235	—	255	—	
Edorh Hodénou Otto,	—	235	—	255	—	
Koumotoo Michel,	—	235	—	255	—	
Mensah Louis,	—	235	—	255	—	
Meteda Japhet,	—	235	—	255	—	

NOMS ET PRENOMS	ANCIENNE HIERARCHIE		NOUVELLE HIERARCHIE		ANCIENNETE CONSERVEE AU 1 <sup>er</sup> OCTOBRE 1955	
	GRADES	Indices	GRADES	Indices	CIVILE	P. 1. II.
Tutuaku Festus,	Inf. ord. de 4 <sup>e</sup> cl.	235	Inf. adjt. 2 <sup>e</sup> échelon	255	néant	
Tellah Joseph,	—	235	—	255	—	
Amegavi Linus John,	Inf. ord. de 5 <sup>e</sup> cl.	210	Inf. adjt. 1 <sup>er</sup> échelon	245	—	
Ananou Folly Antoine,	—	210	—	245	—	
Mme. Lawson Bernardine,	—	210	—	245	—	
Missodé Koffi Hubert,	—	210	—	245	—	
Adigbli Mathieu,	—	210	—	245	—	
Djadoo Ernesto,	—	210	—	245	—	
Lossou Aoukou,	—	210	—	245	—	
Atchou Ségbefia Jean,	—	210	—	245	—	
Dokodjo Sévérin,	—	210	—	245	—	
Kpedjrokou Confort,	—	210	—	245	—	
Abotchi Tchadéc,	—	210	—	245	—	
Adoté Michel,	—	210	—	245	—	
Leguessim Toï Gabriel,	—	210	—	245	—	
Mme Fatsawo Marie,	—	210	—	245	—	
Goudcagbe Symphorien,	—	210	—	245	—	
Kpontufe Assimpa Jean,	—	210	—	245	—	
Tchemi Tchambi Samuel,	—	210	—	245	—	
Ackey Georges,	—	210	—	245	—	
Olympio Fabiano,	—	210	—	245	—	
Gratien Véronique,	—	210	—	245	—	
Tsatsou Francisca,	—	210	—	245	—	
Mme. Daouh Tch. Elise,	—	210	—	245	—	
Dake Gottlieb,	—	210	—	245	—	
da Silveira Emile,	—	210	—	245	—	
N'Chirifou Bawa,	—	210	—	245	—	
Thom Robert,	—	210	—	245	—	
Attissou Etienne,	—	210	—	245	—	
Johnson Salah Godfroid,	—	210	—	245	—	
Gozo Vitus,	—	210	—	245	—	
Adam Issifou,	—	210	—	245	—	
Tete Antoine,	—	210	—	245	—	
Atchade Victorine,	—	210	—	245	—	
Lawson Barthélemy,	—	210	—	245	—	
Adam Ibrahima,	—	210	—	245	—	
Kounkey Ambroise,	—	210	—	245	—	
Comlan Jean-Marie,	—	210	—	245	—	
Tétégan Françoise,	—	210	—	245	—	
Kponomaïzou Sévérin,	—	210	—	245	—	
Akouété Koffi Paul,	—	210	—	245	—	
Ouada Faré,	—	210	—	245	—	
Ecoué Antoinette,	—	210	—	245	—	
Dovi Simon,	—	210	—	245	—	
Comlan Denis,	—	210	—	245	—	
Ayivi Isaac,	—	210	—	245	—	
Blagogee Ida,	—	210	—	245	—	
Kodjo Nyonator Jean,	—	210	—	245	—	
Agbenou Gerson,	—	210	—	245	—	



NOMS ET PRENOMS	ANCIENNE HIERARCHIE		NOUVELLE HIERARCHIE		ANCIENNETE CONSERVEE AU 1 <sup>er</sup> OCTOBRE 1955	
	GRADES	Indices	GRADES	Indices	CIVILE	P. 4. M.
Amaté Attiogbé Emmanuel,	Inf. ord. de 5 <sup>e</sup> cl.	210	Inf. adjt. 1 <sup>er</sup> échelon	245	néant	
Mme. Kutsienyo Gertrude,	—	210	—	245	—	
Agbozo Nicolas,	—	210	—	245	—	
Kouégan Adadé Michel,	—	210	—	245	—	
Adzra Jean,	—	210	—	245	—	
Badohu Angèle,	—	210	—	245	—	
Mme. Johnson A. Marie,	—	210	—	245	—	
Kagla Adolphe,	—	210	—	245	—	
Tazo Gbati Gabriel,	—	210	—	245	—	
d'Almeida B. Pascal,	—	210	—	245	—	
Tchakorom Idrissou,	—	210	—	245	—	
Mme. Ayih R. Madeleine,	—	210	—	245	—	
Mme. Soher Victorine,	—	210	—	245	—	
Apaloo Louise,	—	210	—	245	—	
Sohé Tona Pierre,	—	210	—	245	—	
Nomessi Pierre,	—	210	—	245	—	
Sitti Euphrasie,	—	210	—	245	—	
Ayie Laurent John,	—	210	—	245	—	
d'Almeida A. R. Michel,	—	210	—	245	—	
Amoussou L. K. Ambroise,	—	210	—	245	—	
Aduayi Nestor,	Inf. adjt. de 6 <sup>e</sup> cl.	200	—	245	—	
Pana Yome Raphaël,	—	200	—	245	—	
Comlan Georges,	—	200	—	245	—	
Posmon Pekabalo Elias,	—	200	—	245	—	
Houéssou K. Robert,	—	200	—	245	—	
Awuku Ezin Emmanuel,	—	200	—	245	—	
Salani Kokouvi Michel,	—	200	—	245	—	
Creppy Jonathan,	—	200	—	245	—	
Zato Bambani Albert,	—	200	—	245	—	
Kokoudah Joseph,	—	200	—	245	—	
Aguiar Lucie,	—	200	—	245	—	

## AGENTS D'HYGIÈNE

Blabou Jacob,	Agt. hyg. chef 2 <sup>e</sup> cl.	440	Agt. hyg. Ppal. 3 <sup>e</sup> éch.	445	2 mois
Laison Joseph,	Agt. hyg. Ppal. de 2 <sup>e</sup> c	360	Agt. hyg. ord. 3 <sup>e</sup> éch.	365	11 m.
Kiossou Albert,	—	360	—	365	11 m.
Perlas François,	Agt. hyg. ord. 1 <sup>re</sup> cl.	310	Agt. hyg. ord. 1 <sup>er</sup> éch.	315	1 a. 8 m.
Botchoé Bernard Atidja,	—	310	—	315	6 m.
Koudouwovo Michel,	Agt. hyg. ord. 2 <sup>e</sup> cl.	285	Agt. hyg. adjt. 4 <sup>e</sup> éch.	295	1 m. 15 j.
Laelé Antoine,	—	285	—	295	10 m. 15 j.
Kpelevi Valentin,	Agt. hyg. ord. 3 <sup>e</sup> cl.	260	Agt. hyg. adjt. 3 <sup>e</sup> éch.	275	2 m.
Akouété Georges,	—	260	—	275	22 j.
Lawson Augustin,	Agt. hyg. ord. 4 <sup>e</sup> cl.	235	Agt. hyg. adjt. 2 <sup>e</sup> éch.	255	néant
Palanga Pago Richard,	—	235	—	255	—
Keglo Alfred,	—	235	—	255	—
Toboundjrona Gabriel,	—	235	—	255	—
Palanga Djobo Lucien,	—	235	—	255	—
Lawson Body Martin,	—	235	—	255	—
Kpognon Ayi Jules,	—	235	—	255	—

NOMS ET PRENOMS	ANCIENNE HIERARCHIE		NOUVELLE HIERARCHIE		ANCIENNETE CONSERVEE AU 1 <sup>er</sup> OCTOBRE 1955	
	GRADES	Indices	GRADES	Indices	CIVILE	n. a. m.
Mama Salifou,	Agt. hyg. ord. 4 <sup>e</sup> cl.	235	Agt. hyg. adjt. 1 <sup>er</sup> éch.	255	néant	
Mensah Ambroise,	—	235	—	255	—	
de Medeiros Valère Elisio,	Agt. hyg. ord. 5 <sup>e</sup> cl.	210	—	245	—	
Adjegan Christian,	—	210	—	245	—	
Tokpassaga Michel,	—	210	—	245	—	
Mamah Yaya,	—	210	—	245	—	
Adanih Emmanuel,	—	210	—	245	—	
Kangni Emile,	—	210	—	245	—	
Kodjo Félix,	—	210	—	245	—	
Edorh Félix,	—	210	—	245	—	
Kougbeata Pierre,	—	210	—	245	—	
Yehouessi André,	—	210	—	245	—	
Arouna Mama,	—	210	—	245	—	
Apedo Simon,	—	210	—	245	—	
Ramanou Frédéric,	—	210	—	245	—	
Adjonou Christian,	—	210	—	245	—	
Djangbedja Koffi,	Agt. hyg. ord. 6 <sup>e</sup> cl.	200	Agt. hyg. adjt. 1 <sup>er</sup> éch.	245	—	
Coudakpo Christophe,	—	200	—	245	—	
Tatoa Globa Antoine,	—	200	—	245	—	

## INFIRMIERS VÉTÉRINAIRES

Kengbo Daniel,	Inf. vét. ord. de 1 <sup>re</sup> cl.	310	Inf. vét. ord. 1 <sup>er</sup> éch.	315	1 a. 3 m.
Gnassounou Pierre,	Inf. vét. ord. 2 <sup>e</sup> cl.	285	Inf. vét. adjt. 4 <sup>e</sup> éch.	295	10 m. 15 j.
Amoussou Salomon,	—	285	—	295	7 m. 15 j.
Danto Ada,	—	285	—	295	10 m. 15 j.
Nadio Assakoua,	Inf. vét. ord. 3 <sup>e</sup> cl.	260	Inf. vét. adjt. 3 <sup>e</sup> éch.	275	22 j.
Souley Akpo,	—	260	—	275	22 j.
Somoko Mourrey Lucien,	—	260	—	275	5 m.
Alia Aurélien,	—	260	—	275	3 m. 15 j.
Agba Joseph,	—	260	—	275	3 m. 15 j.
Wake Nibombé,	Inf. vét. ord. 4 <sup>e</sup> cl.	235	Inf. vét. adjt. 2 <sup>e</sup> éch.	255	néant
Baritsé Jean Gounamina,	—	235	—	255	—
Issifou Souley,	—	235	—	255	—
Tayedé Assoumana,	Inf. vét. ord. 5 <sup>e</sup> cl.	210	Inf. vét. adjt. 1 <sup>er</sup> éch.	245	—
Yerima Philippe,	—	210	—	245	—
Nabine Gado,	—	210	—	245	—
Dermani Moussa,	—	210	—	245	—
Lembo Nassa,	—	210	—	245	—
Edorh François,	—	210	—	245	—
Namoro Komotané Georges,	—	210	—	245	—
Amadou Abdou,	—	210	—	245	—
Kombate Mipam,	—	210	—	245	—
Tanoga Niangolam,	Inf. vét. ord. 6 <sup>e</sup> cl.	200	—	245	—

## FACTEURS DES TRANSMISSIONS

Sossou Vodonou,	Surv. Ppal. 1 <sup>re</sup> cl.	300	Surv. Ppal. de cl. ex.	350	néant
Hounkpati John,	—	300	—	350	—
Kiamakon Victor,	—	300	—	350	—

NOMS ET PRENOMS	ANCIENNE HIERARCHIE		NOUVELLE HIERARCHIE		ANCIENNETE CONSERVEE AU 1 <sup>er</sup> OCTOBRE 1955	
	GRADES	Indices	GRADES	Indices	CIVILE	P. S. M.
Bouraima Samuel,	Surv. Ppal. 1 <sup>re</sup> cl.	300	Surv. Ppal. de cl. ex.	350	néant	
Codjo François,	—	300	—	350	—	
Eklouvi Bernard,	—	300	—	350	—	
Ajavon Joseph,	—	300	—	350	—	
Adegnika François,	Fact. Ppal. 2 <sup>e</sup> cl.	285	Fact. Ppal. 3 <sup>e</sup> éch.	325	—	
Ahonon dit Bokouon,	Fact. Ppal. 3 <sup>e</sup> cl.	270	Fact. Ppal. 2 <sup>e</sup> éch.	300	—	
Zekpa Ignace,	Fact. ord. de 1 <sup>re</sup> cl.	250	Fact. Ppal. 1 <sup>er</sup> éch.	275	—	
Kpodar Foli Augustin,	—	250	—	275	—	
Tetevi Marc,	—	250	—	275	—	
Anounou Frantz,	—	250	—	275	—	
Ali Lantani,	—	250	—	275	—	
Amouzouzodran Barthélemy,	—	250	—	275	—	
Sossou François,	—	250	—	275	—	
Johnson Antoine,	Fact. adjt. de 1 <sup>re</sup> cl.	215	Fact. ord. 2 <sup>e</sup> éch.	230	2 m.	
Padonou Célestin,	—	215	—	230	3 m. 15 j.	
Hoffer André,	—	215	—	230	3 m. 15 j.	
Kouévi Sébastien,	Fact. adjt. de 2 <sup>e</sup> cl.	200	Fact. ord. 1 <sup>er</sup> éch.	210	4 m. 15 j.	
Guididjago B. Jérôme,	—	200	—	210	7 m. 15 j.	9 mois
Dathévi Richard,	—	200	—	210	1 a. 7 m. 15 j.	
Dossavi Raphaël,	—	200	—	210	1 m. 15 j.	
Ameguran Vincent,	Fact. adjt. de 3 <sup>e</sup> cl.	185	Fact. adjt. 4 <sup>e</sup> éch.	190	6 m.	
Pereira Bichy,	—	185	—	190	6 m.	
Capo-Chichi dit Charlier,	—	185	—	190	1 a. 3 m.	2 m 28 j
Medetognou M. Jean-Baptiste,	Fact. adjt. de 4 <sup>e</sup> cl.	170	Fact. adjt. 3 <sup>e</sup> éch.	175	1 a. 8 m.	
Sekou Alphonse,	—	170	—	175	1 a. 3 m.	
Teclar Mathias Cosme,	—	170	—	175	1 a. 8 m.	
Amétépé François,	Fact. adjt. de 5 <sup>e</sup> cl.	155	Fact. adjt. 2 <sup>e</sup> éch.	160	2 m.	
Bouraima Moussa Issao,	—	155	—	160	2 m.	

## SURVEILLANTS DES TRANSMISSIONS

Dossou Michel,	Surv. ord. de 2 <sup>e</sup> cl.	235	Surv. ord. 3 <sup>e</sup> éch.	250	2 m.	
Tehonan Djébou Michel,	Surv. adjt. 2 <sup>e</sup> cl.	200	Surv. ord. 1 <sup>er</sup> éch.	210	1 m. 15 j.	1 a 28 j
Nicabou Balahoui,	Surv. adjt. de 3 <sup>e</sup> cl.	185	Surv. adjt. 4 <sup>e</sup> éch.	190	11 m.	
Amedowokpo K. Johannès,	—	185	—	190	2 m.	
Guedou Kodjo Ernest,	—	185	—	190	11 m.	
Amétépé Jean-Baptiste,	Surv. adjt. de 4 <sup>e</sup> cl.	170	Surv. adjt. 3 <sup>e</sup> échel.	175	2 m.	
Akakpo Aziangbé Michel,	Surv. adjt. de 5 <sup>e</sup> cl.	155	Surv. adjt. 2 <sup>e</sup> éch.	160	11 m.	
Tchakara Seybou,	—	155	—	160	6 m.	
Dossou Kpadenou,	—	155	—	160	11 m.	
Bitantem Napo Boukari,	—	155	—	160	11 m.	
Tchangai Pierre,	—	155	—	160	11 m.	
Djato Joachim,	—	155	—	160	6 m.	
Aboudoulaye Gandi,	—	155	—	160	6 m.	
Atsou Johannès,	—	155	—	160	6 m.	
Mensah Dogbèvi Mathias,	—	155	—	160	6 m.	
Djato Pouady Théophile,	—	155	—	160	6 m.	
Zekpa Ferdinand,	—	155	—	160	6 m.	
Ayikoué Blaise,	—	155	—	160	2 m.	

NOMS ET PRENOMS	ANCIENNE HIERARCHIE		NOUVELLE HIERARCHIE		ANCIENNETE CONSERVEE AU 1 <sup>er</sup> OCTOBRE 1955	
	GRADES	Indices	GRADES	Indices	CIVILE	P. E. M.
Atsou Kouassi,	Surv. adjt. de 5 <sup>e</sup> cl.	155	Surv. adjt. 2 <sup>e</sup> éch.	160	2 m.	
Babiele Noaga,	—	155	—	160	11 m.	
Koriko Bawa,	Surv. adjt. de 6 <sup>e</sup> cl.	140	Surv. adjt. 1 <sup>er</sup> éch.	145	2 a. 5 m.	
Dobou Louis,	—	140	—	145	2 a. 5 m.	
Mouni Gbati,	—	140	—	145	2 ans	

## GARDES FORESTIERS

Ayoubou Assani,	Adjudant-chef	300	Adjudant-chef	350	néant	2 ans
Talon Lucien,	—	300	—	350	—	2 m 18 j
Possian Antoine,	Adjudant	265	Adjudant	325	—	
Padonou Grégoire,	—	265	—	325	—	
Noviho Amoussou Antoine,	—	265	—	325	—	1 an
Whannou Daniel,	Brig. chef av. 4 ans	235	Brig. chef 1 <sup>er</sup> éch.	250	22 j.	
Guessou Jean-Marie,	—	235	—	250	22 j.	
Sagbo Bernard,	—	235	—	250	22 j.	
Houndjo Aboki,	—	235	—	250	22 j.	
Koutene Engelbert,	—	235	—	250	5 m.	
Dagnon Charles,	—	235	—	250	5 m.	
Smith Léopold,	—	235	—	250	2 m.	
Adama Paul,	—	235	—	250	2 m.	
Agbemape Nicodème,	Brig. 1 <sup>re</sup> cl. av. 4 ans	210	Brig. 2 <sup>e</sup> échelon	210	9 m.	
Dzedou Henri,	—	210	—	210	1 a. 3 m.	
Folly Jean,	—	210	—	210	1 a. 9 m.	
Seibou Tiadjéri,	—	210	—	210	2 a. 3 m.	
Anagonou Marcellin,	Brig. 1 <sup>re</sup> cl. ap. 4 ans	210	Brig. 3 <sup>e</sup> éch.	230	néant	
Dangbo Alphonse,	Brig. 1 <sup>re</sup> cl. av. 4 ans	210	Brigadier 2 <sup>e</sup> éch.	210	1 a. 3 m.	
Adinsi Robert,	—	210	—	210	1 a. 3 m.	
Adamah Anani,	—	210	—	210	3 m.	
Nouatin Pascal,	Brig. de 2 <sup>e</sup> cl.	185	Brigadier 1 <sup>er</sup> éch.	190	3 a. 2 m.	
Mensah Paul,	—	185	—	190	1 a. 3 m.	
Agblami Gabriel,	—	185	—	190	2 m.	
Bossou Fado Mathias,	—	185	—	190	2 m.	
Lougoui Akakpo,	—	185	—	190	2 m.	
Gbohoun Ambroise,	Garde-forestier 1 <sup>er</sup> cl. av. 4 a	160	Garde 2 <sup>e</sup> échelon	160	2 a. 3 m.	
Lawson Body L. Frédéric,	—	160	—	160	1 a. 9 m.	
Zinsou Benjamin,	—	160	—	160	1 a. 9 m.	
Pana Koffi,	—	160	—	160	1 a. 9 m.	

## GARDES FRONTIERES

Vikoun Robert,	Sergent	275	Sergent 2 <sup>e</sup> échelon	275	2 a. 9 m.	2 ans
Houndjo Gaudens,	Sergent	275	—	275	9 m.	1 an
Tekoué Alfred,	Sergent	275	—	275	1 a. 3 m.	
Messan Langan, Hinouho,	Sergent	275	—	275	1 a. 9 m.	6 mois
Zamba Bernard,	Sergent	275	—	275	6 a. 9 m.	
Adjikou Auguste,	Sergent	275	—	275	2 a. 3 m.	
Legbaga Boko,	Sergent	275	—	275	3 m.	

NOMS ET PRENOMS	ANCIENNE HIERARCHIE		NOUVELLE HIERARCHIE		ANCIENNETE CONSERVEE AU 1 <sup>er</sup> OCTOBRE 1955	
	GRADES	Indices	GRADES	Indices	CIVILE	r. s. m.
Tangue Ganda,	Sergent	275	Sergent 2 <sup>e</sup> échelon	275	1 a. 9 m.	
Adjin André,	Sergent	275	—	275	3 a. 3 m.	1 s. 6 m.
Fahounbo Kabiné,	Sergent	275	—	275	3 a. 9 m.	2 ans
Adjallé Richard,	Sergent	275	—	275	7 a. 9 m.	
Hodonou Afanou,	Sergent	275	—	275	3 a. 9 m.	
Adjololo Hayibo,	Sergent	275	—	275	4 a. 9 m.	
Comla Dossa,	Sergent	275	—	275	4 a. 9 m.	
Azima Youroukomgni,	Sergent	275	—	275	4 a. 9 m.	
Adahin Abida,	Sergent	275	—	275	4 a. 9 m.	
Toye Sessou,	Sergent	275	—	275	7 a. 3 m.	3 ans
Ayivi Jérôme,	Sergent	275	—	275	4 a. 3 m.	
Mensah Georges,	Sergent	275	—	275	8 a. 9 m.	
Tétévi Tongni,	Sergent	275	—	275	4 a. 9 m.	
Bruce Esaie,	Caporal	250	Sergent 1 <sup>er</sup> échelon	250	3 m.	
Gbédévi Sassouvi Albert,	Caporal	250	—	250	3 m.	
Lawson Bernard,	Caporal	250	—	250	3 m.	
Hounye Dossa,	Caporal	250	—	250	4 a. 3 m.	3 ans
Kouadou Gourma,	Caporal	250	—	250	1 a. 9 m.	
Kpossi Houédanou,	Caporal	250	—	250	1 a. 9 m.	
Gnidoté Amoussou,	Caporal	250	—	250	9 m.	1 an
Chabi Epado,	Caporal	250	—	250	9 m.	
Gnidoté Sahossi,	Caporal	250	—	250	9 m.	
Messanvi V. Francisco,	Caporal	250	—	250	9 m.	
Fanou Lokossa,	Caporal	250	—	250	9 m.	3 ans
Biraïmah Joseph,	Garde de 1 <sup>re</sup> cl.	225	—	250	néant	
Bruce François,	—	225	—	250	—	
Pinheiro François,	—	225	—	250	—	
Sanla Tombati,	—	225	—	250	—	8 mois
Attiogbé Ambroise,	—	225	—	250	—	1 a. 7 m. 14 j.
Mama Adam,	—	225	—	225	—	1 m. 5 j.
Homenou Jean Dansou,	—	225	—	250	—	
Alassane Meleto,	—	225	—	250	—	9 m. 20 j.
Fumey Kwami Erastus,	—	225	—	250	—	2 m. 20 j.
Hiangbey Cornelius,	—	225	—	250	—	
Amesshou K. Maurice,	—	225	—	250	—	5 m. 28 j.
Tetekpli Kagni Jean,	—	225	—	250	—	9 m. 24 j.
Avogan Samuel,	—	225	—	250	—	
Gnamba Daniel,	—	225	—	250	—	7 j.
Mensah Emmanuel,	—	225	—	250	—	
Videgla Lokossou,	—	225	—	250	néant	
Miga Zinsou,	—	225	—	250	—	1 a. 1 m. 6 j.
Yabo Norbert,	—	225	—	250	—	
Hounandjaï François,	—	225	—	250	—	1 s. 8 m.
Dovonou Elie,	—	225	—	250	—	
Fumey Edoé Hugo,	Garde de 2 <sup>e</sup> cl.	200	Caporal 2 <sup>e</sup> échelon	210	1 a. 10 m.	
Mitchikpe Anani,	—	200	—	210	10 m. 15 j.	1 a. 1 m. 20 j.
Aho-Adouvi M. Boniface,	—	200	—	210	1 m. 15 j.	
Folly Botsoé Augustin,	—	200	—	210	1 m. 15 j.	
Broohm Amavi Jean,	—	200	—	210	7 m. 15 j.	
Agossou Gadja Sylvain,	—	200	—	210	10 m. 15 j.	7 mois

NOMS ET PRÉNOMS	ANCIENNE HIÉRARCHIE		NOUVELLE HIÉRARCHIE		ANCIENNETÉ CONSERVÉE AU 1 <sup>er</sup> OCTOBRE 1955	
	GRADES	Indices	GRADES	Indices	CIVILE	r. s. m.
Jonathan Augustin,	Garde de 2 <sup>e</sup> cl.	200	Caporal 2 <sup>e</sup> échelon	210	7 m. 15 j.	
Danklou G.B. Bonnaventure,	—	200	—	210	7 m. 15 j.	
Sossou Amavi Marc,	—	200	—	210	7 m. 15 j.	
Olympio John,	—	200	—	210	7 m. 15 j.	5 m. 8 j.
Boukary Koulibaly,	—	200	—	210	10 m. 15 j.	1 an
Koffi Joseph,	—	200	—	210	1 a. 1 m. 15 j.	
Kuakuvi Mathieu,	—	200	—	210	1 a. 1 m. 15 j.	
Dovonou Fatondé,	—	200	—	210	1 m. 15 j.	
Etey Tété Daté Martin,	Garde de 3 <sup>e</sup> cl.	180	Caporal 1 <sup>er</sup> éch.	190	néant	1 j.
Koussougbo John,	—	180	—	190	1 a. 1 m. 15 j.	
Assiongbon Just Frumens,	—	180	—	190	10 m. 15 j.	
Yabougouligna Labné,	—	180	—	190	7 m. 15 j.	
Assouva Assoumeto,	—	180	—	190	7 m. 15 j.	
Madjanta Yoyo,	—	180	—	190	7 m. 15 j.	
Dovi Jacob,	—	180	—	190	7 m. 15 j.	
Creppy Walter,	—	180	—	190	1 m. 15 j.	10 m. 23 j.
Azondjlede Pierre,	—	180	—	190	10 m. 15 j.	5 m.
Belignan Kokomba,	—	180	—	190	4 m. 15 j.	
Boukari Indablé,	—	180	—	190	4 m. 15 j.	
Kouévidjen Tikpon Pierre,	—	180	—	190	4 m. 15 j.	
Koriko Salifou,	—	180	—	190	4 m. 15 j.	
Mama Kondo,	—	180	—	190	4 m. 15 j.	
Kouassi Pascal,	—	180	—	190	4 m. 15 j.	
Dossou Ferdinand,	—	180	—	190	1 m. 15 j.	
Gozan Amoussou Clément,	—	180	—	190	1 m. 15 j.	
Estève Richard,	—	180	—	190	1 m. 15 j.	5 ans
Djoto Lama,	—	180	—	190	1 m. 15 j.	
Ayité Paul,	Garde de 4 <sup>e</sup> cl.	160	Garde 2 <sup>e</sup> éch.	160	3 a. 3 m.	
Kakt. Aho Joseph,	—	160	—	160	1 a. 3 m.	
Adjamgba Robert,	—	160	—	160	4 a. 3 m.	
Issifou Djabani Boukari,	—	160	—	160	9 m.	
Kponou Afanou Hubert,	—	160	—	160	1 a. 3 m.	
Amavi Michel,	—	160	—	160	7 m.	2 ans
Houndjo Gbadanou,	—	160	—	160	1 a. 3 m.	10 m. 23 j.
Lawson Antoine Pascal,	—	160	—	160	2 a. 9 m.	
Facanbi Jean,	—	160	—	160	4 a. 9 m.	
Agbobli Amah François,	—	160	—	160	1 a. 3 m.	
Tamona Dongo,	—	160	—	160	3 a. 3 m.	
Azo Norbert,	—	160	—	160	1 a. 5 m.	
Miller Emmanuel,	—	160	—	160	1 a. 9 m.	5 mois
Lawson Laté Oscar,	—	160	—	160	9 m.	
Anagba Limba Raphaël,	—	160	—	160	1 a. 3 m.	
Doutama Djétély Michel,	—	160	—	160	2 a. 3 m.	2 mois
Sika Houanou,	—	160	—	160	1 a. 9 m.	
Aboudou Salifou,	Garde de 5 <sup>e</sup> cl.	140	Garde 1 <sup>er</sup> éch.	145	4 a. 3 m.	
Coinlan Koami,	—	140	—	145	4 a. 3 m.	
Gbikpi Etè Pierre,	—	140	—	145	2 a. 5 m.	
Bodjona Batossé,	—	140	—	145	2 a. 5 m.	
Missodey Philippe,	—	140	—	145	11 m.	

NOMS ET PRÉNOMS	ANCIENNE HIÉRARCHIE		NOUVELLE HIÉRARCHIE		ANCIENNETÉ CONSERVÉE AU 1 <sup>er</sup> OCTOBRE 1955	
	GRADES	Indices	GRADES	Indices	CIVILE	P. a. m.
Abidji Tchaa Martin,	Garde de 6 <sup>e</sup> cl.	125	Garde 1 <sup>er</sup> éch.	145	néant	
Adake Tani,	—	125	—	145	—	
Akakpo Sossou Michel,	Garde stagiaire	115	Garde stagiaire	135	1 a. 3 m.	
Amagli Tété Richard,	—	115	—	135	1 a. 3 m. 16 j.	
Zammenou Antoine,	—	115	—	135	1 a. 3 m. 16 j.	
Alapini Pierre Joseph,	—	115	—	135	1 a. 3 m.	
Ghangbeni Douti,	—	115	—	135	1 a. 3 m.	
Doussimé Daniel,	—	115	—	135	1 a. 3 m.	
Tahoua Dossavi,	—	115	—	135	1 a. 3 m.	
Zangbé Jean-Pierre,	—	115	—	135	1 a. 3 m.	
Sossa Hessou,	—	115	—	135	1 a. 3 m.	
Dovi Kouassivi Alfred,	—	115	—	135	1 a. 3 m.	
Dadzie Koakou Emmanuel,	—	115	—	135	1 a. 3 m.	
Denkey Prince James,	—	115	—	135	1 a. 3 m.	
Djato Kouassi,	—	115	—	135	1 a. 3 m.	
Kombati Momprien,	—	115	—	135	1 a. 3 m.	
Saba Komlan,	—	115	—	135	5 m.	
Kpando Simon,	—	115	—	135	5 m.	
Awaté Abélia David,	—	115	—	135	5 m.	
Ananivi Nounagni,	—	115	—	135	5 m.	
Hessou Antoine,	—	115	—	135	5 m.	
Ashiogbor M. Johannès,	—	115	—	135	5 m.	
Sah Koffi,	—	115	—	135	5 m.	
Iko Kossi Michel,	—	115	—	135	5 m.	
Adjani Anagonou Gaspard,	—	115	—	135	5 m.	
Toulassi Messan Simon,	—	115	—	135	5 m.	
Videgla Darjot Anaclet,	—	115	—	135	5 m.	

## AGENTS DE POLICE

Tehobo Sossou,	Adjudant-chef	275	Adjudant-chef	350	néant	1 a. 6 m.
Baouena Michel,	—	275	—	350	—	
Agbam Tanan Bernard,	—	275	—	350	—	
Ibrahim Guèdè,	—	275	—	350	—	
Gbado Michel,	—	275	—	350	—	
Assogba Kodjovi Robert,	—	275	—	350	—	
Zougon Mossi,	—	275	—	350	—	
Godonou Antoine,	—	275	—	350	—	
Ollanlo Emmanuel,	Adjudant de police	250	Adjudant de police	325	—	
Ayenani Atiké,	—	250	—	325	—	
Agbete Hounhanou Benoît,	—	250	—	325	—	
Kerim Ousmana,	—	250	—	325	—	
Adjevo Michel,	—	250	—	325	—	1 an
Gnagblodjo Joseph,	—	250	—	325	—	
Raimy Assani Nafiou,	Brigadier-chef	225	Brig. chef 1 <sup>er</sup> éch.	250	—	
Egbatao Easo Emile,	—	225	—	250	—	
Kponou Sylvain,	—	225	—	250	—	2 ans
Agboflan David,	—	225	—	250	—	
Martin Victor Komlan,	—	225	—	250	—	



NOMS ET PRÉNOMS	ANCIENNE HIÉRARCHIE		NOUVELLE HIÉRARCHIE		ANCIENNETÉ CONSERVÉE AU 1 <sup>er</sup> OCTOBRE 1955	
	GRADES	Indices	GRADES	Indices	CIVILE	P. A. D.
Savi Togbé,	Brigadier	200	Brigadier 2 <sup>e</sup> éch.	210	2 a. 7 m. 15 j.	3 ans
Hoffer Mathias Maurice,	—	200	—	210	10 m. 15 j.	
Tossou John,	—	200	—	210	7 m. 15 j.	
Ananou Emmanuel,	—	200	—	210	7 m. 15 j.	
Oceansey Alex,	—	200	—	210	1 m. 15 j.	
Tinley Sim,	—	200	—	210	4 m. 15 j.	
Houassou Lokossou,	—	200	—	210	4 m. 15 j.	
Hounsou Guèdè Pascal,	—	200	—	210	4 m. 15 j.	
Kombaté Seydou,	—	200	—	210	4 m. 15 j.	
Kolani Ali Gourma,	—	200	—	210	4 m. 15 j.	
Yosso Michel,	—	200	—	210	4 m. 15 j.	
Ably Taléké,	—	200	—	210	4 m. 15 j.	
Géraldo Saliou Ignace,	—	200	—	210	1 m. 15 j.	
Kotin Dofotien Jean,	—	200	—	210	1 m. 15 j.	
Metchonhoum Victor,	—	200	—	210	1 m. 15 j.	
Hounkpe Moteho Théodore,	—	200	—	210	1 m. 15 j.	
Tiama Ladou,	—	200	—	210	1 m. 15 j.	
Yaou Siouligni,	—	200	—	210	1 m. 15 j.	
Tchekeli Yèhouénou,	—	200	—	210	1 m. 15 j.	
Nagbia Koffi John,	—	200	—	210	1 m. 15 j.	
Laré Lamboni,	—	200	—	210	1 m. 15 j.	
Laré Balaté,	—	200	—	210	1 m. 15 j.	
Sarré Ayan,	—	200	—	210	1 m. 15 j.	
Gbekpo Théophile,	—	200	—	210	1 m. 15 j.	
Bilighan Koffi Raphaël,	—	200	—	210	1 m. 15 j.	
Aboudou Ladani,	—	200	—	210	1 m. 15 j.	
Bruce Charles,	—	200	—	210	1 m. 15 j.	
Ahouandjinou Michel,	—	200	—	210	1 m. 15 j.	
Ayikoé Louis,	—	200	—	210	1 m. 15 j.	
Amadou Lobbo,	—	200	—	210	1 m. 15 j.	
Akoté Koutounba,	Agent de pol. 1 <sup>re</sup> cl.	180	Brigadier 1 <sup>er</sup> éch.	190	1 a. 7 m. 15 j.	2 ans
Tagua Kodjo Robert,	—	180	—	190	1 a. 7 m. 15 j.	1 an 11 m 5 j
Assou Djato,	—	180	—	190	1 a. 4 m. 15 j.	1 an
Dagou Laré,	—	180	—	190	1 a. 4 m. 15 j.	2 ans
Gnavo Martin,	—	180	—	190	1 a. 1 m. 15 j.	2 ans
Folly Gbadoé Michel,	—	180	—	190	1 a. 1 m. 15 j.	
Lawson M. A. François,	—	180	—	190	1 a. 1 m. 15 j.	
N'Faré Agbéi,	—	180	—	190	10 m. 15 j.	3 ans
Tohun Tognon,	—	180	—	190	10 m. 15 j.	
Zinsou Dantin Bernard,	—	180	—	190	7 m. 15 j.	
Mahinou Robert,	—	180	—	190	7 m. 15 j.	2 m 27 j
Boko Raphaël,	—	180	—	190	7 m. 15 j.	
Hodanou Benoît,	—	180	—	190	7 m. 15 j.	
Kegbalo Jean,	—	180	—	190	7 m. 15 j.	
Quenum Kodjo Djihoulané,	—	180	—	190	1 a. 1 m. 15 j.	
Senouvo Jacques,	—	180	—	190	10 m. 15 j.	
d'Almeida Kouassi Pierre,	—	180	—	190	7 m. 15 j.	
Siaka Amadou Massou,	—	180	—	190	7 m. 15 j.	1 an
Ahossivi Raphaël,	—	180	—	190	7 m. 15 j.	2 m 4 m 5 j.

NOMS ET PRENOMS	ANCIENNE HIERARCHIE		NOUVELLE HIERARCHIE		ANCIENNETE CONSERVEE AU 1 <sup>er</sup> OCTOBRE 1955	
	GRADES	Indices	GRADES	Indices	CIVILE	r. s. m.
Zinwota Bonou Michel,	Agent de pol. 1 <sup>re</sup> cl.	180	Brigadier 1 <sup>er</sup> éch.	190	6 m.	
Ameyon David,	—	180	—	190	7 m. 15 j.	
Ameganvi Jean,	—	180	—	190	1 m. 15 j.	10 m. 12 j.
Atible Amégnaglo Basile,	—	180	—	190	1 m. 15 j.	
Tekpa Emmanuel,	—	180	—	190	1 m. 15 j.	
Gbati Napo,	—	180	—	190	1 m. 15 j.	
Simghioua Kpatcha,	—	180	—	190	1 m. 15 j.	
Tchibozo Houéssou François,	—	180	—	190	10 m. 15 j.	1 an
Katable Agbéli Daniel,	—	180	—	190	1 a. 10 m. 15 j.	1 an
Atama Katia Losso Simon,	—	180	—	190	10 m. 15 j.	
Afanou Kuassi Mathias,	—	180	—	190	1 m. 15 j.	
Edoh Sossou Henri,	—	180	—	190	1 m. 15 j.	
Sagbo Kokou Louis,	—	180	—	190	1 m. 15 j.	6 jours
Assandao Kataroré,	—	180	—	190	1 a. 4 m. 15 j.	2 ans
Hossou Kuassi Louis,	—	180	—	190	1 a. 1 m. 15 j.	2 ans
Fadonougbo Gabriel,	—	180	—	190	10 m. 15 j.	2 m. 14 j.
Batcholy Alfa,	—	180	—	190	10 m. 15 j.	8 mois
Parbey Epiphane,	—	180	—	190	10 m. 15 j.	9 m. 8 j.
Mekoun Loko,	—	180	—	190	10 m. 15 j.	8 mois
Kolo Basile,	—	180	—	190	7 m. 15 j.	
Batorse Allassani,	—	180	—	190	7 m. 15 j.	2 ans
Nondoh Etienne,	—	180	—	190	4 m. 15 j.	
Bodjona Betuel Lonera,	—	180	—	190	4 m. 15 j.	2 a 8 m 27 j.
Tomety Emmanuel,	—	180	—	190	1 m. 15 j.	4 m. 28 j.
Anago Kochanlo,	—	180	—	190	1 m. 15 j.	1 a 9 m 15 j.
Djafalo Gabriel,	—	180	—	190	4 m. 15 j.	
Salou Moutarou Bénédictus,	—	180	—	190	4 m. 15 j.	23 jours
Akué Adotévi L. Paul,	—	180	—	190	1 m. 15 j.	1 a 3 m 2 j.
Paraizo Akouété Jules,	Agent de pol. 2 <sup>e</sup> cl.	160	Agent de pol. 2 <sup>e</sup> éch.	160	3 a. 3 m.	
Gbaguidi T. Sébastien,	—	160	—	160	9 m.	
Amatos François,	—	160	—	160	9 m.	
Tchiguilo Akossi,	—	160	—	160	8 m.	
Degla Joseph,	—	160	—	160	1 a. 9 m.	6 mois
Segbo Tossou,	—	160	—	160	1 a. 8 m.	
Bileza Téton,	—	160	—	160	1 a. 8 m.	
Yombe Akon,	—	160	—	160	1 a. 3 m.	5 mois
Batovi Bakagni,	—	160	—	160	1 a. 3 m.	1 a 1 m 24 j.
Ably Bedama,	—	160	—	160	1 a. 9 m.	6 mois
Ahossi Gnabodoé,	—	160	—	160	1 a. 9 m.	4 m. 11 j.
Segla Sétondji T. Paul,	—	160	—	160	1 a. 9 m.	11 m 27 j.
Kpamoura Tchakpo,	—	160	—	160	3 a. 9 m.	
Soulé Boukari,	—	160	—	160	1 a. 8 m.	
Laboni Kolani,	—	160	—	160	1 a. 9 m.	8 m 24 j.
Magna Alfa,	—	160	—	160	1 a. 9 m.	1 mois
Gbenou Konou Germain,	—	160	—	160	1 a. 9 m.	1 mois
Bassogola Guétaba,	Agent de pol. 3 <sup>e</sup> cl.	140	Agent de pol. 1 <sup>er</sup> éch.	145	3 a. 11 m.	
Yakissa Tasséba,	—	140	—	145	2 a. 9 m.	
Kpadé Gbèdè Laurent,	—	140	—	145	2 a. 9 m.	
Ayivi Anani,	—	140	—	145	2 a. 5 m.	

NOMS ET PRÉNOMS	ANCIENNE HIÉRARCHIE		NOUVELLE HIÉRARCHIE		ANCIENNETÉ CONSERVÉE AU 1 <sup>er</sup> OCTOBRE 1955	
	GRADES	Indices	GRADES	Indices	CIVILE	r. e. m.
Sessou Benjamin,	Agent de pol. 3 <sup>e</sup> cl.	140	Agent de pol. 1 <sup>er</sup> éch.	145	1 a. 3 m.	8 m. 27 j.
Roland Robert,	—	140	—	145	8 m.	
Gafon Sossou,	—	140	—	145	6 m.	
Kpokou Comlanvi Faustin,	—	140	—	145	6 m.	
Mitokpe Dossa Toussaint,	—	140	—	145	6 m.	
Sossou B. Kadjonyoma,	—	140	—	145	6 m.	
Abatan Dominique,	—	140	—	145	6 m.	
Nubukpo William,	—	140	—	145	2 m.	
Banque Laré,	—	140	—	145	2 m.	
Sago Katassé Jean-Marie,	Agent de pol. 4 <sup>e</sup> cl.	125	Agent pol. 1 <sup>er</sup> éch.	145	néant	
Deguenon Marcel,	—	125	—	145	—	
Adjahouinou Michel,	—	125	—	145	—	
Mamadou Boukari,	—	125	—	145	—	
Kiniffo Robert, Antoine,	—	125	—	145	—	
Johnson Comlan Fréjus,	Agent de pol. stagiaire	115	Agent de pol. stagiaire	135	4 m.	
de Souza Joseph,	—	115	—	135	4 m.	
Logobina Etienne,	—	115	—	135	1 a. 2 m. 16 j.	
Sogan Thomas,	—	115	—	135	4 m.	
Ayivi Ayité Joseph,	—	115	—	135	4 m.	
Bola Akolansoga,	—	115	—	135	4 m.	
Bansah Emmanuel,	—	115	—	135	4 m.	
Lamboni Emmanuel,	—	115	—	135	4 m.	
Houknpè Megan,	—	115	—	135	1 a. 2 m. 16 j.	
Kataoua Jean,	—	115	—	135	4 m.	

## MATELOTS DU WHARF

Edougneto Houssounoukpè,	Premier maître mat.	275	Premier maître mat.	350	néant
Kloyi Guébéli,	—	275	—	350	—
Noudjrodou Messan,	Maître matelot	250	Maître matelot	325	—

## GARDES D'HYGIÈNE

Akakpovi Appolinaire,	Brig. chef 1 <sup>re</sup> cl. après 4 ans	275	Adjudant	325	néant
Byll Barthélemy,	Brig. chef 2 <sup>e</sup> cl.	250	Brig. chef 1 <sup>er</sup> éch.	250	3 m.

## PLANTONS

Tossou Hindé,	Plant. Ppal. 1 <sup>re</sup> cl.	225	Plant. Ppal. cl. exc.	250	néant
Houngbedji Coffi,	—	225	—	250	néant
Bossou Anatole Joseph,	—	225	—	250	néant
Tahoulan Christophe,	—	225	—	250	néant
Dossou Joseph,	—	225	—	250	néant
Togbé Daniel,	Plant. ord. 1 <sup>re</sup> cl.	185	Plant. Ppal. 1 <sup>er</sup> éch.	200	22 j.

NOMS ET PRENOMS	ANCIENNE HIERARCHIE		NOUVELLE HIERARCHIE		ANCIENNETE CONSERVEE AU 1 <sup>er</sup> OCTOBRE 1955	
	GRADES	Indices	GRADES	Indices	CIVILE	P. S. M.
Zinwota Bonou Michel,	Agent de pol. 1 <sup>re</sup> cl.	180	Brigadier 1 <sup>er</sup> éch.	190	6 m.	
Ameyon David,	—	180	—	190	7 m. 15 j.	
Ameganvi Jean,	—	180	—	190	1 m. 15 j.	10m. 12j.
Atible Amégnaglo Basile,	—	180	—	190	1 m. 15 j.	
Tekpa Emmanuel,	—	180	—	190	1 m. 15 j.	
Gbati Napo,	—	180	—	190	1 m. 15 j.	
Simglioua Kpateha,	—	180	—	190	1 m. 15 j.	
Tchibozo Houéssou François,	—	180	—	190	10 m. 15 j.	1 an
Katable Agbeli Daniel,	—	180	—	190	1 a. 10 m. 15 j.	1 an
Atama Katia Losso Simon,	—	180	—	190	10 m. 15 j.	
Afanou Kuassi Mathias,	—	180	—	190	1 m. 15 j.	
Edoh Sossou Henri,	—	180	—	190	1 m. 15 j.	
Sagbo Kokou Louis,	—	180	—	190	1 m. 15 j.	6 jours
Assandao Kataoré,	—	180	—	190	1 a. 4 m. 15 j.	2 ans
Hossou Kuassi Louis,	—	180	—	190	1 a. 1 m. 15 j.	3 ans
Fadonougbo Gabriel,	—	180	—	190	10 m. 15 j.	2m. 14j.
Batcholy Alfa,	—	180	—	190	10 m. 15 j.	8 mois
Parbey Epiphanie,	—	180	—	190	10 m. 15 j.	9m. 8j.
Mekoun Loko,	—	180	—	190	10 m. 15 j.	6 mois
Kolo Basile,	—	180	—	190	7 m. 15 j.	
Batosse Alassani,	—	180	—	190	7 m. 15 j.	2 ans
Nondoh Etienne,	—	180	—	190	4 m. 15 j.	
Bodjona Betuel Lonera,	—	180	—	190	4 m. 15 j.	2a8m27j.
Tomety Emmanuel,	—	180	—	190	1 m. 15 j.	4m. 28j.
Anago Kochanlo,	—	180	—	190	1 m. 15 j.	1a 9m 15j.
Djafalo Gabriel,	—	180	—	190	4 m. 15 j.	
Salou Moutarou Bénédictus,	—	180	—	190	4 m. 15 j.	23 jours
Akué Adotévi L. Paul,	—	180	—	190	1 m. 15 j.	1a 9m 2j.
Paraizo Akouété Jules,	Agent de pol. 2 <sup>e</sup> cl.	160	Agent de pol. 2 <sup>e</sup> éch.	160	3 a. 3 m.	
Gbaguidi T. Sébastien,	—	160	—	160	9 m.	
Amatos François,	—	160	—	160	9 m.	
Tchiguilo Akossi,	—	160	—	160	8 m.	
Degla Joseph,	—	160	—	160	1 a. 9 m.	6 mois
Segbo Tossou,	—	160	—	160	1 a. 8 m.	
Bileza Tétou,	—	160	—	160	1 a. 8 m.	
Yombe Akon,	—	160	—	160	1 a. 3 m.	5 mois
Batovi Bakagni,	—	160	—	160	1 a. 3 m.	1a 1m 24j.
Ably Bedama,	—	160	—	160	1 a. 9 m.	5 mois
Ahossi Gnabodoé,	—	160	—	160	1 a. 9 m.	4m. 11j.
Segla Sètonnji T. Paul,	—	160	—	160	1 a. 9 m.	11m 27j.
Kpamoura Tchakpo,	—	160	—	160	3 a. 9 m.	
Soulé Boukari,	—	160	—	160	1 a. 8 m.	
Laboni Kolani,	—	160	—	160	1 a. 9 m.	8m 24j.
Magna Alfa,	—	160	—	160	1 a. 9 m.	1 mois
Gbenou Konou Germain,	—	160	—	160	1 a. 9 m.	1 mois
Bassogola Guétaba,	Agent de pol. 3 <sup>e</sup> cl.	140	Agent de pol. 1 <sup>er</sup> éch.	145	3 a. 11 m.	
Yakissa Tasséba,	—	140	—	145	2 a. 9 m.	
Kpadé Gbèdè Laurent,	—	140	—	145	2 a. 9 m.	
Ayivi Anani,	—	140	—	145	2 a. 5 m.	

NOMS ET PRÉNOMS	ANCIENNE HIÉRARCHIE		NOUVELLE HIÉRARCHIE		ANCIENNETÉ CONSERVÉE AU 1 <sup>er</sup> OCTOBRE 1955	
	GRADES	Indice	GRADES	Indice	CIVILE	r. s. m.
Sessou Benjamin,	Agent de pol. 3 <sup>e</sup> cl.	140	Agent de pol. 1 <sup>er</sup> éch.	145	1 a. 3 m.	5m 27j.
Roland Robert,	—	140	—	145	8 m.	
Gafon Sossou,	—	140	—	145	6 m.	
Kpokou Comlanvi Faustin,	—	140	—	145	6 m.	
Mitokpe Dossa Toussaint,	—	140	—	145	6 m.	
Sossou B. Kadjonyoina,	—	140	—	145	6 m.	
Abatan Dominique,	—	140	—	145	6 m.	
Nubukpo William,	—	140	—	145	2 m.	
Banquo Laré,	—	140	—	145	2 m.	
Sago Katassé Jean-Marie,	Agent de pol. 4 <sup>e</sup> cl.	125	Agent pol. 1 <sup>er</sup> éch.	145	néant	
Deguenon Marcel,	—	125	—	145	—	
Adjahouinou Michel,	—	125	—	145	—	
Mamadou Boukari,	—	125	—	145	—	
Kiniffo Robert, Antoine,	—	125	—	145	—	
Johnson Comlan Fréjus,	Agent de pol. stagiaire	115	Agent de pol. stagiaire	135	4 m.	
de Souza Joseph,	—	115	—	135	4 m.	
Logobina Etienne,	—	115	—	135	1 a. 2 m. 16 j.	
Sogan Thomas,	—	115	—	135	4 m.	
Ayivi Ayité Joseph,	—	115	—	135	4 m.	
Bola Akolansoga,	—	115	—	135	4 m.	
Bansah Emmanuel,	—	115	—	135	4 m.	
Lamboni Emmanuel,	—	115	—	135	4 m.	
Hounkpè Megan,	—	115	—	135	1 a. 2 m. 16 j.	
Kataoua Jean,	—	115	—	135	4 m.	

## MATELOTS DU WHARF

Edougneto Houssounoukpè,	Premier maître mat.	275	Premier maître mat.	350	néant
Kloyi Guébéli,	—	275	—	350	—
Noudjrodou Messan,	Maître matelot	250	Maître matelot	325	—

## GARDES D'HYGIÈNE

Akakpovi Appolinaire,	Brig. chef 1 <sup>re</sup> cl. après 4 ans	275	Adjudant	325	néant
Byll Barthélemy,	Brig. chef 2 <sup>e</sup> cl.	250	Brig. chef 1 <sup>er</sup> éch.	250	3 m.

## PLANTONS

Tossou Hindé,	Plant. Ppal. 1 <sup>re</sup> cl.	225	Plant. Ppal. cl. exc.	250	néant
Houngbedji Coffi,	—	225	—	250	néant
Bossou Anatole Joseph,	—	225	—	250	néant
Tahoulan Christophe,	—	225	—	250	néant
Dossou Joseph,	—	225	—	250	néant
Togbé Daniel,	Plant. ord. 1 <sup>re</sup> cl.	185	Plant. Ppal. 1 <sup>er</sup> éch.	200	22 j.

N° 195/D/CP. du :

26 janvier 1956. — L'agent permanent Gagli Kagué Faustin n° Mle. 11371 en service au C.F.T. (Service Voie et Bâtiments) — Echelle B — échelon 5 — est reclassé en qualité de distributeur — Echelle C — échelon 5 — pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1956.

N° 197/D/CFT. du :

26 janvier 1956. — La situation des agents permanents ci-après en service au Wharf est révisée comme suit à compter des dates suivantes :

N° Métricule	NOM ET PRENOMS	EMPLOI	DATE D'EMBAUCHE	ECHELLE et ECHELON		NOUVEAU SALAIRE HORAIRE
				ACTUELS	ACQUIS	

*Pour compter du 1<sup>er</sup> Octobre 1955*

11.064	Sodeko Ayavi	Docker	15-3-50	B-3	C-3	29,20
11.063	Mignado d'Almeida	Docker	15-3-50	B-3	C-3	29,20
11.062	Georges K. Amédo	Docker	15-3-50	B-3	C-3	29,20
11.057	Akakpo Ambroise	Docker	9-3-50	B-3	C-3	29,20
11.061	Kouaovi Kpanou	Docker	9-3-50	B-3	C-3	29,20
11.060	Sedjro Emile	Docker	9-3-50	B-3	C-3	29,20
11.052	Mensah Benoît	Docker	9-3-50	B-3	C-3	29,20
11.058	Akakpo Nouwoklo	Docker	9-3-50	B-3	C-3	29,20
11.065	Dogbé David	Docker	15-3-50	B-3	C-3	29,20
11.066	Kouassi Callah	Docker	15-3-50	B-3	C-3	29,20
11.094	Koukou Sossou	Docker	10-2-50	B-3	C-3	29,20
11.090	Kodjo Dossa	Docker	10-2-50	B-3	C-3	29,20
11.131	Bodjodjina Billet	Docker	1-9-53	A-1	B-2	24
11.318	Kouami Azinago	Docker	1-8-54	A-1	B-1	23

*Pour compter du 1<sup>er</sup> Novembre 1955*

11.067	D'Almeida Jules	Docker	20-10-50	B-3	C-3	29,20
--------	-----------------	--------	----------	-----	-----	-------

*Pour compter du 1<sup>er</sup> Décembre 1955*

11.285	Sokpoh Paul	Docker	2-11-50	B-3	C-3	29,20
11.144	Amehouho Hounkpè	Docker	2-11-50	B-3	C-3	29,20
11.136	Kouassigan Assinoko	Docker	2-11-50	B-3	C-3	29,20
11.135	Abalo Mama	Docker	2-11-50	B-3	C-3	29,20
11.134	Houndjo Dodjrenou	Docker	2-11-50	B-3	C-3	29,20
11.124	Mawoulé Drah	Docker	2-11-50	B-3	C-3	29,20
11.123	Amouzou Nouwoklo	Docker	2-11-50	B-3	C-3	29,20
11.122	Kouami Missiaghéto	Docker	2-11-50	B-3	C-3	29,20
11.117	Houndjo Agbété	Docker	2-11-50	B-3	C-3	29,20
11.109	Lamboni Lallé	Docker	2-11-50	B-3	C-3	29,20
11.140	Kodjo Pierre	Docker	2-11-50	B-3	C-3	29,20
11.091	Tonato Joseph	Docker	2-11-50	B-3	C-3	29,20
11.108	Edoh Amouzou	Docker	2-11-50	B-3	C-3	29,20
11.106	Emmanuel Tossavi	Docker	2-11-50	B-3	C-3	29,20
11.102	Assouka Tsébessi	Docker	2-11-50	B-3	C-3	29,20
11.101	Bienvenu Michel	Docker	2-11-50	B-3	C-3	29,20
11.097	Segbenou Tsignon	Docker	2-11-50	B-3	C-3	29,20
11.096	Afangnibo Zankpo	Docker	2-11-50	B-3	C-3	29,20
11.087	Amou Saliga	Docker	2-11-50	B-3	C-3	29,20
11.080	Kouassi Dogbè	Docker	2-11-50	B-3	C-3	29,20
11.074	Amehame Sodagadji	Docker	2-11-50	B-3	C-3	29,20
11.137	Sossou Avomaïto	Docker	2-11-50	B-3	C-3	29,20

N° 198/D/CP.T. du :  
26 janvier 1956. — Pour compter du 1<sup>er</sup> octobre

1955 les pointeurs permanents ci-après en service au wharf sont reclassés comme suit :

N° Matricule	NOM ET PRENOMS	EMPLOI	DATE D'EMBAUCHE	ECHELLE et ECHELON	ECHELLE et ECHELON	NOUVEAU SALAIRE HORAIRE
				ACTUELS	ACQUIS	
11.130	Assilevi Laurent	Pointeur	2-11-50	C-3	D-3	31,30
10.983	Kodjovi Kougbé	Pointeur	20-10-51	D-2	E-2	36,30
10.965	Adjanon Michel	Pointeur	1-10-51	D-2	E-2	36,30
10.984	Tètè Pierre	Pointeur	10- 9-51	D-2	E-2	36,30
10.966	Zékpa Autoine	Pointeur	3- 4-51	D-2	E-2	36,30
10.957	Diogo Séverin	Pointeur	2-11-50	D-3	E-3	37,40
10.964	Tètè E. Jean	Pointeur	2-11-50	D-3	E-3	37,40
10.979	Assogba Emmanuel	Pointeur	2-11-50	D-3	E-3	37,40
10.948	Abalo Emile	Pointeur	9- 6-45	D-5	E-5	39,60
10.954	Amouzou Joseph	Pointeur	21- 9-51	E-2	F-2	45,10
10.949	Moreira Emile	Pointeur	2-11-50	E-3	F-3	46,20
10.950	Kpodar Pierre	Pointeur	9- 3-50	E-3	F-3	46,20
10.947	Attisso Ebenezer	Pointeur	1-11-36	E-8	F-8	51,90
10.962	Afantchao Jean	Pointeur	14- 3-45	F-5	G-5	58,60
11.234	Koffi Adolphe	Pointeur	5- 2-43	F-6	G-6	60,00
10.963	Tino K. Emmanuel	Pointeur	2-11-50	F-3	G-3	55,80
10.978	Venance Léonard	Pointeur	2-11-50	F-3	G-3	55,80
10.952	Agbodjan Isaac	Pointeur	3- 4-51	F-3	G-3	55,80

#### Passages à l'échelon supérieur

N° 60-56/CP. du :

20 janvier 1956. — Est constaté, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1956, le passage automatique à l'échelon supérieur de solde de M.M. Fabre Louis Henri et Agbemegnane Jean, Agents principaux de Constatation, 1<sup>er</sup> échelon du cadre supérieur des Douanes

du Togo, qui passent Agents principaux de Constatation, 2<sup>e</sup> échelon.

N° 194-D/CP. du :

26 janvier 1956. — Est constaté, pour compter des dates ci-après le franchissement automatique d'échelon des agents du cadre supérieur des chemins de fer et du wharf du Togo dont les noms suivent :

NOM ET PRÉNOMS	GRADES	ANCIENNETÉ	
		ECHELLE	ECHELON
Pour compter du 1 <sup>er</sup> septembre 1955.			
M.M. Gnassounou Victor	Chef de Groupe Echelle 7 échelon 3	20 mois	Echelon 2 20 mois + 4 mois Bonification 1954 échelon 3 — Néant
Marx Robert	Sous-Chef de Bureau Echelle 8 échelon 6	18 mois	Echelon 5 20 mois + 4 mois Bonification 1954 échelon 6 — Néant
Pour compter du 1 <sup>er</sup> janvier 1956.			
Fleury Adrien	Sous-Chef de gare Pp. Echelle 6 échelon 2	20 mois	Echelon 1 20 mois + 4 mois Bonification 1954 échelon 2 — Néant



**N° 88-56/CP. du :**

3 février 1956. — Est constaté, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1956, le passage automatique à l'échelon supérieur de solde de M. Gbedey Robert Archille, Secrétaire principal d'Administration — 1<sup>er</sup> échelon, qui passe Secrétaire principal d'Administration, 2<sup>e</sup> échelon.

**N° 188/D/CP. du :**

26 janvier 1956. — Est constaté, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1956, le passage automatique à l'échelon supérieur de solde de :

M. Rieudemont Louis Joseph, Commissaire de Police de 3<sup>e</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon, du cadre supérieur de la Police du Togo, qui passe Commissaire de Police de 3<sup>e</sup> classe, 2<sup>e</sup> échelon (conserve 2 mois RSM).

M. Sodoga Michel, Conducteur, 1<sup>er</sup> échelon du cadre supérieur des Travaux Publics du Togo, qui passe Conducteur, 2<sup>e</sup> échelon.

M. Quashie William, Chef Comptable principal avant 2 ans du cadre local des Travaux Publics du Togo qui passe Chef Comptable principal après 2 ans.

**Absence irrégulière****N° 141/D/CP. du :**

20 janvier 1956. — Est constatée, pour compter du 7 janvier 1956, l'absence de son poste, de M. Akakpovi Appolinaire, Brigadier-Chef d'hygiène de 1<sup>re</sup> classe, du cadre local du Togo, en service à Anécho placé sous mandat de dépôt.

Pendant toute la durée de son absence, M. Akakpovi Appolinaire n'aura droit à aucun traitement.

**Suspension de fonctions****N° 80-56/CP. du :**

27 janvier 1956. — M. Katablé Agbéli Daniel, agent de police de 1<sup>re</sup> classe du cadre local du Togo, en instance de comparution devant le conseil de discipline, est suspendu de ses fonctions, pour compter de la date de la signature du présent arrêté.

Pendant toute la durée de sa suspension de fonctions, M. Katablé n'aura droit qu'à la moitié de son traitement brut, dégagé de tous accessoires de solde, à l'exception, toutefois, des prestations familiales.

**Rappel à l'activité****N° 83-56/CP. du :**

1<sup>er</sup> février 1956. — M. Gbignon Pico, mécanicien de 4<sup>e</sup> classe du cadre local des chemins de fer du Togo, exclu temporairement de ses fonctions par arrêté n° 873-55/CP. du 26 octobre 1955, est rappelé à l'activité pour compter du 1<sup>er</sup> février 1956 et remis à la disposition du Directeur du Réseau des chemins de fer et du wharf du Togo.

**Forces de police****N° 81/D/CGC. du :**

31 janvier 1956. — Des félicitations écrites sont accordées au Brigadier de 1<sup>re</sup> classe Koumbaigne Lamboni, N° Mle 1532, du peloton de Bassari, avec le libellé suivant :

« Gradé des gardes-cerle détaché en brousse, a su, par une action soutenue, mettre hors d'état de nuire, un individu armé d'un arc et de flèches empoisonnées et qui venait d'en faire usage quelques heures auparavant.

« A ramené seul le fugitif blessé à Nandoula malgré sa résistance ».

Une gratification de Mille Cinq Cents Francs (1.500,) est accordée au Brigadier de 1<sup>re</sup> classe Koumbaigne Lamboni, N° Mle 1532, en application de l'article 29 de l'arrêté n° 503 du 8 septembre 1942.

**DIVERS****Allocation**

Par arrêtés et décisions du Commissaire de la République :

**N° 118-56/AP. du :**

8 février 1956. — Le taux des allocations servies à certains chefs de famille et à des anciens agents de l'Administration est ainsi fixé pour l'année 1956 :

**Cercle de Lomé**

Ajavon Emmanuel, Chef de famille Ajavon et ex-agent de l'Administration . . .	24.000,
De Souza Félicio, ex-agent de l'Administration . . .	6.000,

**Cercle de Tsévié**

Maglo Dogbla, ex-chef de canton . . .	36.000,
Azi Egbévado, ex-chef de canton . . .	18.000,
Akakpo Noudoda Djimongou, ex-chef de canton . . .	36.000,
Akakpo Agbodjalou, ex-agent de l'Administration . . .	18.000,

**Cercle de Klouto**

Arnol, ex-chef du village de Ségrégation d'Akata . . .	18.000,
Laurent Kodjo, ex-agent du chemin de Fer . . .	15.000,
Semedjo Kélékré, ex-chef du canton des Dayes . . .	12.000,

**Cercle du Centre**

Houngpati Odah, ex-régent de la chefferie du canton de Gnagna . . .	24.000,
---	---------

**Cercle de Sokodé**

Blantare Aguidi, ex-agent de l'Administration . . .	12.500,
Borona, tuteur légal des enfants de feu Bianou Kamara, ex-agent de l'Administration . . .	6.250,

Idrissou Ouro Nile, ex-serre-freins des Travaux Neufs . . . . .	11.500,
Ibrahim Traoré, ex-tirailleur . . . . .	11.500,
Idrissou Gouni, ex-agent de l'Administration . . . . .	10.000

*Cercle de Lama-Kara*

Amouzou Pierre, ex-agent de l'Administration . . . . .	15.000,
Assouma chef de famille . . . . .	9.750,

*Cercle de Mango*

Kokou Yaboué, chef de famille à Mango . . . . .	4.400,
Lambima Gabouri, chef de famille à Gando . . . . .	4.000,
Gatri, chef de famille à Païo . . . . .	3.750,
Aboudou Saparpa, chef de famille à Bar-koissi . . . . .	3.500,
Kpolou Polo, chef de famille à Ataloté . . . . .	3.100,

Les allocations sont personnelles et annuelles.  
Elles sont payables par trimestre, à terme échu.

La dépense correspondante est imputable au chapitre 2 article 4 (allocations temporaires) du Budget local du Togo — Exercice 1956.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier.

**Commandement autochtone**

N° 133/D/AP. du :

20 janvier 1956. — Est acceptée la démission de son emploi offerte par le nommé Martin Laré, secrétaire du Chef du canton de Nandoga (Cercle de Dapango).

La présente décision aura effet pour compter du 31 décembre 1955.

N° 221/D/AP. du :

1<sup>er</sup> février 1956. — Le nommé Doléagbénou Paulin Kokou, secrétaire du chef du quartier N° 6 à Lomé, est licencié de son emploi pour mauvaise manière habituelle de servir.

Le nommé Lawson David est agréé en qualité de secrétaire du chef du quartier N° 6, en remplacement de M. Doléagbénou Paulin Kokou, licencié.

Son salaire est fixé à 36.000 francs l'an.

La présente décision aura effet pour compter du 15 octobre 1955.

**Commissionnaires en douanes**

N° 120/D/SG. du :

19 janvier 1956. — Est agréé en qualité de Commissionnaire en Douane, auprès du Bureau des Douanes de Lomé, M. Paul Filippi demeurant à Lomé, 14, Avenue du Camp.

N° 121/D/SG. du :

19 janvier 1956. — Est agréé en qualité de Commissionnaire en Douane, auprès du Bureau des Douanes de Lomé, M. Paulinus da Silveira, demeurant à Lomé, Rue Lieutenant Thompson.

**Conseil du contentieux**

N° 142/D/CP. du :

20 janvier 1956. — M. Marie Max, Ingénieur principal 2<sup>e</sup> classe, 2<sup>e</sup> échelon des Travaux Publics de la France d'Outre-Mer, Chef du Service des Travaux Publics du Togo, est désigné pour représenter les intérêts du Territoire dans l'instance qui l'oppose devant le Conseil du Contentieux Administratif du Togo au sieur Adjimali Assoumounou.

**Enseignement**

N° 200/D/IA. du :

27 janvier 1956. — Mademoiselle Atigaku Lisette est autorisée à enseigner dans les classes des écoles de la Mission Evangélique au Togo.

**RECTIFICATIF** à l'arrêté n° 576-53/IA. du 8 août 1953 fixant la liste par ordre alphabétique et par centre d'examen des candidats admis au C.E.P.E. (Session 1953).

Au lieu de :

1°) CERCLE DE LOMÉ

Centre de la Mission Catholique de Lomé

104°) Dorkensou Suzanne, C. libre de Lomé

Lire :

1°) CERCLE DE LOMÉ

Centre de la Mission Catholique de Lomé

104°) Dorkenou Suzanne, C. libre de Lomé

Le reste sans changement.

**Indemnités**

N° 120-56/AP. du :

8 février 1956. — Les indemnités annuelles de fonctions attribuées aux chefs de canton du Territoire au titre de l'année 1956 sont fixées comme suit :

**CERCLE DE LOMÉ**

Semekonon Agblévon, chef du canton d'A-flao . . . . .	96.000
Sedjro Tété, chef du canton d'Agouévé . . . . .	96.000
Adjallé Joseph, chef du canton d'Amoutivé . . . . .	66.000
Sodjedo Agamah, régent du canton de Bè . . . . .	66.000
Samedi Gassou, chef du canton de Baguida . . . . .	66.000

Houankpetor William, chef de Sanguéra .	66.000
Aoudou Mama, chef du quartier Zongo .	55.200
Galadima Djibril, sous-chef du quartier Zongo .	55.200
Katé Joseph, adjoint au chef de calon d'Agouévé .	45.600
Kondo Maglo, chef de quartier d'Agouévé .	30.000
Gliga Aowounon, adjoint au chef d'Aflao .	30.000

## CERCLE DE TSÉVIÉ

Thomas Fiaty Amenouvon, chef du canton de l'Awé .	150.000
Kokou Maglo Dogbla III, chef du canton de Davié .	150.000
Fetché Adjeoda Michel, chef du canton de Gapé .	120.000
Noudoda Koffi Klédjé, chef du canton de Gamé .	138.000
Kpelly Bernard, chef du canton de Mission-Tové .	144.000
Maglo Richard, chef du canton d'Aghatopé .	100.800
Aklassou Sessafia, chef du canton de Bogamé .	80.400
Guidiga Ayao, Régent du canton de Dalavé .	50.400
Agbozo Comlan, chef du canton de Bolou .	50.400
Atikesse Aziablamé, chef du canton de Aképé .	50.400
Passah Seth, chef du canton de Tsévié .	4.500
Apédo Touléassi, chef du village indépendant de Gblainvié .	51.600
Toffa Francis, chef du village indépendant de Abobo .	37.200
Agnan Stéphan, chef du village indépendant de Adangbé .	51.600
Agama Dali, chef du village indépendant de Fongbé .	45.600
Elié Comlau, chef du village indépendant de Gati .	45.600
Agholi Paul, chef du village indépendant de Ezor .	45.600
Tengué Afangnihoun, chef du village indépendant de Yobomé .	24.000
Hégnon Gbogla, chef du village indépendant de Djagblé .	24.000

## CERCLE DE KLOUTO

Vitus Eklou, Régent de Palimé .	72.000
Bassah Agbégninou III, chef du canton de Dayes-Atigbé .	40.800
Hini Gbédzé XI, chef du canton de Dayes-Kakpa .	62.400
Christian Agbossou III, chef du canton de Bogo-Ahlon .	30.000
Alphonse K. Gblodjro, régent du canton de Ykpa .	1.200
Adjaho Emmanuel, chef du canton de Kpélé .	105.600
Barnabé Adassou VI, chef du canton d'Akata .	42.000
Kako Anagba, régent du canton de Lanvié .	24.000
Adjogou Johannes, chef du canton de Kpimé .	24.000
Tsally IX, chef du canton d'Agomé .	24.000
Dom Gaméli, chef du canton de Kouma .	25.200

Agodo Marcellin, chef du canton de Han-yigba .	1.200
Winfried Adatsi II, chef du canton de Gbalavé .	20.400
Oscar Agbokou III, chef du canton de Kpadapé .	36.000
Kossi Agbada, chef du canton de Tové .	27.600
Erheinfried Péby IV, chef du canton d'Agou-Nyongbo .	16.800
Seth Tatchi V, chef du canton d'Agou-Akplolo .	36.000
Fritz Komassi, chef du canton d'Agou-Iboé .	4.800
Koulounmoua, chef du canton d'Agou-Kébon .	4.800
Egou Pania II, chef du canton d'Agou-Tafié .	62.400
Kokou Botri VI, chef du canton d'Agou-Atigbé .	30.000
Emmanuel Sépéni, régent du canton d'Assahoun-Fiagbé .	21.600
Awouya Jonathan, régent du canton de Gadja .	36.000
Paltah Aguédé, chef du canton d'Agotimé-Sud .	8.400
Eklou Tedokou, chef du canton d'Agotimé-Nord .	36.000
Julius Adabra, chef du village Apégamé .	24.000
Michel Akolo, Régent du village autonome de Woamé .	6.000
Andréas Kpélou, régent du village autonome de Kio-Mayondi .	8.000
Thomas Gbago, régent du village autonome de Yokélé .	1.200
André Etsè, régent du village autonome de Klonou .	20.400
Yohannes Akoto, chef du village de Tomé .	30.000
Léléklélé, chef du village d'Agou-Agbéliko .	18.000
Stéphan Eglé, chef du village de Nyivé .	12.000
Nougnabou Pascal, régent du village de Kouma-Bala .	12.000
Tové Kété, chef du village de Katicopé .	12.000
Nyiuawou Amétépé, chef du village de Lanvié-Apédomé .	12.000
Kpélévi Edwin, chef du village d'Akala Adamé .	12.000

## CERCLE DU CENTRE

## a) Subdivision d'Atakpamé

Adjonou Kauli, chef du canton de Gnagna .	126.000
Kossi Doui, chef du canton de Djama .	126.000
Tognikou Nayo, chef du canton de Voudou .	126.000
Kodjo Edoh, chef du canton de Kpessi .	36.000
Djinsa Konlo, chef du canton de l'Adélé .	84.000
Kodo Gnassingbé, chef du canton de Blitta .	108.000

## b) Subdivision de Nualja

Danhoui Oussounou, chef sup. de Nualja .	156.000
Kindji Kpéozou, chef du canton de Tohou .	72.000
Daga Yéto, chef du canton de Kpékpiémé .	72.000

## c) Subdivision de l'Akposso-Plateau

Ihou Attigbé, chef du canton de l'Akposso-Sud .	180.000
Azonéné Abovi, chef du canton de l'Akébou .	156.000

Egblomassé Hermann, chef du canton du Litimé . . . . .	132.000
Frico Dahida, chef du canton de l'Akposso-Nord . . . . .	90.000

## CERCLE DE SOKODÉ

El-Hadj Ouro Djobo Issifou Ayéva, chef supérieur Cotocoli . . . . .	300.000
Ouro Bagana Ali, chef du canton de Bafilo . . . . .	120.000
Ahété Hounsou, chef du secteur Cahrais . . . . .	120.000
Djibril Agbangba, chef du canton de Kous-sountoul . . . . .	96.000
Aboudoulaye Titikpina, chef des Tchambas . . . . .	90.000
Ouro Bangana Gouloungou, chef du Fasao . . . . .	54.000
Ouro Abdoulaye Djéri, chef d'Agoulou . . . . .	54.000
Ouro Gbéléo, chef de Koumondé . . . . .	54.000
Yérima, chef de Dako . . . . .	54.000
Ouro Koura Guéfé, chef de Kémini . . . . .	54.000
Zakari Issifou, chef du canton de Krikri . . . . .	54.000

## CERCLE DE BASSARI

Bassabi Ouro Atakpah, chef supérieur des Bassaris . . . . .	270.000
Oudine Koussadja, chef supérieur des Konkombas . . . . .	162.000
Bassabi Bonfoh, chef du canton de Kabou . . . . .	162.000
Issifou Mamah, chef du canton de Bapuré . . . . .	63.000
Tagone Sambiri, chef du canton de Nandouta . . . . .	63.000
Nandjirma Gnamala, chef du canton de Kidjaboun . . . . .	58.500
Kinahoui Seidou, chef du canton de Bitjabé . . . . .	58.500
Mayimbo Siriki, chef du canton de Bangéli . . . . .	49.500
Ouyombo Djankala, chef du canton de Katchamba . . . . .	49.500
Koudjohou, chef du canton de Dimouri . . . . .	49.500
Tadoure, chef du canton de Nagbaon . . . . .	45.000
Délare, chef du canton de Nawaré . . . . .	45.000

## CERCLE DE LAMA-KARA

a) *Subdivision de Lama-Kara*

Pré Aroukoume, chef du canton de Lama-Tessi . . . . .	168.000
Assih Robert, chef du canton de Pya . . . . .	144.000
Azoumaro Walla, chef du canton de Lassa . . . . .	120.000
Tchindou Sama, chef du canton de Tchitchao . . . . .	78.000
Nimon Egabo, chef du canton de Soundina . . . . .	74.400
Koumai Assolome, chef du canton de Boufalé . . . . .	74.400
Aguimé Masséna, chef du canton de Kétao . . . . .	69.600
Agba Atakora, chef du canton de Kodjéné-hau . . . . .	69.600
Bataka Bakoutaré, chef du canton de Sara-Kara . . . . .	62.400
Kéléou Kédéi, chef du canton de la Kara . . . . .	62.400
Kpakpabia Kpéli, chef du canton du Sud-Est-Kara . . . . .	60.000
Siya Atcholé, chef du canton de Bohou . . . . .	55.200
Tchangayi Adam, chef du canton de Tcharé . . . . .	55.200
Kpatcha Bagoundin, chef du canton de Yadé . . . . .	55.200
Adom Kpao, chef du canton de Djamdé . . . . .	48.000
Dondja Tchassama, chef du canton de Sirka . . . . .	40.800

b) *Subdivision de Niamtougou*

Birregah Babaké, chef supérieur des Lossos . . . . .	300.000
Lada Gnama, chef du canton de Défalé . . . . .	104.400
Barandao Bakélé, chef du canton de Siou . . . . .	76.800
Koubatine Diadoma, chef du canton d'Al-loum . . . . .	50.400
Kpassira Agoularé, chef du canton de Kadjalla . . . . .	50.400
Wallo Alloum, chef du canton de Massédéna . . . . .	42.000
Bielo Tchalomkom, chef du canton de Pouda . . . . .	42.000
Taboli M'Ba, chef du canton de Léon . . . . .	36.000

## CERCLE DE MANGO

a) *Subdivision de Mango*

Nambiema Tahi, chef supérieur des Tchokossis Mango . . . . .	300.000
Tignan, chef du canton de Koumongou . . . . .	99.600
Sougoumba, chef du canton de Nagbéné . . . . .	60.000
Bakpiri, chef du canton de Takpamba . . . . .	51.600
Adjékpinn Bonsafou, chef du canton de Gando . . . . .	32.400
Kodjo Nana, chef du canton de Galangashie . . . . .	27.600
Morongou Nahou, chef du canton de Tchanga . . . . .	27.600
Tchokoura Natchaba, chef du canton de Barkoissi . . . . .	32.400
M'Barma Laré, chef du canton de Mogou . . . . .	27.600

b) *Subdivision de Kandé*

Namandji Gatzaro, chef supérieur à Kandé . . . . .	248.400
Alika, chef du canton d'Ataloté . . . . .	60.000
Agnirou Gnindé, chef du canton de Péssidé . . . . .	51.600
Alfa, chef du canton de Tamberma-Est . . . . .	27.600
Nata, chef du canton de Tamberma-Ouest . . . . .	27.600

## CERCLE DE DAPANGO

Tiem Yendabré, chef supérieur de Pana . . . . .	300.000
Kolani Barnabé, chef supérieur de Nano . . . . .	248.400
Oudano Dobré, chef du canton de Kor-bongou . . . . .	162.000
Djimongou Yentchabré, chef du canton de Dapango . . . . .	162.000
Sanwogou Lamboni, chef du canton de Nakitindi-Est . . . . .	111.600
Pandam Lamboni, chef du canton de Bidjenga . . . . .	99.600
Labdédo Langala, chef du canton de Kantindi . . . . .	99.600
Sambiani Maleyendou, chef du canton de Bombouaka . . . . .	126.000
Lamboni Nabour, chef du canton de Nandoga . . . . .	90.000
Yembila Youma, chef du canton de Timbou . . . . .	90.000
Djenti Djondjéré, chef du canton de Tami . . . . .	72.000
Sambiani Djékpéré, chef du canton de Mandouri . . . . .	61.200
Tiem Soaré, chef du canton de Nakitindi-Ouest . . . . .	61.200
Sandani Fordja, chef du canton de Borgou . . . . .	51.600
Bamok Gbégbertane, chef du canton de Bogou . . . . .	51.600

Houkpetor William, chef de Sanguéra .	66.000
Aoudou Mama, chef du quartier Zongo .	55.200
Galadima Djibril, sous-chef du quartier Zongo .	55.200
Katé Joseph, adjoint au chef de calon d'Agouévé .	45.600
Kondo Maglo, chef de quartier d'Agouévé .	30.000
Gliga Aowounon, adjoint au chef d'Aflao .	30.000

## CERCLE DE TSÉVIÉ

Thomas Fiaty Amenouvon, chef du canton de l'Awé .	150.000
Kokou Maglo Dogbla III, chef du canton de Davié .	150.000
Fetché Adjeoda Michel, chef du canton de Gapé .	120.000
Noudoda Koffi Klédjé, chef du canton de Gamé .	138.000
Kpelly Bernard, chef du canton de Mission-Tové .	144.000
Maglo Richard, chef du canton d'Agbatopé .	100.800
Aklassou Sessofia, chef du canton de Bogamé .	80.400
Guidiga Ayao, Régent du canton de Dalavé .	50.400
Agbozo Comlan, chef du canton de Bolou .	50.400
Alikesse Aziablamé, chef du canton de Aképé .	50.400
Passah Seth, chef du canton de Tsévié .	4.500
Apédo Touléassi, chef du village indépendant de Gblainvié .	51.600
Toffa Francis, chef du village indépendant de Abobo .	37.200
Agnan Stéphan, chef du village indépendant de Adangbé .	51.600
Agama Dali, chef du village indépendant de Fongbé .	45.600
Etié Comlan, chef du village indépendant de Gafi .	45.600
Agboli Paul, chef du village indépendant de Ezor .	45.600
Tengué Afanguihou, chef du village indépendant de Yobomé .	24.000
Hégnon Gbogla, chef du village indépendant de Djagblé .	24.000

## CERCLE DE KLOUTO

Vitus Eklou, Régent de Palimé .	72.000
Bassah Agbégninou III, chef du canton de Dayes-Aligbé .	40.800
Hini Gbédzé XI, chef du canton de Dayes-Kakpa .	62.400
Christian Agbossou III, chef du canton de Bogo-Ahlou .	30.000
Alphonse K. Gblodjro, régent du canton de Ykpa .	1.200
Adjaho Emmanuel, chef du canton de Kpélé .	105.600
Barnabé Adassou VI, chef du canton d'Akala .	42.000
Kako Anagba, régent du canton de Lauvié .	24.000
Adjogou Johannes, chef du canton de Kpimé .	24.000
Tsally IX, chef du canton d'Agomé .	24.000
Dom Gaméli, chef du canton de Kouma .	25.200

Agodo Marcellin, chef du canton de Han-yigba .	1.200
Winfried Adatsi II, chef du canton de Gbalavé .	20.400
Oscar Agbokou III, chef du canton de Kpadapé .	36.000
Kossi Agbada, chef du canton de Tové .	27.600
Erheinfried Péhy IV, chef du canton d'Agou-Nyongbo .	16.800
Seth Tatchi V, chef du canton d'Agou-Akplolo .	36.000
Fritz Komassi, chef du canton d'Agou-Iboé .	4.800
Kouloumoua, chef du canton d'Agou-Kéhou .	4.800
Egou Pania II, chef du canton d'Agou-Tafié .	62.400
Kokou Bolri VI, chef du canton d'Agou-Atigbé .	30.000
Emmanuel Sépéni, régent du canton d'Assahoun-Fiagbé .	21.600
Awouya Jonathan, régent du canton de Gadja .	36.000
Pattali Aguédé, chef du canton d'Agotimé-Sud .	8.400
Eklou Tedokon, chef du canton d'Agotimé-Nord .	36.000
Julius Adabra, chef du village Apégamé .	24.000
Michel Akolo, Régent du village autonome de Woamé .	6.000
Andréas Kpétsou, régent du village autonome de Klo-Mayondi .	8.000
Thomas Gbago, régent du village autonome de Yokélé .	1.200
André Etsè, régent du village autonome de Klonou .	20.400
Yohaunes Akolo, chef du village de Tomé .	30.000
Léléklélé, chef du village d'Agou-Agbétiko .	18.000
Stéphan Eglé, chef du village de Nyivé .	12.000
Nougnabou Pascal, régent du village de Kouma-Bala .	12.000
Tové Kété, chef du village de Katicopé .	12.000
Nyiaawou Amélépé, chef du village de Lanvié-Apédomé .	12.000
Kpélévi Edwin, chef du village d'Akala Adamé .	12.000

## CERCLE DU CENTRE

## a) Subdivision d'Atakpamé

Adjonou Kanli, chef du canton de Gnagna .	126.000
Kossi Doni, chef du canton de Djama .	126.000
Tognikin Nayo, chef du canton de Voudou .	126.000
Kodjo Edoh, chef du canton de Kpessi .	36.000
Djinsa Konto, chef du canton de l'Adélé .	84.000
Kodo Gnassingbé, chef du canton de Blitta .	108.000

## b) Subdivision de Nualja

Danhoui Oussounou, chef sup. de Nualja .	156.000
Kindji Kpoézon, chef du canton de Tohou .	72.000
Daga Yéto, chef du canton de Kpékplémé .	72.000

## c) Subdivision de l'Akposso-Plateau

Ihou Altigbé, chef du canton de l'Akposso-Sud .	180.000
Anonéné Ahovi, chef du canton de l'Akébon .	156.000

Egblomassé Hermann, chef du canton du Litimé . . . . .	132.000
Fricoo Dabida, chef du canton de l'Akposso-Nord . . . . .	90.000

## CERCLE DE SOKODÉ

El-Hadj Ouro Djobo Issifou Ayéva, chef supérieur Cotocoli . . . . .	300.000
Ouro Bagana Ali, chef du canton de Bafilo . . . . .	120.000
Abété Hounsou, chef du secteur Cabrais . . . . .	120.000
Djibril Aghangba, chef du canton de Kous-soulou . . . . .	96.000
Aboudoulaye Titikpina, chef des Tchambas . . . . .	90.000
Ouro Bangana Gouloungou, chef du Fasao . . . . .	54.000
Ouro Abdoulaye Djéri, chef d'Agoulou . . . . .	54.000
Ouro Ghéléo, chef de Koumondé . . . . .	54.000
Yérima, chef de Dako . . . . .	54.000
Ouro Koura Guéfé, chef de Kémini . . . . .	54.000
Zakari Issifou, chef du canton de Krikri . . . . .	54.000

## CERCLE DE BASSARI

Bassahi Ouro Atakpah, chef supérieur des Bassaris . . . . .	270.000
Oudine Koussadja, chef supérieur des Koumbas . . . . .	162.000
Bassahi Bonfoh, chef du canton de Kabou . . . . .	162.000
Issifou Mamah, chef du canton de Bapuré . . . . .	63.000
Tagone Sambiri, chef du canton de Nandouta . . . . .	63.000
Nandjirma Gnamala, chef du canton de Kidjaboun . . . . .	58.500
Kinahoui Seidou, chef du canton de Bitjabé . . . . .	58.500
Mayimbo Siriki, chef du canton de Bangéli . . . . .	49.500
Ouyombo Djankala, chef du canton de Katchamba . . . . .	49.500
Koudjohou, chef du canton de Dimouri . . . . .	49.500
Tadoure, chef du canton de Nagbaon . . . . .	45.000
Délare, chef du canton de Nawaré . . . . .	45.000

## CERCLE DE LAMA-KARA

a) *Subdivision de Lama-Kara*

Pré Aroukoume, chef du canton de Lama-Tessi . . . . .	168.000
Assih Robert, chef du canton de Pya . . . . .	144.000
Azoumaro Walla, chef du canton de Lassa . . . . .	120.000
Tchindou Sama, chef du canton de Tchitchao . . . . .	78.000
Nimon Egabo, chef du canton de Souindina . . . . .	74.400
Koumai Assolome, chef du canton de Boufalé . . . . .	74.400
Aguimé Masséna, chef du canton de Kétao . . . . .	69.600
Agba Atakora, chef du canton de Kodjéné-hau . . . . .	69.600
Bataka Bakoutaré, chef du canton de Sara-Kara . . . . .	62.400
Kéléou Kédéi, chef du canton de la Kara . . . . .	62.400
Kpachabia Kpéli, chef du canton du Sud-Est-Kara . . . . .	60.000
Siya Atcholé, chef du canton de Bohou . . . . .	55.200
Tchangayi Adam, chef du canton de Tcharé . . . . .	55.200
Kpatcha Bagoundin, chef du canton de Yadé . . . . .	55.200
Adom Kpao, chef du canton de Djamdé . . . . .	48.000
Dondja Tchassama, chef du canton de Sirka . . . . .	40.800

b) *Subdivision de Niamtougou*

Birregah Babaké, chef supérieur des Lossos . . . . .	300.000
Lada Gnama, chef du canton de Défalé . . . . .	104.400
Barandao Bakélé, chef du canton de Siou . . . . .	76.800
Koubatine Diadoma, chef du canton d'Al-loum . . . . .	50.400
Kpassira Agoularé, chef du canton de Kadjalla . . . . .	50.400
Wallo Alloum, chef du canton de Massédéna . . . . .	42.000
Bielo Tchakokom, chef du canton de Pouda . . . . .	42.000
Taboli M'Ba, chef du canton de Léon . . . . .	36.000

## CERCLE DE MANGO

a) *Subdivision de Mango*

Nambiema Tabi, chef supérieur des Tchokossis Mango . . . . .	300.000
Tignan, chef du canton de Koumongou . . . . .	99.600
Sougoumba, chef du canton de Nagbéni . . . . .	60.000
Bakpiri, chef du canton de Takpamba . . . . .	51.600
Adjépin Bonsafou, chef du canton de Gando . . . . .	32.400
Kodjo Nana, chef du canton de Galangashie . . . . .	27.600
Morongou Nahou, chef du canton de Tchanga . . . . .	27.600
Tchokoura Natchaba, chef du canton de Barkoissi . . . . .	32.400
M'Barma Laré, chef du canton de Mogou . . . . .	27.600

b) *Subdivision de Kandé*

Namandji Gatzaro, chef supérieur à Kandé . . . . .	248.400
Alika, chef du canton d'Ataloté . . . . .	60.000
Agnirou Gnindé, chef du canton de Péssidé . . . . .	51.600
Alfa, chef du canton de Tamberma-Est . . . . .	27.600
Nata, chef du canton de Tamberma-Ouest . . . . .	27.600

## CERCLE DE DAPANGO

Tiem Yendabré, chef supérieur de Pana . . . . .	300.000
Kolani Barnabé, chef supérieur de Nano . . . . .	248.400
Oudano Dobré, chef du canton de Kor-bongou . . . . .	162.000
Djimongou Yentchabré, chef du canton de Dapango . . . . .	162.000
Sanwogou Lamboni, chef du canton de Nakitindi-Est . . . . .	111.600
Pandam Lamboni, chef du canton de Bidjenga . . . . .	99.600
Labdédo Langala, chef du canton de Kantindi . . . . .	99.600
Sambiani Maleyendou, chef du canton de Bombouaka . . . . .	126.000
Lamboni Nabour, chef du canton de Nandoga . . . . .	90.000
Yembila Youma, chef du canton de Timbou . . . . .	90.000
Djenti Djondjéré, chef du canton de Tami . . . . .	72.000
Sambiani Djékpéré, chef du canton de Mandouri . . . . .	61.200
Tiem Soaré, chef du canton de Nakitindi-Ouest . . . . .	61.200
Sandani Fordja, chef du canton de Borgou . . . . .	51.600
Bamok Gbégbertane, chef du canton de Bogou . . . . .	51.600

Kombaté Laré, chef du canton de Nioukpourma . . . . .	48.000
Tambaté, chef du canton de Nanergou . . . . .	51.600
Sambo Yentchabré, chef du canton de Pognon . . . . .	48.000
Maritja Yentagué, chef à Biankouri . . . . .	48.000
Bate Laré, chef à Lotogou . . . . .	48.000
Kombongou, chef de Warkambou . . . . .	48.000
Bouguélenga, chef à Koudjouaré . . . . .	48.000
Langbong, chef à Tamongue . . . . .	48.000
Bombiagou Lamboni, chef à Loko . . . . .	48.000

La dépense est imputable au chapitre 5, article 13, paragraphe 7 du budget local, exercice 1956.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1956.

N° 121-56/AP. du :

8 février 1956. — Le montant de l'indemnité de fonctions attribuée à certains chefs du cercle d'Anécho est fixé comme suit pour l'année 1956 :

Raphaël Lawson, régent de la ville d'Anécho . . . . .	168.000
Jacob Kalipé, chef de Vogan . . . . .	192.000
Assiakoley, chef de Porto-Séguro . . . . .	144.000
Viagbo, chef de Tabligbo . . . . .	66.000
Agbanon, chef de Glidji . . . . .	6.000
Ayassou Michel, chef de Kouvé . . . . .	144.000
Agbezouhlon Messanvi, chef d'Attitogon . . . . .	144.000
Matchanyghan Kéta, chef des Kétas Gbadonouton I . . . . .	66.000
Agbagla Bernard, chef du groupement des Pedah . . . . .	48.000
Apétovi Teko, chef d'Anfoin . . . . .	72.000
Messan Sognigbé, chef d'Aklakougan . . . . .	72.000
Akakpo Akouété, chef de Vokoutimé . . . . .	72.000
Akakpo Kou, chef d'Amégnran . . . . .	72.000

La dépense est imputable au chapitre 5, article 13, paragraphe 7 du budget local, exercice 1956.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1956.

#### Interdiction de séjour

N° 69-56/SG. du :

24 janvier 1956. — Le séjour dans le Territoire du Togo à l'exception du Cercle d'Anécho, est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 15 avril 1956, date d'expiration de sa peine de prison au nommé Amegatsé Coffi Corneille, détenu à la prison de Tsévié (Cercle dudit) né vers 1934 à Anécho, fils de Amegatsé et de Johnson, sans profession, demeurant à Lomé, 5, Rue d'Alsace-Lorraine, condamné :

1°) pour vol à dix huit mois de prison, 4.000 francs d'amende, restitution de 5.000 francs.

2°) pour tentative de vol à deux ans de prison, cinq ans d'interdiction de séjour, confusion avec peine précédente par le Tribunal correctionnel de Lomé, (F.D. 33.133/33.333).

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 45 du code pénal.

#### Justice

Par décision du Haut-Commissaire de la République, Gouverneur Général de l'A.O.F. en date du :

27 décembre 1955. — Est rapportée la décision n° 4539/AJ/I. du 6 décembre 1954 nommant M. Déléage, Président du Tribunal du Travail à Lomé.

M. Pean (Michel) Juge au Tribunal de 2<sup>e</sup> classe de Lomé (Togo) est nommé Président du Tribunal du Travail de Lomé, en remplacement de M. Déléage; appelé à d'autres fonctions.

N° 220/D/AP. du :

1<sup>er</sup> février 1956. — M. Delpech Pierre, Rédacteur stagiaire d'Administration Générale d'Outre-Mer, Adjoint au Commandant de Cercle de Dapango, est nommé Président du Tribunal de Premier degré de Dapango, en remplacement de M. Lescanne.

N° 232/D/AP. du :

3 février 1956. — M. Giry Jean Henri, Administrateur-Adjoint de la France d'Outre-Mer, chef de la Subdivision Administrative de Tabligbo (Cercle d'Anécho), est nommé Président du Tribunal de premier degré de Tabligbo, en remplacement de M. Rébaud Jean, chef de bureau d'administration générale outre-mer.

M. Rébaud Jean, chef de bureau d'administration générale Outre-Mer, adjoint au Commandant de Cercle de Kloulo, nommé Président du Tribunal de premier degré de Palimé, en remplacement de M. Pierret Alain, Administrateur-Adjoint de la F.O.M.

N° 233/D/AP. du :

3 février 1956. — M. Pierret Alain, Administrateur-Adjoint de la France d'Outre-Mer, chef de la Subdivision Administrative de Lomé, est nommé Président du Tribunal du deuxième degré de Lomé, en remplacement de M. Boyer Jean, Administrateur-Adjoint de la F.O.M., en instance de départ en congé.

#### Pensions

RECTIFICATIF à l'arrêté n° 308-55/F. du 4 mars 1955 portant révision d'une pension d'ancienneté.

Au lieu de :

#### Allocations familiales :

Afiwa Anna née le 14 mars 1941

Joseph Amavi né le 21 février 1948

Comlan Marius né le 12 mars 1949.



**Lire :****Allocations familiales :**

Comlan Marius né le 12 mars 1940  
 Afiwa Anna née le 14 mars 1941  
 Joseph Amavi né le 21 février 1948.  
 Le reste sans changement.

**RECTIFICATIF à l'arrêté n° 370-55/F. du 31 mars 1955 portant attribution d'une pension de retraite pour invalidité.**

**Au lieu de :**

Jean Quenum né le 23 Novembre 1940  
 Vincent Quenum né le 20 juillet 1944  
 Adèle Quenum née le 1<sup>er</sup> juillet 1947  
 Léonie Quenum née le 19 juin 1953.

**Lire :**

Quenum Jean né le 23 Novembre 1940  
 Quenum Vincent né le 20 juillet 1944  
 Quenum Adèle née le 20 juin 1947  
 Quenum Léonie née le 19 juin 1953.  
 Le reste sans changement.

**RECTIFICATIF à l'arrêté n° 769-55/F. du 15 septembre 1955 portant concession d'une pension d'invalidité.**

**Au lieu de :**

Une pension pour invalidité non imputable au service sur les fonds de la Caisse Locale de Retraites du Togo est attribuée à M. Tsenglé Tokofayi, ex-chef d'équipe principal hors classe des Chemins de Fer du Togo;

**Lire :**

Une pension pour invalidité non imputable au service sur les fonds de la Caisse Locale de Retraites du Togo est attribuée à M. Tsenglé Tokofayi, ex-chef d'équipe principal hors classe des Chemins de Fer du Togo depuis moins de 6 mois.

Le reste sans changement.

**Rôles**

N° 87-56/CD. du :

3 février 1956. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles, exercice 1955 ci-après :

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
558	C.M. Lomé	Impôt général . . . . . 40.350,— Taxe de circonscription . . . . . 1.900,— Centimes additionnels . . . . . 380,—	42.630,—	42.630,—
559	C.M. Tsévié	Impôt général . . . . .	20.000,—	20.000,—
560	C.M. Atakpamé	Impôt général . . . . .	206.000,—	206.000,—
561	Sub. Akpesso-Plateau	Impôt général . . . . .	62.000,—	62.000,—
		<b>Total . . . . .</b>		<b>330.630,—</b>

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de : Trois Cent Trente Mille Six Cent Trente Francs est fixée au 3 février 1956.

**Secrétaires des Chefs de canton**

N° 119-56/AP. du :

8 février 1956. — Le salaire annuel des secrétaires des chefs de canton du Territoire est fixé ainsi qu'il suit pour l'année 1956 :

**CERCLE DE LOMÉ**

Dick Paul, secrétaire du chef du canton de Bè . . . . . 48.000  
 Dossou Joseph, secrétaire du chef du canton de Baguida . . . . . 48.000  
 Sémékouon Kossikouma, secrétaire du chef du canton d'Aflao . . . . . 48.000

Miheaye Gabriel, secrétaire du chef du canton d'Amoutivé . . . . . 48.000  
 Adjassou Seth, secrétaire du chef du canton de Sanguéra . . . . . 48.000  
 Gada William, secrétaire du chef du canton d'Agouévé . . . . . 48.000  
 Attikou Séverin, secrétaire du chef du quartier N° 1 . . . . . 48.000  
 Lawson David, secrétaire du chef du quartier N° 6 . . . . . 48.000  
 Anonéné Alfred, secrétaire du chef de Zongo . . . . . 48.000

**CERCLE DE TSÉVIÉ**

Ziggan Joseph, secrétaire du chef du canton de Davié . . . . . 72.000  
 Kodégui Koffi, secrétaire du chef du canton de Gapé . . . . . 48.000  
 Hédédji Isidore, secrétaire du chef du canton de Mission-Tové . . . . . 60.000



Aziaka Christophe, secrétaire du chef du canton d'Agbatopé . . . . .	42.000
Bayavon Michel, secrétaire du chef du canton de Bolou . . . . .	38.400
Alaté Michel, secrétaire du chef du canton de Bogamé . . . . .	42.000
Agbokou Ambroise, secrétaire du chef du canton de Gblainvié . . . . .	42.000
Kouma Rudolphe, secrétaire du chef du canton de Gamé . . . . .	48.000
Amouzouvi Sossouvi, secrétaire du chef du canton de Dalavé . . . . .	42.000
Ehon Simon, secrétaire du chef du canton d'Abobo . . . . .	66.000
Fiaty Adolphe, secrétaire du chef du canton de Kéwé . . . . .	42.000
Mensan Michel Kodjo, secrétaire du chef du canton de Gati . . . . .	36.000
Foutrui Martin, secrétaire du chef du canton d'Adangbé . . . . .	36.000
Nomagnon Norbert, secrétaire du chef du canton d'Aképe . . . . .	36.000
Agbogli Christophe, secrétaire du chef du canton d'Ezor . . . . .	36.000

## CERCLE DE KLOUTO

William Agbemapley, secrétaire de Paliméville . . . . .	60.000
Raphaël Dackey, secrétaire du chef du canton de Dayes-Nord . . . . .	98.400
— secrétaire du chef du canton de Tové . . . . .	54.000
— secrétaire du chef du canton d'Assahoun-Fiagbé . . . . .	50.400
Isidore Kloutsé, secrétaire du chef du canton de Dayes-Sud . . . . .	32.400
Kpodo Manassé, secrétaire du chef du canton d'Aholon-Ykpa . . . . .	26.400
Pius Mensah, secrétaire du chef du canton de Kpélé . . . . .	72.000
Wenceslas Kloudéa, secrétaire du chef du canton de Kpimé-Lanvié-Akata . . . . .	54.000
Agbedigue Gabriel, secrétaire du chef du canton des Agous . . . . .	75.600
Raphaël Nutsudze, secrétaire du chef du canton de Gadja . . . . .	33.600
Bernard Akoto, secrétaire du chef du canton des Agotimés . . . . .	38.400
Eusèbe K. Adjéyi, secrétaire du chef du canton des Fiokepo . . . . .	50.400
Antoine Akakpo, secrétaire des Kouma-Agomé-Haingba-Yokélé et Agbada . . . . .	60.000

## CERCLE DU CENTRE

a) *Subdivision d'Atakpamé*

Adjossé Michel, secrétaire du chef du canton de Gnagna . . . . .	67.200
Fagnon Robert, secrétaire du chef du canton de Djam'a . . . . .	49.200
Tchalagassou Aokpè, secrétaire du chef du canton de Voudou . . . . .	49.200
Tchassim Etienne, secrétaire du chef du canton de Blitta . . . . .	60.000

Agba Kéto Jean, secrétaire du chef du canton de l'Adélé . . . . .	49.200
— secrétaire du chef du canton de Kpessi . . . . .	24.000

b) *Subdivision de Nuatja*

Sossou Norbert, secrétaire du chef du canton de Nuatja . . . . .	68.400
Raphaël Pihoun, secrétaire du chef du canton de Tohoun . . . . .	48.000
Nini Togboui, secrétaire du chef du canton de Kpékplémé . . . . .	48.000

c) *Subdivision de l'Akposso-Plateau*

Ihou Michel, secrétaire du chef du canton de l'Akposso-Sud . . . . .	68.400
Anonéné Pascal, secrétaire du chef du canton de l'Akébou . . . . .	68.400
Agbétognon Linus, secrétaire du chef du canton de Litimé . . . . .	58.800
Dabida Eugène, secrétaire du chef du canton de l'Akposso-Nord . . . . .	20.400

## CERCLE DE SOKODÉ

Mamadou Kérin, secrétaire du chef du canton de Paratao . . . . .	108.000
Issa Alassani, secrétaire du chef du canton de Bafilo . . . . .	78.000
Isso Issaka, secrétaire du chef du canton de Sotouboua . . . . .	90.000
Afo Salifou, secrétaire du chef du canton de Koussountou . . . . .	60.000
Zakari, secrétaire du chef du canton de Tchamba . . . . .	60.000
Bagna Alassani, secrétaire du chef du canton de Fasao . . . . .	54.000
Ouréya Pascal, secrétaire du chef du canton d'Agoulou . . . . .	54.000
Asséma Gabriel, secrétaire du chef du canton de Dako . . . . .	54.000
Bouraima Inoussa, secrétaire du chef du canton de Kémini . . . . .	54.000
Ali Soulé, secrétaire du chef du canton de Kri-kri . . . . .	54.000
Akondo Robert, secrétaire du chef du canton de Koumondé . . . . .	54.000

## CERCLE DE BASSARI

Bawa Kondo, secrétaire du chef supérieur de Bassari . . . . .	56.700
Takassi Boukari, secrétaire du chef du canton de Guérin-Kouka . . . . .	56.700
Bonfoh Boukari, secrétaire du chef du canton de Kabou . . . . .	56.700
Ipoule Binam, secrétaire du chef du canton de Kidjaboun . . . . .	41.400
Ayido Tyadja, secrétaire du chef du canton de Bitjabé . . . . .	41.400
Nankpane Oulolé, secrétaire du chef du canton de Bangéli . . . . .	41.400
Yadjabore, secrétaire du chef du canton de Nawaré . . . . .	41.400
Koussandja Kambroudja, secrétaire du chef du canton de Bapuré . . . . .	41.400

Bidikim Awandé, secrétaire du chef du canton de Nangbaon . . . . .	41.400
Tchangba Joseph, secrétaire du chef du canton de Nandouta . . . . .	41.400
Gbati Tamondja, secrétaire du chef du canton de Katchamba . . . . .	36.000
Cozi Aboudoulaye, secrétaire du chef du canton de Dimouri . . . . .	36.000

## CERCLE DE LAMA-KARA

a) *Subdivision de Lama-Kara*

Farno Ali, secrétaire du chef du canton de Pya . . . . .	72.000
Bodjona Tcha, secrétaire du chef du canton de Kodjéné-haut . . . . .	61.200
Djamdja Albert, secrétaire du chef du canton de Lama-Tessi . . . . .	64.800
Téou Antoine, secrétaire du chef du canton de Lassa . . . . .	58.800
Tata Raphaël, secrétaire du chef du canton de Boufalé . . . . .	48.000
Lokou Jean, secrétaire du chef du canton de Soumdina . . . . .	48.000
Kpakpabia Akléisso, secrétaire du chef du canton du Sud-Est-Kara . . . . .	43.200
Atakoura Bataka, secrétaire du chef du canton de Kodjéné-bas . . . . .	43.200
Tchindou Vincent, secrétaire du chef du canton de Tchitchiao . . . . .	40.800
Alem Joseph, secrétaire du chef du canton de Kétau . . . . .	40.800
Djaba Adjinké, secrétaire du chef du canton de Sara-Kawa . . . . .	40.800
Kpatcha Jean Pierre, secrétaire du chef du canton de Yadé . . . . .	36.000
Kao Atcholé, secrétaire du chef du canton de Tcharé . . . . .	36.000
Adom Sama, secrétaire du chef du canton de Djamdé . . . . .	36.000
Assouma Jean, secrétaire du chef du canton de Sirka . . . . .	36.000
Tchamda Ehoue, secrétaire du chef du canton de Lama . . . . .	36.000
Alouya Joseph, secrétaire du chef du canton de Bohou . . . . .	30.000
Nabédé Joseph, secrétaire du chef du canton de la Kara . . . . .	30.000

b) *Subdivision de Niamtougou*

Birregah Augustin, secrétaire du chef du canton de Niamtougou . . . . .	114.000
N'Béla Jean, secrétaire du chef du canton de Défalé . . . . .	60.000
Baranadao Jean, secrétaire du chef du canton de Siou . . . . .	40.800
Daba Padom, secrétaire du chef du canton d'Alloum . . . . .	40.800
Djato Martin, secrétaire du chef du canton de Kadjalla . . . . .	36.000
— secrétaire du chef du canton de Massédéna . . . . .	36.000
— secrétaire du chef du canton de Pouda . . . . .	36.000

## CERCLE DE MANGO

a) *Subdivision de Mango*

François Djangbédja, secrétaire du chef supérieur de Mango . . . . .	126.000
Tontondji Nawanou, secrétaire du chef du canton de Nagbéní . . . . .	60.000
Blénoumé N'Saki, secrétaire du chef du canton de Takpamba . . . . .	54.000
Nambiema Aboubakari, secrétaire du chef du canton de Koumongou . . . . .	60.000
Ampié Nadjé, secrétaire du chef du canton de Barkoissi . . . . .	44.400
Mama Namsa, secrétaire du chef du canton de Gando . . . . .	48.000
Alidou Aboudermani, secrétaire à Tchanaga . . . . .	40.800
Naki N'Guissa, secrétaire du chef du canton de Mogou . . . . .	40.800
Djara Allou, secrétaire du chef du canton de Galangashie . . . . .	40.800

b) *Subdivision de Kandé*

Nicolas Kourfangah, secrétaire du chef supérieur de Kandé . . . . .	78.000
Célestin Kata, secrétaire du chef du canton d'Ataloté . . . . .	55.200
Innocent Marate, secrétaire du chef du canton de Pessidé . . . . .	43.200
Maurice Técédé, secrétaire du chef du canton de Tamberma-Est . . . . .	43.200
Pascal Kouro, secrétaire du chef du canton de Tamberma-Ouest . . . . .	43.200

## CERCLE DE DAPANGO

Mama Aboudou, secrétaire du chef du canton de Korbongou . . . . .	90.000
Kombaté Guébib, secrétaire du chef du canton de Dapango . . . . .	78.000
Laré Alassani, secrétaire du chef du canton de Nano . . . . .	78.000
Tiem André, secrétaire du chef du canton de Pana . . . . .	78.000
Tankarké Kiyoname, secrétaire du chef du canton de Bidjenga . . . . .	64.800
— secrétaire du chef du canton de Nandoga . . . . .	64.800
Sanwogou Nambima, secrétaire du chef du canton de Nakitindi-Est . . . . .	62.400
Ignace Kombodja, secrétaire du chef du canton de Kantindi . . . . .	62.400
Dantaré Flindjo, secrétaire du chef du canton de Nioukpourma . . . . .	62.400
Tiem Kambibe, secrétaire du chef du canton de Tami . . . . .	43.200
Jean Bosco, secrétaire du chef du canton de Pugno . . . . .	43.200
Douti Noël, secrétaire du chef du canton de Borgou . . . . .	43.200
Kangba Blimpo, secrétaire du chef du canton de Mandouri . . . . .	43.200
Sambiani Djapork, secrétaire du chef du canton de Bombouaka . . . . .	43.200
Kalifa Djimila, secrétaire du chef du canton de Timbou . . . . .	43.200

Bamok Mamoune, secrétaire du chef du canton de Bogou . . . . .	43.200
Djaba Soumane, secrétaire du chef du canton de Nakitindi-Ouest . . . . .	37.200
Adamou Karamoco, secrétaire du chef du canton de Biankouri . . . . .	43.200
Kombaté Djato, secrétaire du chef du canton de Lotogou . . . . .	43.200
Douti Micheliba, secrétaire du chef du canton de Nanergou . . . . .	43.200
— secrétaire du chef du canton de Tamong . . . . .	37.200
Goundjo Djaré, secrétaire du chef du canton de Warkambou . . . . .	43.200
Djakouli Koutondja, secrétaire du chef du canton de Koudjouaré . . . . .	37.200

La dépense est imputable au chapitre 5, article 13, paragraphe 8 du budget local, exercice 1956.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1956.

## COMMUNE-MIXTE DE LOMÉ

Par arrêtés municipaux, approuvés par M. le Secrétaire Général en Conseil de Gouvernement le 19 janvier 1956 :

N° 18-55/CL. du :

24 décembre 1955. — Le nombre des centimes additionnels au principal des Contributions Directes perçues dans la Ville de Lomé est fixé comme suit pour 1956 :

Taxes de Circonscription	Vingt centimes
Taxes sur la valeur vénale des propriétés non bâties	Vingt centimes
Taxes sur la valeur locative (immb. bâtis)	Vingt centimes
Patentes	Vingt centimes
Licences.	Vingt centimes

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1956.

N° 19-55/CL. du :

24 décembre 1955. — A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1956 une taxe sur la valeur vénale des propriétés non bâties est due à raison des terrains situés dans le périmètre de la Commune de Lomé.

### Des exemptions

Sont exemptés de la taxe sur la valeur vénale des propriétés non bâties :

1<sup>o</sup> — les terrains appartenant au Territoire, à la Commune, affectés ou non à l'usage public, mais improductifs de revenus, les pépinières et jardins d'essais créés par l'Administration ou par les sociétés d'intérêt collectif agricole et les sociétés de prévoyance dans un but de sélection et d'amélioration des plants, les terrains à usage scolaire appartenant aux missions religieuses.

2<sup>o</sup> — Les sols et dépendances immédiates des propriétés bâties ainsi que les terrains affectés à usage

commercial ou industriel dont la valeur locative entre dans l'évaluation servant de base à la taxe sur la valeur vénale des propriétés bâties;

3<sup>o</sup> — Les terrains cultivés ou effectivement utilisés au 1<sup>er</sup> janvier pour la culture maraîchère, florale ou fruitière, ou pour la production des plants et semis.

### Base d'imposition

Les terrains soumis à la taxe sur la valeur vénale des propriétés non bâties sont imposables en raison de leur valeur vénale au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition.

La valeur vénale résulte des actes translatifs des propriétés imposables ayant moins de trois ans de date. Lorsqu'un terrain non bâti n'a pas fait l'objet de mutation depuis plus de trois ans, la valeur vénale sera déterminée par comparaison avec celles d'autres terrains de même consistance sis dans la même localité et dont la valeur vénale résultera d'actes translatifs de moins de trois ans de date, à défaut d'actes translatifs par voie d'estimation directe.

### Des personnes imposables

La taxe sur la valeur vénale des propriétés non bâties est due pour l'année entière à raison des faits existants au 1<sup>er</sup> janvier par le propriétaire.

Toutefois, les terrains faisant l'objet d'un permis d'habiter ne seront cotisés à la taxe sur la valeur vénale des propriétés non bâties qu'à l'expiration du délai imposé pour la mise en valeur.

En cas d'usufruit ou de bail emphytéotique, l'impôt est dû par l'usufruitier ou par l'emphytéote dont le nom doit figurer sur le rôle à la suite de celui du propriétaire.

### Taux de l'impôt

Le taux de cette contribution est fixé comme suit :

de 0 à 600 m<sup>2</sup>, exonération  
de 600 m<sup>2</sup> à 1 ha : 1 % de la valeur vénale  
de 1 ha. à 200 ha : 0,5 % de la valeur vénale  
au dessus de 200 ha : 0,25 % de la valeur vénale.

### Dispositions Communes aux Taxes sur la Valeur Locative et Taxes sur la Valeur Vénale.

Des rôles — exigibilité — contentieux.

Les rôles de la taxe sur la valeur locative et taxe sur la valeur vénale sont nominatifs, ils sont établis par des agents des Contributions Directes et soumis, pour les rôles primitifs, à la Commission des Contributions Directes.

Toutes les fois que le Chef du Service des Contributions Directes croit irrégulières les conclusions de la Commission des Contributions Directes, il soumet la contestation, avec son avis motivé, au Commissaire de la République, qui statue.

Toute omission au rôle primitif et toute insuffisance constatée en cours d'année peut être réparée par voie de rôle supplémentaire.

Les rôles sont rendus exécutoires et mis en recouvrement conformément au décret du 20 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

La taxe sur la valeur locative et taxe sur la valeur vénale sont payables en un seul terme dans les trois mois de la mise en recouvrement des rôles.

Les réclamations sont représentées, instruites et jugées dans la forme prévue en matière de Contributions Directes.

Elles ne sont recevables que si elles sont accompagnées de l'avertissement, d'un extrait de rôle, d'une sommation du Trésor, ou de toute autre pièce justificative.

#### *Dispositions générales*

Les mutations foncières sont effectuées à la diligence des parties intéressées.

Elles peuvent cependant être appliquées d'office dans les rôles, par les agents chargés de l'assiette, d'après les documents certains dont ils ont pu avoir communication.

Tant que la mutation n'a pas été faite, l'ancien propriétaire continue à être imposé au rôle, et lui, ses ayants droit ou ses héritiers naturels peuvent être contraints du paiement de la taxe sur la valeur locative et taxe sur la valeur vénale, sauf leur recours contre le nouveau propriétaire.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1956.

N° 20-55/CL. du :

24 décembre 1955. — A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1956, il est établi dans la Commune de Lomé une taxe sur la valeur locative des immeubles bâtis, telles que maisons, fabriques, manufactures, usines et en général tous immeubles construits en maçonnerie de terre de briques ou autres matériaux, fer ou bois et fixés au sol à demeure, à l'exception de ceux qui en sont expressément exonérés par les dispositions du présent arrêté.

Sont également soumis à la taxe sur la valeur locative des propriétés bâties :

1° — les terrains non cultivés employés à un usage commercial ou industriel, tels que chantiers, lieux de dépôt de marchandises et autres emplacements de même nature, soit que le propriétaire les occupe, soit qu'il les fasse occuper par d'autres à titre gratuit ou onéreux;

2° — l'outillage des établissements industriels attachés au fond à perpétuelle demeure dans les conditions indiquées au premier paragraphe de l'article 525 du Code civil, ou reposant sur des fondations spéciales faisant corps avec l'immeuble, ainsi que toutes installations commerciales ou industrielles assimilées à des constructions.

#### *Exemptions permanentes*

Sont exemptés de la taxe sur la valeur locative des propriétés bâties :

1° — Les immeubles, bâtiments ou constructions appartenant au Territoire, à la Commune, aux établissements publics.

2° — Les ouvrages établis pour la distribution de l'eau potable ou de l'énergie électrique et appartenant au Territoire ou à la Commune.

3° — Les édifices servant à l'exercice public des cultes;

4° — les immeubles à usage scolaire;

5° — les immeubles affectés à des œuvres d'assistance médicale ou d'assistance sociale;

6° — les immeubles rentrant dans les catégories d'exemption visées à l'article 12 ci-après.

#### *Exemptions temporaires*

Les constructions nouvelles, les reconstructions et les additions de constructions ne sont soumises à la taxe sur la valeur locative que la sixième année suivant celle de leur achèvement.

L'exemption temporaire n'est pas applicable aux terrains à usage commercial ou industriel qui sont cotisables à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant celle de leur affectation.

Pour bénéficier de l'exemption temporaire spécifiée à l'article précédent, le propriétaire devra souscrire au Chef du Service des Contributions Directes, dans le délai de quatre mois à partir du jour de l'ouverture des travaux, une déclaration indiquant la nature du nouveau bâtiment, sa destination, la superficie qu'il couvrira, les désignations du terrain telles qu'elles figurent au livre foncier (numéro du titre foncier et numéro du lot). Cette déclaration devra être appuyée d'un plan sommaire ou d'un croquis coté.

Les déclarations doivent être faites par écrit. A défaut de déclaration dans les délais impartis au présent article, les constructions nouvelles, additions de constructions et reconstructions sont imposées dès le 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suivra celle de leur achèvement. L'année où elles figureront pour la première fois dans les rôles, leurs cotisations seront majorées d'autant de fois lesdites cotisations qu'il s'est écoulé d'années entre celle où elles auront été achevées et celles où elles auront été découvertes, y compris cette dernière année, sans toutefois que la majoration puisse dépasser le quintuple des cotisations de l'année en cours.

Les déclarations de construction souscrites après l'expiration du délai fixé à l'article précédent donnent droit aux exemptions d'impôts prévues à l'article 4 pour la fraction de la période d'exemption restant à courir à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant celle de leur production.

Toutefois, la déclaration tardive ne saurait entraîner l'exemption pour la première année suivant l'achèvement des travaux.

Pour tous les cas où une demande d'autorisation de bâtir est exigée préalablement à la construction d'un immeuble, cette demande, lorsqu'elle aura été régulièrement produite, tiendra lieu de déclaration spéciale prévue par le premier alinéa du présent article. Dans ces mêmes cas, l'octroi de l'exonération temporaire sera subordonné à la délivrance du permis d'habiter, qui ne pourra être délivré dans un délai supérieur à deux ans à compter de la date d'octroi de l'autorisa-

tion de construire, sauf cas de force majeure dûment constaté.

#### *Base d'imposition — Revenu imposable*

La taxe sur la valeur locative des propriétés bâties est réglée en raison de la valeur locative de ces propriétés au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de l'imposition sous déduction de 40 % pour les maisons et pour les usines en considération du dépérissement et des frais d'entretien et de réparation.

La valeur locative des sols des bâtiments de toute nature et des terrains formant une dépendance indispensable et immédiate des constructions entre, le cas échéant, dans l'estimation du revenu servant de base à la taxe sur la valeur locative des propriétés bâties afférentes à ces constructions.

#### *Valeur locative*

La valeur locative est le prix que le propriétaire retire de ses immeubles lorsqu'il les donne à bail ou, s'il les occupe lui-même, celui qu'il pourrait en tirer en cas de location.

La valeur locative est déterminée au moyen des baux authentiques ou de locations verbales passées dans les conditions normales. En l'absence d'actes de l'espèce, l'évaluation est établie par comparaison avec des locaux dont le loyer aura été régulièrement constaté ou sera noloiement connu.

Si aucun de ces procédés ne peut être appliqué, la valeur locative est déterminée par voie d'appréciation directe : évaluation de la valeur vénale, détermination du taux moyen d'intérêt des placements immobiliers dans la région considérée pour chaque nature de propriété, application du taux d'intérêt à la valeur vénale.

La valeur locative des terrains à usage industriel ou commercial est déterminée à raison de l'usage auquel ils sont affectés, y compris la valeur locative du sol.

#### *Des personnes imposables et débiteurs de l'impôt*

La taxe sur la valeur locative est due pour l'année entière par le propriétaire du 1<sup>er</sup> janvier de l'année de l'imposition, sauf le cas prévu à l'article 17 du présent arrêté.

En cas d'usufruit, l'imposition est due par l'usufruitier dont le nom doit figurer sur le rôle à la suite de celui du propriétaire.

En cas de bail emphytéotique, le preneur ou emphytéote est entièrement substitué au bailleur.

Lorsqu'un propriétaire de terrain ou d'un immeuble portant une construction sans grande valeur loue ce fonds par bail de longue durée, à charge par le locataire de construire à ses frais un immeuble bâti de valeur ou de consistance donnée devant revenir sans indemnité et libre de toutes charges au bailleur à l'expiration du bail, la taxe sur valeur locative des propriétés bâties est due, à raison de l'immeuble construit par le propriétaire du sol.

La valeur locative imposable au nom du propriétaire sera considérée pendant toute la durée du bail comme équivalente à l'annuité correspondant à la somme nécessaire pour amortir, pendant la durée du bail, le

prix des travaux exécutés et des charges imposées au preneur.

Dans le cas considéré, la taxe sur la valeur locative est due par le propriétaire à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit celle de l'achèvement de la construction édictée par le locataire, sauf application des dispositions de l'article 4 relative à l'exemption temporaire.

Pour la détermination des valeurs locatives, les propriétaires et principaux locataires, et en leur lieu et place, les gérants d'immeubles, sont tenus de fournir par écrit aux agents chargés de l'assiette de l'impôt, quand il leur en sera fait la demande et dans les dix jours de la réception de ladite demande adressée par pli recommandé, une déclaration indiquant au jour de sa production :

1<sup>o</sup> — Les nom et prénoms usuels de chaque locataire, la consistance des locaux qui leur sont loués, le montant du loyer principal et, s'il y a lieu, le montant des charges;

2<sup>o</sup> — les nom et prénoms usuels de chaque occupant à titre gratuit et la consistance du local occupé;

3<sup>o</sup> — la consistance des locaux occupés par le déclarant lui-même.

4<sup>o</sup> — La consistance des locaux vacants.

Le défaut ou l'inexactitude de la déclaration sera sanctionnée par une amende fiscale de 500 francs encourue autant de fois qu'il est relevé d'omissions ou d'inexactitudes dans les renseignements qui doivent être fournis en exécution des dispositions du présent article.

Les amendes fiscales sont constatées par le chef du service des Contributions Directes et sont recouvrées comme en matière de Contributions Directes.

#### *Du taux de l'impôt*

Le taux de cette taxe est fixé comme suit :

1<sup>o</sup> — Immeubles à usage de location, à usage commercial ou industriel.

— Abattement 40 % de la valeur locative.

— Taux 20 % du reliquat.

2<sup>o</sup> — Immeubles à usage exclusif d'habitation familiale et occupé uniquement par le propriétaire et sa proche famille jusqu'au 3<sup>e</sup> degré, exclusivement.

a) Exonération totale pour les immeubles dont la valeur locative est inférieure à 120.000 francs par an.

b) Au-dessus.

— Abattement de 40 % de la valeur locative.

— Taux 5 % du reliquat.

3<sup>o</sup> — Immeubles à usage mixte (habitation familiale et location).

c) Au-dessus de 15.000 francs.

— Abattement de 40 % de la valeur locative.

— Taux 15 % du reliquat.

En cas de vacances de maisons ou de chômage d'établissements commerciaux et industriels, les propriétaires peuvent obtenir la remise ou la modération

de la taxe sur la valeur locative assise sur ces immeubles, lorsqu'il est établi que la vacance ou le chômage, qu'ils soient totaux ou partiels, sont indépendants de leur volonté et que la durée totale de l'occupation a été de six mois consécutifs. Le point de départ de cette période est le 1<sup>er</sup> du mois suivant l'ouverture de la vacance ou du chômage.

Les réclamations pour vacance de maison ou pour chômage d'établissements commerciaux et industriels doivent être adressées au chef du Service des Contributions Directes dans le mois qui suit l'expiration de la période pour laquelle le dégrèvement est susceptible d'être obtenu. Lorsqu'un immeuble ayant déjà fait l'objet d'un précédent dégrèvement continu d'être inhabité ou inexploité, le propriétaire ne peut reproduire utilement sa demande qu'après l'expiration d'une nouvelle période d'occupation ou de chômage (six mois). Toutefois, si la vacance ou l'inexploitation viennent à cesser au cours d'une période de six mois suivant celle pour laquelle un dégrèvement a été accordé, la réclamation sera recevable pour la fraction de période de vacance ou d'inexploitation dans le mois qui suivra la cessation de celle-ci.

Dans le cas de destruction totale ou partielle ou démolition volontaire en cours d'année de leurs maisons ou usines, les propriétaires peuvent demander la remise ou une modération de la taxe sur la valeur locative frappant les immeubles.

Les demandes doivent être adressées au chef du Service des Contributions Directes dans le mois de la destruction ou de l'achèvement de la démolition.

Le dégrèvement est accordé à partir du 1<sup>er</sup> du mois suivant la destruction ou l'ouverture des travaux de démolition.

#### *Dispositions transitoires*

Les constructions nouvelles en cours d'exemption de la contribution foncière des propriétés bâties au moment de la publication du présent arrêté continueront à bénéficier de l'exemption de la taxe sur la valeur locative des immeubles bâties pour la période restant à courir.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1956.

N° 21-55/CL. du :

24 décembre 1955. — L'arrêté municipal n° 18 du 22 décembre 1952 est abrogé.

La taxe sur l'enlèvement des ordures sera perçue de la façon suivante :

4 % de la valeur locative des immeubles bâtis.

15 % du montant de la taxe sur la valeur vénale pour les immeubles non bâtis.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1956.

## Textes publiés à titre d'information

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Santé

#### CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

#### LIVRE V. PHARMACIE

#### TITRE PREMIER DISPOSITIONS GÉNÉRALES

##### CHAPITRE PREMIER

##### *Conditions générales d'exercice de la profession de pharmacie*

ART. 511. — Sont réservées aux pharmaciens, sauf les dérogations prévues aux articles 513, 594, 660 et 662 du présent livre :

1° La préparation des médicaments destinés à l'usage de la médecine humaine, c'est-à-dire de toute drogue, substance ou composition présentée comme possédant des propriétés curatives ou préventives à l'égard des maladies humaines et conditionnée en vue de la vente au poids médicinal.

Sont considérés comme médicaments les produits diététiques qui renferment dans leur composition des substances chimiques ou biologiques ne constituant pas elles-mêmes des aliments, mais dont la présence confère à ces produits soit des propriétés spéciales recherchées en thérapeutique diététique; soit des propriétés de repas d'épreuve;

2° La préparation des objets de pansements et de tous articles présentés comme conformes au codex; stérilisés ou non;

3° La vente en gros, la vente au détail et toute délivrance au public des mêmes produits et objets;

4° La vente des plantes médicinales inscrites au codex. Toutefois, la vente des plantes suivantes : tilleul, camomille, menthe, verveine et oranger servant à la confection de boissons hygiéniques ou d'agrément, est libre, à condition que ces plantes ne soient ni mélangées entre elles, ni mélangées à d'autres espèces.

La fabrication et la vente en gros des drogues simples, des produits chimiques et de toutes matières premières destinées à la pharmacie sont libres, à condition que ces produits ne soient jamais délivrés directement aux consommateurs pour l'usage pharmaceutique et sous réserve des règlements particuliers concernant certains d'entre eux.

Les produits hygiéniques, s'ils ne contiennent pas de substances vénéneuses soumises aux dispositions de l'article 626 du présent livre, les produits utilisés pour la désinfection des locaux et pour la prothèse dentaire ne sont pas considérés comme des médicaments.



ART. 512. — Conformément à l'article 3 de la loi du 5 juillet 1844, les compositions pharmaceutiques ou remèdes de toutes espèces ne sont pas susceptibles d'être brevetés et demeurent soumis aux lois et règlements codifiés au présent livre et à ses annexes, sans que l'exclusion s'applique aux procédés, dispositifs et autres moyens servant à leur obtention.

ART. 513. — Par dérogation aux dispositions de l'article 511, la fabrication et la délivrance des virus atténués ou non, sérums thérapeutiques, toxines modifiées ou non et des produits d'origine microbienne non chimiquement définis pouvant servir sous une forme quelconque au diagnostic, à la prophylaxie ou à la thérapeutique sont régies par les dispositions des articles 606 à 610 du présent livre.

ART. 514. — Nul ne peut exercer la profession de pharmacien s'il n'offre toutes garanties de moralité professionnelle et s'il ne réunit les conditions suivantes :

a) Etre titulaire du diplôme de pharmacien délivré par l'Etat. Ce diplôme doit être enregistré sans frais à la Préfecture et au Greffe du Tribunal de première instance;

b) Etre de nationalité française ou ressortissant d'un pays dans lequel les Français peuvent exercer la pharmacie lorsqu'ils sont titulaires du diplôme qui en ouvre l'exercice aux nationaux de ce pays;

c) Etre inscrit à l'ordre des pharmaciens.

ART. 515. — Sont assimilés au diplôme de pharmacien délivré par l'Etat pour l'exercice de la pharmacie dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les diplômes validés par le gouvernement.

ART. 516. — Dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, les titulaires du diplôme dit de pharmacien local peuvent continuer à exercer, leur vie durant, dans les mêmes conditions que les pharmaciens pourvus du diplôme d'Etat, sous réserve qu'ils restent dans le même établissement.

ART. 517. — Quiconque se sera livré sciemment à des opérations réservées aux pharmaciens sans réunir les conditions exigées pour l'exercice de la pharmacie sera puni d'une amende de 240.000 francs à 1.200.000 francs et, en cas de récidive, d'une amende de 480.000 francs à 2.400.000 francs et d'un emprisonnement de six jours à six mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 518. — Les infractions aux dispositions des articles 514, 552, 553, 565, 568 à 571, 574 à 580, 589 à 592, 593 (alinéa 1<sup>er</sup>), 594 à 605, 625, 659 et 665 seront punies d'une amende de 24.000 francs à 240.000 francs et, en cas de récidive, d'une amende de 120.000 à 480.000 francs et d'un emprisonnement de six jours à trois mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 519. — Le Tribunal pourra, en outre, et dans tous les cas visés aux articles 517 et 518 précédents, ordonner la fermeture temporaire ou définitive de l'établissement.

Lorsque l'autorité judiciaire aura été saisie d'une poursuite par application des mêmes articles, le Préfet pourra prononcer la fermeture provisoire de l'établissement.

Dans l'un et l'autre cas, s'il s'agit d'une officine, son titulaire sera tenu de présenter un remplaçant au Conseil régional de l'ordre qui, à défaut de présentation, en désignera un d'office.

### CHAPITRE III

#### *Prohibition de certaines conventions entre pharmaciens et membres de certaines professions*

ART. 549. — Sauf les cas visés par les articles 569, 594 et 607 du présent livre, est interdit le fait, pour quiconque exerce l'une des professions médicales visées au titre I du livre IV du présent Code, de recevoir, sous quelque forme que ce soit, d'une façon directe ou indirecte, des intérêts ou ristournes proportionnels ou non au nombre des unités prescrites ou vendues, qu'il s'agisse de médicaments, d'appareils orthopédiques ou autres, de quelque nature qu'ils soient.

Sont interdits la formation et le fonctionnement de sociétés dont le but manifeste est la recherche des intérêts ou ristournes définis ci-dessus, et revenant aux individus eux-mêmes ou au groupe constitué à cet effet, ainsi que l'exercice pour le même objet de la profession de pharmacien et de celles de médecin, de chirurgien dentiste ou de sage-femme.

Est également interdite la vente de médicaments réservés d'une manière exclusive, et sous quelque forme que ce soit, aux médecins bénéficiaires de l'autorisation prévue à l'article 594.

ART. 550. — Les délits visés à l'article 549 seront punis d'une amende de 240.000 à 1.200.000 francs et, en cas de récidive, d'une amende de 1.200.000 à 2.400.000 francs et d'un emprisonnement de six jours à six mois ou de l'une de ces deux peines seulement. Les pharmaciens co-auteurs du délit seront passibles des mêmes peines.

En cas de récidive, l'interdiction temporaire d'exercer la profession pendant une période de un à dix ans pourra être prononcée par les cours et tribunaux accessoirement à la peine principale.

### CHAPITRE IV

#### *Réglementation de la publicité*

ART. 551. — Sous réserve des dispositions applicables aux produits sous cachet, la publicité technique concernant les médicaments est libre auprès des médecins, des pharmaciens, des chirurgiens-dentistes et des sages-femmes. Toutefois, il est interdit aux pharmaciens et aux fabricants de produits pharmaceutiques de donner à ces praticiens des primes, des objets publicitaires ou des avantages matériels de quelque nature que ce soit, en dehors des échantillons médicaux destinés aux essais thérapeutiques et de la remise habituelle sur le prix des médicaments destinés à leur usage personnel.

ART. 552. — Les produits sous cachet ne peuvent faire l'objet de publicité que dans les conditions prévues à l'article 553 ci-après.

ART. 553. — La publicité s'adressant au public est libre lorsqu'elle mentionne exclusivement le nom et la composition du produit, celui du pharmacien préparateur, ses titres universitaires, son adresse.

ART. 554. — Aucun texte publicitaire dépassant les limites définies à l'article précédent ne peut être porté à la connaissance du public par quelque moyen que ce soit, s'il n'a reçu le visa du Ministre de la Santé publique sur la proposition du comité technique des spécialités institué à l'article 601 ci-après.

Ce visa ne comporte aucune garantie en ce qui concerne les propriétés thérapeutiques du produit.

ART. 555. — Conformément aux dispositions de l'article 282 du présent Code, toute publicité de caractère commercial, sous quelque forme que ce soit, concernant ouvertement ou d'une manière déguisée la prophylaxie ou le traitement des maladies vénériennes reste interdite, sauf dans les publications exclusivement réservées au corps médical, sous les peines prévues au même article.

ART. 556. — Toute infraction aux articles 551 et 554 du présent livre sera punie d'une amende de 24.000 francs à 240.000 francs et, en cas de récidive, d'une amende de 120.000 à 1.200.000 francs et le tribunal devra interdire la vente du produit visé par la publicité faite en violation de l'article 553.

Sont passibles des mêmes peines, et quel que soit le mode de publicité utilisé, le pharmacien bénéficiaire et l'agent de diffusion de cette publicité.

#### CHAPITRE V

##### *De l'inspection de la pharmacie*

ART. 557. — L'inspection de la pharmacie est exercée sous l'autorité du Ministre de la Santé publique par des inspecteurs de la pharmacie.

ART. 558. — Les inspecteurs de la pharmacie sont répartis dans les régions sanitaires, compte tenu du nombre des pharmaciens exerçant dans la région. Ils sont tenus au secret professionnel dans les conditions prévues à l'article 378 du Code pénal. Ils prêtent serment devant le tribunal civil de leur résidence.

ART. 559. — Les inspecteurs de la pharmacie doivent être munis du diplôme d'Etat de pharmacien.

ART. 560. — Les inspecteurs de la pharmacie ne peuvent exercer aucune autre activité professionnelle, sauf si elle s'exerce exclusivement dans un établissement hospitalier. Toutefois, ils peuvent appartenir au corps enseignant des facultés ou écoles de pharmacie ou des facultés mixtes de médecine et de pharmacie.

ART. 561. — Les frais de toute nature résultant du fonctionnement de l'inspection de la pharmacie sont à la charge de l'Etat.

ART. 562. — Les inspecteurs de la pharmacie contrôlent dans les officines, les établissements pharmaceutiques, les dépôts de médicaments en quelques mains qu'ils soient, l'exécution de toutes les prescriptions des lois et règlements qui se rapportent à l'exercice de la pharmacie.

Ils constituent pour chaque établissement industriel ou commercial, fonctionnant sous la responsabilité d'un ou plusieurs pharmaciens, un dossier d'inspection dont la composition est fixée par arrêté ministériel et qui est déposé au siège de l'Inspection divisionnaire de la Santé.

ART. 563. — Les inspecteurs de la pharmacie signalent les infractions aux règles professionnelles constatées dans l'exercice de la pharmacie, font les enquêtes prescrites par les directeurs départementaux de la Santé ou demandées par les présidents des Conseils centraux et des Conseils régionaux de l'ordre des pharmaciens.

ART. 564. — Dans tous les établissements de l'inspection desquels ils sont chargés, les inspecteurs de la pharmacie ont qualité pour rechercher et constater les infractions aux dispositions du présent livre, aux lois sur la répression des fraudes et plus généralement à toutes les lois qui concernent l'exercice de la pharmacie et aux règlements d'administration publique pris pour leur application, sauf toutefois les infractions en matière de contrôle des prix, lesquelles sont constatées et poursuivies dans les conditions prévues par les lois spéciales à la matière.

Dans tous les cas où les inspecteurs de la pharmacie relèvent un fait susceptible d'impliquer des poursuites pénales, l'inspecteur divisionnaire de la Santé transmet le dossier au procureur de la République compétent; avis de cette transmission est adressé au président du Conseil central ou du Conseil régional intéressé.

ART. 565. — Les inspecteurs de la pharmacie doivent se faire suppléer par leurs collègues pour le contrôle des pharmacies ou des établissements exploités par des titulaires dont ils seraient parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement. Il leur est interdit, tant qu'ils exercent leurs fonctions et dans un délai de cinq ans suivant la cessation de celles-ci, d'avoir des intérêts directs ou indirects dans les officines, laboratoires et établissements pharmaceutiques soumis à leur surveillance.

ART. 566. — Les conditions de nomination des inspecteurs de la pharmacie, les attributions qui leur sont dévolues ainsi que le mode de leur rémunération sont fixés par le Ministre de la Santé publique pour la Guadeloupe, la Guyane française, la Martinique et la Réunion.

ART. 567. — Quiconque fait obstacle à l'exercice des fonctions de l'inspecteur de la pharmacie est passible des peines prévues aux articles 1<sup>er</sup>, 5 et 7 de la loi du 1<sup>er</sup> août 1905, sans préjudice des peines prévues par les articles 209 et suivants du Code pénal.



## TITRE II

DISPOSITIONS PARTICULIERES AUX DIVERS  
MODES D'EXERCICE DE LA PHARMACIE

## CHAPITRE PREMIER

*Conditions de l'exercice de la pharmacie d'officine**Section I. — Des officines de pharmacie*

ART. 568. — On entend par officine l'établissement affecté à l'exécution des ordonnances magistrales, à la préparation des médicaments inscrits au codex et à la vente au détail des produits visés à l'article 511.

ART. 569. — L'exploitation d'une officine est incompatible avec l'exercice d'une autre profession, notamment avec celle de médecin, sage-femme, dentiste, même si l'intéressé est pourvu des diplômes correspondants. Toutefois, les médecins diplômés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1948, les vétérinaires et les dentistes diplômés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1946, les sages-femmes diplômées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1944 sont admis à exercer leur art, concurremment avec la pharmacie, s'ils ont obtenu le diplôme de pharmacien avant le 1<sup>er</sup> janvier 1946.

Les pharmaciens ne peuvent faire dans leur officine le commerce de marchandises autres que celles figurant sur une liste arrêtée par le Ministre de la Santé publique; sur proposition du Conseil national de l'ordre des pharmaciens.

Les pharmaciens doivent tenir, dans leur officine, les drogues simples, les produits chimiques et les préparations stables décrites par le codex français. Les médicaments officinaux instables doivent pouvoir être préparés en cas de besoin. Ces substances doivent présenter les caractéristiques indiquées au codex.

Les pharmaciens ne peuvent vendre aucun remède de secret.

ART. 570. — Toute ouverture d'une nouvelle officine, tout transfert d'une officine d'un lieu dans un autre sont subordonnés à l'octroi d'une licence délivrée par le préfet sur la proposition de l'inspecteur divisionnaire de la Santé après avis du Conseil régional de l'ordre des pharmaciens.

Cette licence fixe l'emplacement où l'officine sera exploitée.

Tout refus de licence doit faire l'objet d'une décision motivée. Il peut être fait appel au Ministre de la Santé publique qui statue après avis du Conseil régional. Lors de la fermeture définitive de l'officine, la licence doit être remise à la préfecture par son dernier titulaire ou par ses héritiers.

ART. 571. — Aucune création d'officine ne peut être accordée dans les villes où la licence a déjà été délivrée à :

Une officine pour 3.000 habitants dans les villes d'une population de 30.000 habitants et au-dessus;

Une officine pour 2.500 habitants dans les villes d'une population égale ou supérieure à 5.000 habitants et inférieure à 30.000 habitants;

Une officine pour 2.000 habitants dans tous les autres cas.

Si les besoins de la population l'exigent, des dérogations à ces règles peuvent être accordées par le Ministre de la Santé publique, après avis du Conseil régional de l'ordre des pharmaciens, de l'inspecteur divisionnaire de la Santé, des syndicats professionnels et du Conseil supérieur de la pharmacie.

Dans les localités importantes, la licence d'exploitation peut imposer une distance minimum entre deux officines.

ART. 572. — Par dérogation aux dispositions de l'article 571 aucune création ne peut être accordée dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle dans les villes où une licence a déjà été délivrée à une officine pour 5.000 habitants. Dans les agglomérations de 30.000 habitants et au-dessous, le nombre d'officines pouvant être autorisé est également d'une officine pour 5.000 habitants, mais en tenant compte de la population suburbaine et rurale.

ART. 573. — De même, pour chacun des départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, le Ministre de la Santé publique fixe les conditions dans lesquelles les créations d'officine peuvent être autorisées par le préfet après avis du Conseil central de la section E de l'ordre national des pharmaciens.

ART. 574. — Tout pharmacien se proposant d'exploiter une officine doit en faire la déclaration préalable à la préfecture, où elle sera enregistrée.

Doivent être jointes à cette déclaration les justifications propres à établir que son auteur remplit les conditions exigées par les articles 524 et 575 du présent livre.

Si l'une ou plusieurs de ces conditions font défaut, le préfet, après avis du Conseil régional de l'ordre des pharmaciens et sur la proposition de l'inspecteur divisionnaire de la Santé doit refuser l'enregistrement par une décision motivée.

En cas de réclamation, il est statué par le Ministre de la Santé publique après avis du Conseil régional.

Si aucune décision n'est intervenue dans le délai de deux mois à compter du dépôt de la déclaration, l'enregistrement de celle-ci est de droit à l'expiration dudit délai.

ART. 575. — Le pharmacien doit être propriétaire de l'officine dont il est titulaire et âgé de vingt-cinq ans au moins.

Les pharmaciens sont autorisés à constituer entre eux une société en nom collectif en vue de l'exploitation d'une officine.

Les pharmaciens sont également autorisés à constituer entre eux une société à responsabilité limitée en vue de l'exploitation d'une officine, à la condition que cette société ne soit propriétaire que d'une seule officine, quel que soit le nombre de pharmacien ag-

sociés, et que la gérance de l'officine soit assurée par un ou plusieurs des pharmaciens associés.

Les gérants et les associés sont responsables à l'égard des tiers dans les limites fixées à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 7 mars 1925.

Aucune limite n'est apportée à la responsabilité délictuelle et quasi délictuelle des gérants, qui sont obligatoirement garantis contre tous les risques professionnels.

Tous les pharmaciens associés sont tenus aux obligations de l'article 524 du présent livre. En conséquence, tous leurs diplômes étant enregistrés pour l'exploitation de l'officine, ils ne peuvent exercer aucune autre activité pharmaceutique.

Un pharmacien ne peut être propriétaire ou copropriétaire que d'une seule officine.

ART. 576. — Aucune convention relative à la propriété d'une office n'est valable si elle n'a été constatée par écrit. Une copie de la convention doit être déposée au Conseil régional de l'ordre des pharmaciens et au siège de l'inspection divisionnaire de la Santé.

Est nulle et de nul effet toute stipulation destinée à établir que la propriété ou la copropriété d'une officine appartient à une autre personne non diplômée.

ART. 577. — Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 575 du présent livre, les hôpitaux, hospices, asiles, cliniques, sanatoriums, préventoriaux, maison de santé, dispensaires et, en général tous les organismes publics ou privés où sont traités les malades ainsi que les sociétés de secours mutuels et leurs unions, peuvent être propriétaires d'une pharmacie; à la condition de la faire gérer par un pharmacien; sous la surveillance et la responsabilité duquel se fait la distribution des médicaments.

L'autorisation de gérance est délivrée par le préfet du département, après avis du Conseil régional et sur proposition de l'inspecteur divisionnaire de la Santé.

Cette gérance peut être confiée, lorsque l'établissement ne comporte qu'un service réduit, à un pharmacien déjà titulaire d'une officine. Dans ce cas, l'autorisation doit en faire mention expresse.

L'inspecteur divisionnaire de la Santé peut désigner, parmi les établissements mentionnés ci-dessus, ceux dans lesquels les médecins pourront délivrer directement aux malades relevant de l'assistance médicale gratuite les médicaments dont une liste est établie par le Ministre de la Santé publique.

Le fonctionnement des pharmacies visées au présent article est soumis au contrôle et à l'inspection institués par le présent livre.

ART. 578. — Les établissements de toute nature prévus à l'article précédent ne peuvent avoir de pharmacie que pour leur usage particulier intérieur.

Exceptionnellement, en cas de nécessité, le préfet du département peut, après avis favorable du Directeur départemental de la Santé, autoriser pour une période déterminée ces établissements à vendre des médicaments aux prix du tarif pharmaceutique.

## Section II. — Exercice personnel de la profession

ART. 579. — Le pharmacien titulaire d'une officine doit exercer personnellement sa profession.

En toutes circonstances, les médicaments doivent être préparés par un pharmacien, ou sous la surveillance directe d'un pharmacien.

Un arrêté du Ministre de la Santé publique fixe, après avis du Conseil National de l'ordre des pharmaciens, le nombre des pharmaciens dont les titulaires d'officines doivent se faire assister en raison de l'importance de leur chiffre d'affaires.

ART. 580. — Une officine ne peut rester ouverte en l'absence de son titulaire que si celui-ci s'est fait régulièrement remplacer.

La durée légale d'un remplacement ne peut, en aucun cas, dépasser un an.

Après le décès d'un pharmacien, le délai pendant lequel le conjoint survivant ou ses héritiers peuvent maintenir une officine ouverte en la faisant gérer par un pharmacien; ne peut excéder un an.

Un règlement d'administration publique fixe les conditions dans lesquelles le remplacement doit être assuré, soit par des pharmaciens, soit par des étudiants en pharmacie justifiant d'un minimum de scolarité.

## Section III. — Des préparateurs en pharmacie

ART. 581. — Tout pharmacien est autorisé à se faire aider dans son officine par un ou plusieurs préparateurs en pharmacie.

ART. 582. — Est qualifiée préparateur en pharmacie toute personne âgée de vingt et un ans révolus; titulaire du brevet professionnel institué à la présente section.

ART. 583. — Les modalités d'apprentissage, la création et le fonctionnement des cours de perfectionnement pour la préparation du brevet professionnel; ainsi que les programmes et les épreuves d'examen en vue de sa délivrance, sont fixés par un décret pris sur le rapport du Ministre de la Santé publique et du Ministre de l'Education nationale, après avis d'une commission composée de :

Quatre représentants du Conseil supérieur de la pharmacie choisis, autant que possible, parmi les pharmaciens d'officine;

Deux inspecteurs de l'enseignement technique;

Deux inspecteurs de la pharmacie;

Quatre représentants des syndicats de préparateurs en pharmacie désignés par les organisations les plus représentatives.

ART. 584. — Les préparateurs en pharmacie sont habilités à préparer tous médicaments, sous toutes formes, à manipuler toxiques et stupéfiants et, plus généralement, tous produits destinés au traitement des maladies humaines, animales ou végétales.

Ils exécutent les manipulations sous la responsabilité et le contrôle effectif et personnel d'un pharmacien, leur propre responsabilité pénale demeurant engagée.

ART. 585. — Les préparateurs en pharmacie ne peuvent, en aucun cas, se substituer à la personne du pharmacien quant aux prérogatives attachées au diplôme de pharmacien et quant à la propriété des officines.

ART. 586. — Sauf dérogations prévues à l'article 663 ci-après, nul, s'il ne répond aux conditions fixées à l'article 582 du présent titre, ne peut se qualifier préparateur en pharmacie ni, notamment sur le plan professionnel, user des droits et prérogatives attachés à cette qualité, sous peine des sanctions prévues à l'article 259 du Code pénal. En cas de récidive, la peine sera doublée.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux personnes titulaires du diplôme de pharmacien, ni aux étudiants en pharmacie, qui peuvent être employés dans une pharmacie aux conditions prévues à l'article 588 ci-après.

ART. 587. — Tout pharmacien qui aura employé, même occasionnellement, aux opérations prévues à l'article 584 une personne ne satisfaisant pas aux conditions fixées par la présente loi sera passible des peines prévues à l'article 586.

ART. 588. — En dehors des heures de travaux pratiques fixées par l'emploi du temps de la faculté, sont autorisés à exécuter les opérations prévues à l'article 584 :

1° Les stagiaires en pharmacie régulièrement inscrits à la faculté;

2° Les étudiants en pharmacie de première et deuxième année, dans un but exclusif de perfectionnement;

3° Les étudiants en pharmacie titulaires d'au moins huit inscriptions validées. Ces derniers peuvent, en outre, après avoir satisfait aux épreuves de l'examen en vue de la délivrance du brevet professionnel prévu à l'article 582 ci-dessus, bénéficier des dispositions de la présente section.

#### *Section IV. — Règles générales de la pharmacie d'officine*

ART. 589. — Il est interdit aux pharmaciens ou à leurs préposés de solliciter des commandes auprès du public.

Toute commande livrée en dehors de l'officine ne peut être remise qu'en paquet scellé portant le nom et l'adresse du client.

Il est, en outre, interdit aux pharmaciens de recevoir des commandes de médicaments par l'entremise habituelle de courtiers et de se livrer au trafic et à la distribution à domicile de médicament dont la commande leur serait ainsi parvenue.

ART. 590. — Est interdite la vente au public de tous médicaments, produits et accessoires visés à l'article 511 du présent livre par l'intermédiaire de maisons de commission, de groupements d'achats ou d'établissements possédés ou administrés par des personnes non munies du diplôme de pharmacien.

ART. 591. — Tout débit, étalage ou distribution de médicaments est interdit sur la voie publique, dans

les foires ou marchés, à toute personne, même munie du diplôme de pharmacien.

ART. 592. — Est interdite toute convention d'après laquelle un pharmacien assure à un médecin praticien, à un chirurgien-dentiste ou à une sage-femme un bénéfice d'une nature quelconque sur la vente des produits pharmaceutiques, médicamenteux ou hygiéniques que ceux-ci peuvent prescrire.

ART. 593. — Les médicaments et produits dont la vente est réservée aux pharmaciens doivent être obligatoirement vendus au public aux prix fixés par le tarif pharmaceutique national. Le tarif est proposé par la fédération des syndicats de pharmaciens d'officine ou, à défaut, le syndicat le plus représentatif des pharmaciens d'officine, et homologué par arrêté du Ministre chargé des Affaires économiques et du Ministre de la Santé publique suivant la procédure prévue par ordonnance du 30 juin 1945.

Toutefois, dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, il est fait application d'un tarif départemental proposé par l'inspecteur de la pharmacie, après avis des intéressés, et homologué par arrêté du préfet.

#### *Section V. — Délivrance des médicaments par les médecins*

ART. 594. — Les docteurs en médecine établis dans les agglomérations où il n'y a pas de pharmacien ayant une officine ouverte au public peuvent être autorisés par le préfet, après avis de l'inspecteur divisionnaire de la Santé, à avoir chez eux un dépôt de médicaments et à délivrer, aux personnes auxquelles ils donnent leurs soins, les médicaments simples et composés inscrits sur une liste établie par le Ministre de la Santé publique après avis du Conseil national de l'ordre des médecins et du Conseil national de l'ordre des pharmaciens.

Cette autorisation mentionne les localités dans lesquelles la délivrance des médicaments par le médecin est autorisée.

Elle est toujours révocable. Elle est retirée dès la création d'une officine ouverte au public dans le secteur intéressé.

ART. 595. — Les docteurs en médecine bénéficiant de cette autorisation sont soumis à toutes les obligations résultant pour les pharmaciens des lois et règlements.

Ils ne peuvent, en aucun cas, avoir une officine ouverte au public. Ils doivent ne délivrer que les médicaments prescrits par eux au cours de leur consultation.

#### **CHAPITRE II**

##### *Préparation et vente en gros des produits pharmaceutiques*

##### *Section I. — Des établissements de préparation et de vente en gros*

ART. 596. — Tout établissement de préparation ou de vente en gros, soit de drogues simples ou de produits chimiques destinés à la pharmacie et con-

ditionnés en vue de la vente au poids médicinal, soit de compositions ou préparations pharmaceutiques, doit appartenir à un pharmacien. Il peut également appartenir à une société à la condition que soient pharmaciens :

a) Dans les sociétés anonymes, le président et la moitié plus un des membres du conseil d'administration;

b) Dans les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés en commandite, tous les gérants;

c) Dans les autres formes de sociétés, tous les associés.

Le capital de ces sociétés doit appartenir en majorité soit à un ou plusieurs pharmaciens inscrits au tableau de l'ordre, soit à l'Etat. Un décret, rendu sur le rapport du Ministre de la Santé publique et du Ministre des Finances et des Affaires économiques, fixera les conditions de la participation de l'Etat.

Dans les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés en commandite, tous les gérants doivent être propriétaires de parts de capital.

ART. 597. — Tout pharmacien propriétaire, gérant, administrateur d'un établissement visé à l'article précédent ne peut exercer sa profession que s'il est inscrit à l'ordre national des pharmaciens.

ART. 598. — L'ouverture des établissements visés à l'article 596 est subordonnée à l'octroi d'une autorisation délivrée par le préfet du département, sur la proposition de l'inspecteur divisionnaire de la Santé et après avis du Conseil central correspondant de l'ordre national des pharmaciens.

A la demande d'autorisation doivent être jointes toutes pièces relatives à la propriété, aux actes de société et, le cas échéant, toutes justifications complémentaires utiles.

ART. 599. — La fabrication des compositions ou préparations pharmaceutiques; le conditionnement en vue de la vente au poids médicinal d'une matière quelconque dont la vente est réservée aux pharmaciens ne peuvent s'effectuer que sous la surveillance directe des pharmaciens.

ART. 600. — Pour assurer le contrôle de la fabrication, du conditionnement et de la répartition des médicaments, les établissements visés à l'article 596 sont tenus de faire appel au concours d'un nombre de pharmaciens proportionné à l'importance de l'établissement et à la nature de son activité; ce nombre est fixé par un arrêté du Ministre de la Santé publique.

#### Section II. — Des médicaments spécialisés

ART. 601. — On entend par spécialité pharmaceutique tout médicament préparé à l'avance, dosé au poids médicinal, présenté sous un conditionnement particulier, portant sa composition, le nom et l'adresse du fabricant, vendu dans plus d'une officine, qui n'entre pas dans les prévisions de l'article 606 ci-après; et qui, au surplus, présente l'une des deux caractéristiques suivantes :

a) Un nom de fantaisie;

b) Soit le nom commun, soit la dénomination scientifique du médicament qui entre dans sa compo-

sition; ces dénominations devant être accompagnées du nom du pharmacien fabricant responsable.

Aucune spécialité ne peut être débitée à titre gratuit ou onéreux qu'après avoir été revêtu, ainsi que les textes publicitaires la concernant, du visa du Ministre de la Santé publique sur la proposition du Comité technique des spécialités.

Le visa est accordé à la spécialité pharmaceutique débitée postérieurement au 11 septembre 1941 lorsque le comité technique constate qu'elle présente un caractère de nouveauté ainsi qu'un intérêt thérapeutique, et qu'elle n'offre pas de danger pour la santé morale et physique de la population.

Sous réserve des dispositions de l'article 605 ci-après, la spécialité pharmaceutique qui a obtenu le visa est garantie contre toute imitation pendant un délai de six ans qui court du jour où son fabricant a été habilité à la mettre en vente.

A l'expiration du délai, ce médicament peut faire l'objet, au profit d'autres fabricants, de l'octroi du visa.

Il ne peut, dans ce cas, être débité que sous son nom commun ou sa dénomination scientifique, ces dénominations devant être accompagnées du nom ou de la marque du pharmacien fabricant responsable.

Le visa peut être retiré par décision du Ministre de la Santé publique, sur proposition motivée du Comité technique des spécialités.

Ce Comité, dont les membres sont nommés pour trois ans par le Ministre de la Santé publique, comprend deux membres de l'Académie nationale de médecine, deux professeurs ou professeurs agrégés de faculté de médecine, deux professeurs ou maîtres de conférence de faculté de pharmacie, trois médecins, dont un médecin des hôpitaux de Paris, désignés par les organismes médicaux agréés par le Ministre de la Santé publique; trois pharmaciens, dont un pharmacien d'officine, désignés par les organismes pharmaceutiques agréés par le ministre de la Santé publique, et un représentant du Ministre de la Santé Publique.

ART. 602. — Les conditions dans lesquelles le visa est délivré sont fixées par un règlement d'administration publique.

La demande tendant à l'obtention du visa doit être accompagnée du versement d'un droit fixe dont le montant est déterminé par arrêté du Ministre des Finances et du Ministre de la Santé publique.

ART. 603. — La fabrication des spécialités pour lesquelles le visa a été délivré est soumise à la surveillance du Ministre de la Santé publique.

Toute modification constatée dans la composition pourra entraîner le retrait du visa et, par suite, l'interdiction de vendre la spécialité considérée.

ART. 604. — La vente des spécialités importées de l'étranger est soumise à la même réglementation que celle des spécialités françaises.

Le contrôle, qui ne peut s'exercer à la fabrication, s'effectue sur les produits conditionnés; lorsque les produits examinés ne seront pas conformes aux échantillons déposés en vue de la délivrance du visa, le

Ministre de la Santé publique pourra interdire la vente de la spécialité.

ART. 605. — On entend, par produit sous cachet, tout médicament préparé à l'avance, dosé au poids médicinal et présenté comme une spécialité pharmaceutique dont il diffère sur les deux points suivants :

1<sup>o</sup> Il ne peut être débité que sous son nom commun ou sa dénomination scientifique sans que ces dénominations puissent être accompagnées du nom du pharmacien fabricant responsable;

2<sup>o</sup> Il ne peut faire l'objet de publicité que dans les conditions prévues par l'article 553 ci-dessus.

Le produit sous cachet ne peut être débité à titre gratuit ou onéreux qu'après avoir fait l'objet d'un enregistrement au Ministère de la Santé publique.

Le produit sous cachet peut avoir la même composition qu'une spécialité ayant obtenu le visa institué à l'article 601 et être débité pendant le délai de six ans prévu au même article 601.

### CHAPITRE III

#### *Dispositions particulières aux sérums et vaccins et à certains produits d'origine microbienne non chimiquement définis*

##### *Section I. — Dispositions générales*

ART. 606. (Loi du 6 août 1953). — Les virus atténués ou non, sérums thérapeutiques, toxines modifiées ou non et les divers produits d'origine microbienne non chimiquement définis, pouvant servir, sous une forme quelconque, au diagnostic, à la prophylaxie ou à la thérapeutique, quelle que soit la forme sous laquelle ils sont présentés pour la vente, ne peuvent être débités à titre gratuit ou onéreux qu'autant qu'ils ont été l'objet des visas prévus à l'article 601.

Les dispositions des deux derniers alinéas de l'article 601 ainsi que celles des articles 602, 603 et 604 sont applicables aux produits visés au présent article.

ART. 607. — Les produits autorisés, visés à l'article précédent, doivent être délivrés par les pharmaciens, sur ordonnances médicales. Les médecins sont autorisés à les fournir à leur clientèle, mais seulement en cas d'urgence et lorsque le mode d'emploi du produit exige leur intervention.

Lorsqu'ils sont destinés à être délivrés à titre gratuit aux indigents, les flacons contenant ces produits doivent porter la mention « Assistance publique — Gratuit ».

Ils peuvent alors être déposés en dehors des officines de pharmacie et sous la surveillance d'un médecin; dans les établissements d'assistance, désignés par l'administration, qui ont la faculté de se procurer directement ces produits.

Toutes ces prescriptions ne s'appliquent pas au vaccin jennérien, humain ou animal.

ART. 608. — La livraison de ces produits à quelque titre qu'elle soit faite est assimilée à la vente et soumise aux dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 sur la répression des fraudes.

En conséquence, seront punis des peines portées à la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 ceux qui auront trompé sur la nature desdites substances, qu'ils sauront être falsifiées ou corrompues et ceux qui auront trompé ou tenté de tromper sur la qualité des choses livrées.

ART. 609. — Toutes autres infractions aux dispositions de la présente section seront punies d'une amende de 4.000 à 240.000 francs.

ART. 610. — Un règlement d'administration publique rendu après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France précise les conditions d'application des dispositions de la présente section.

##### *Section II. — Médecine vétérinaire*

ART. 611. — Il est interdit d'importer, de fabriquer, de détenir, vendre ou céder à titre gratuit, sans autorisation délivrée par le Ministre de l'Agriculture, les substances suivantes :

a) Matières virulentes et produits d'origine microbienne destinés au diagnostic, à la prévention et au traitement des maladies des animaux;

b) Substances d'origine organique destinées aux mêmes fins à l'exception de celles qui ne renferment que des principes chimiquement définis.

ART. 612. — L'autorisation prévue à l'article 611 est délivrée après enquête par le Ministre de l'Agriculture qui, pour chaque cas, détermine, par voie d'arrêté, les conditions auxquelles cette autorisation est subordonnée.

Les frais résultant de l'instruction des demandes sont à la charge des pétitionnaires. Un décret portant le contreseing du Ministre de l'Agriculture et du Ministre des Finances fixe les modalités d'application de cette disposition.

ART. 613. — Les établissements dans lesquels sont préparés, entreposés ou mises en vente les substances visées à l'article 611 sont soumis à la surveillance de l'autorité administrative.

L'inspection desdits établissements est exercée par les services vétérinaires du Ministère de l'Agriculture qui sont chargés de surveiller l'exécution de la présente section et des règlements rendus pour son application.

Les frais de toute nature résultant pour l'Etat du fonctionnement de ce contrôle seront couverts au moyen d'une taxe dont l'assiette, le taux et les modalités de recouvrement seront fixés par arrêté des Ministres des Finances et de l'Agriculture.

ART. 614. — Il est institué auprès du Ministre de l'Agriculture un Comité consultatif chargé de donner son avis sur les questions relatives à l'exécution de la présente section.

ART. 615. — Sont dispensés de la formalité de l'autorisation prévue à l'article 611 :

a) Les pharmaciens débitant les substances énumérées audit article 611. Cette vente ne peut toutefois être effectuée qu'au vu d'une ordonnance établie par un vétérinaire ou un docteur vétérinaire



admis à exercer la médecine vétérinaire dans les conditions prévues par la loi du 17 juin 1938;

b) Les vétérinaires ou docteurs vétérinaires qui préparent ou qui vendent lesdites substances lorsqu'ils les administrent eux-mêmes dans leur clientèle.

ART. 616. — Des décrets rendus sous le contre-seing du Ministre de l'Agriculture fixeront les conditions d'application de la présente section.

ART. 617. — Seront punis d'une amende de 24.000 à 200.000 francs ceux qui auront importé, fabriqué ou cédé à titre gratuit ou onéreux l'une des substances visées à l'article 611 sans en avoir reçu l'autorisation du Ministre de l'Agriculture. En cas de récidive, une peine d'emprisonnement de six jours à trois mois pourra être prononcée.

Seront punis des mêmes peines ceux qui auront mis obstacle à l'accomplissement des fonctions des personnes chargées de l'inspection de ces établissements.

Toute infraction aux conditions imposées par le Ministre de l'Agriculture pourra entraîner la fermeture de l'établissement. Cette mesure sera édictée par un arrêté du Ministre de l'Agriculture qui, avant de la prononcer, devra mettre en demeure l'industriel en cause d'avoir à se conformer, dans un délai qui ne pourra être inférieur à trente jours, aux dispositions auxquelles il aura été contrevenu.

#### CHAPITRE IV.

##### *Agrément des spécialités pharmaceutiques, des produits sous cachet et des sérums et vaccins pour l'usage des collectivités publiques et des institutions de sécurité sociale*

##### *Section I. — Agrément pour les collectivités publiques*

ART. 618. — L'achat, la fourniture, la prise en charge et l'utilisation par les collectivités publiques des médicaments définis aux articles 601, 605 et 606 ci-dessus sont limités dans les conditions prévues ci-dessous aux produits agréés dont la liste est établie par le Ministre de la Santé publique.

ART. 619. — Cette liste est proposée par une commission dont la composition est fixée par décret pris sur le rapport du Ministre de la Santé publique.

ART. 620. — Peuvent en outre être entendus à titre consultatif par la commission les personnalités médicales ou pharmaceutiques ainsi que les représentants qualifiés des organismes ou services en cause dont la commission désirerait avoir l'avis.

ART. 621. — La liste des produits agréés peut comprendre plusieurs catégories correspondant chacune à une ou plusieurs catégories d'utilisateurs visés à l'article ci-dessus.

Un arrêté du Ministre de la Santé publique, du Ministre de la Défense nationale et du Ministre des Anciens combattants fixe les modalités de leur classification.

Les modalités d'inscription sur la liste prévue à l'article 618 sont fixées par un règlement intérieur de la commission.

ART. 622. — Seuls les produits spécialisés agréés dans les catégories correspondantes peuvent être :

1<sup>o</sup> Achetés et utilisés, sauf en cas d'urgence, par les établissements hospitaliers civils et militaires;

2<sup>o</sup> Achetés et utilisés par les collectivités locales publiques et les organismes de toute nature dont les ressources proviennent en tout ou partie des subventions des collectivités publiques;

3<sup>o</sup> Fournis gratuitement aux bénéficiaires de l'article 115 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre;

4<sup>o</sup> Fournis gratuitement aux bénéficiaires de l'assistance médicale gratuite;

5<sup>o</sup> Fournis aux ouvriers des établissements militaires en application des règlements sur la situation du personnel civil d'exploitation de ces établissements.

##### *Section II. — Agrément pour les institutions de Sécurité sociale*

ART. 623. — Tous les produits visés aux articles 601, 605 et 606 peuvent être achetés, fournis, utilisés et remboursés par les organismes de Sécurité sociale, sous réserve des dispositions relatives au ticket modérateur.

Toutefois ne donnent pas lieu à remboursement :

1<sup>o</sup> Les médicaments diététiques, les produits de régime, les eaux minérales, les vins, à l'exception des vins inscrits sur la liste des spécialités pharmaceutiques publiée en application de l'article 6 (§ 9) du décret-loi du 28 octobre 1935, les élixirs à l'exception des élixirs contenant des substances vénéneuses désignées nommément par les décrets pris en application de l'article 625 ci-après (cependant pour les élixirs renfermant seulement les toxiques du tableau C la commission instituée à l'article 624 ci-dessous restera juge des produits à rembourser), les dentifrices et les produits de beauté, même lorsqu'ils contiennent des substances de nature médicamenteuse, les spécialités qui font l'objet de publicité auprès du public et les médicaments dont la teneur en principes actifs est reconnue insuffisante par la commission prévue à l'article 624.

2<sup>o</sup> Les spécialités pharmaceutiques dont le prix de vente au public dépasse de 20 p. 100 le prix obtenu en faisant application du tarif pharmaceutique national aux divers produits qui entrent dans leur composition, sans qu'il soit tenu compte des minima prévus par le tarif lorsque le médicament spécialisé comporte plus de cinq produits actifs. Il ne sera pas tenu compte, dans le calcul, des produits n'ayant pas, dans les conditions où ils se présentent, une activité thérapeutique reconnue. Toutefois, dans ce cas, le fabricant pourra en référer devant la commission instituée à l'article 624 ci-dessous, qui aura pouvoir d'appréciation et de décision.

ART. 624. — La liste des produits spécialisés remboursables est publiée périodiquement au *Journal of*.

ficiel par arrêté conjoint du Ministre du Travail et de la Sécurité sociale et du Ministre de la Santé publique, sur proposition d'une commission inter-ministérielle dont la composition est fixée comme suit :

Un représentant du Ministre du Travail et de la Sécurité sociale;

Un médecin représentant le Ministre de la Santé publique;

Un pharmacien représentant le Ministre de la Santé publique;

Le doyen de la Faculté de Médecine de Paris ou son représentant;

Le doyen de la Faculté de Pharmacie de Paris ou son représentant;

Trois médecins représentant les Caisses de Sécurité sociale, désignés par la Fédération nationale des organismes de Sécurité sociale;

Deux pharmaciens représentant les Caisses de Sécurité sociale, désignés par la Fédération nationale des organisations de Sécurité sociale;

Un représentant de l'ordre national des médecins;

Un représentant de la Confédération générale des syndicats médicaux;

Deux représentants désignés par les syndicats les plus représentatifs du personnel technique des laboratoires de spécialités pharmaceutiques;

Un représentant de l'ordre national des pharmaciens;

Un représentant de l'union fédérale des pharmaciens;

Un représentant des syndicats de fabricants de produits pharmaceutiques;

Deux administrateurs représentant les Caisses primaires de Sécurité sociale désignés par la Fédération nationale des organismes de Sécurité sociale.

Un arrêté conjoint du Ministre du Travail et de la Sécurité sociale et du Ministre de la Santé publique fixe les conditions de fonctionnement de ladite commission.

### Section III. — Dispositions communes

ART. 625. — Les médicaments, définis aux articles 601, 605 et 606 du Code de la pharmacie, achetés, fournis, pris en charge et utilisés par les collectivités publiques et par les organismes de Sécurité sociale et de mutualité sociale agricole doivent comporter dans leur conditionnement une vignette portant la dénomination du produit.

Cette vignette doit répondre aux caractéristiques qui sont fixées par décret en vue de permettre le contrôle de l'utilisation du produit par l'usager.

### TITRE III

#### Restrictions au Commerce de certaines substances ou de certains objets

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>

#### Substances vénéneuses

ART. 626. — Les contraventions aux règlements d'administration publique sur la vente, l'achat et

l'emploi des substances vénéneuses seront punies d'une amende de 21.000 à 720.000 francs et d'un emprisonnement de six jours à deux mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 627 (*Loi du 24 décembre 1953*). — Seront punis d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de 240.000 à 2.400.000 frs. ou de l'une de ces deux peines seulement, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de ces règlements concernant les substances classées comme stupéfiants par voie réglementaire.

La tentative d'une des infractions réprimée par l'alinéa précédent sera punie comme le délit consommé. Il en sera de même de l'association ou de l'entente en vue de commettre ces infractions.

Les peines prévues aux deux alinéas précédents pourront être prononcées alors même que les divers actes qui constituent les éléments de l'infraction auront été accomplis dans des pays différents.

Les mêmes peines seront applicables à ceux qui auront usé en société desdites substances ou en auront facilité à autrui l'usage à titre onéreux ou à titre gratuit, soit en procurant dans ce but un local, soit par tout autre moyen.

Les tribunaux pourront, en outre, dans tous les cas prévus aux alinéas précédents, prononcer la peine de l'interdiction des droits civiques pendant une durée de un à cinq ans.

Les tribunaux devront prononcer l'interdiction de séjour pendant une durée de cinq ans au moins et de dix ans au plus contre les individus reconnus coupables d'avoir facilité à autrui l'usage des dites substances, soit en procurant dans ce but un local, soit par tout autre moyen.

Les locaux où l'on usera en société de stupéfiants et ceux où seront fabriquées illicitement lesdites substances seront assimilés aux lieux livrés notoirement à la débauche, en conformité avec l'alinéa 2 de l'article 10 du décret des 19-22 juillet 1791.

ART. 628 (*Loi du 24 décembre 1953*). — Seront punis des peines prévues à l'article 627 :

Ceux qui, au moyen d'ordonnances fictives ou d'ordonnances de complaisance se seront fait délivrer ou auront tenté de se faire délivrer l'une des substances vénéneuses visées audit article.

Ceux qui, sciemment, auront sur la présentation de ces ordonnances, délivré lesdites substances, ainsi que les personnes qui auront été trouvées porteurs sans motif légitime de l'une de ces mêmes substances.

ART. 628 bis (*Loi du 24 décembre 1953*). — Les peines prévues à l'article 627, y compris l'interdiction de séjour, seront portées au double lorsque le délit aura consisté dans la fabrication illicite des substances vénéneuses visées audit article ou la culture illicite de plantes présentant des principes actifs de ces substances.

Il en sera de même lorsque l'usage desdites substances aura été facilité à un mineur ou lorsque lesdites substances auront été délivrées à un mineur dans les conditions prévues par l'article 628.

ART. 628 ter (*Loi du 24 décembre 1953*). — Les personnes reconnues comme faisant usage de stupéfiants et inculpées d'un des délits prévus aux articles 627 et 628 pourront être astreintes, par ordonnance du juge d'instruction, à subir une cure de désintoxication dans un établissement spécialisé, dans les conditions qui seront fixées par règlement d'administration publique pris sur le rapport du Garde des sceaux, Ministre de la Justice et du Ministre de la Santé publique et de la Population, sur avis conforme d'une Commission dont la composition sera fixée par arrêté conjoint des deux Ministres précités.

La majorité des membres de cette Commission devra être composée par des représentants du corps médical. L'avis donné par ladite Commission sur le projet de règlement d'administration publique prévu ci-dessus ne sera valable que dans la mesure où la moitié plus un des membres présents au moment du vote final seront des représentants du corps médical.

Le même règlement d'administration publique fixera dans quelles conditions les dépenses d'aménagement du ou des établissements de cure, ainsi que les frais d'hospitalisation et de cure, seront pris en charge par l'Etat.

Ceux qui se soustrairont à l'exécution de l'ordonnance précitée seront punis d'un emprisonnement de six jours à deux mois et d'une amende de 24.000 à 720.000 francs. Ces peines ne se confondront pas avec celles prononcées en application des articles 627, 628 et 628 bis.

ART. 629 (*Loi du 24 décembre 1953*). — Dans tous les cas prévus par le présent chapitre, les tribunaux pourront ordonner la confiscation des substances saisies. Cette confiscation ne pourra toutefois être prononcée lorsque le délit aura été constaté dans une officine pharmaceutique si le délinquant n'est que le gérant responsable, à moins que le propriétaire de l'officine n'ait fait acte de complicité.

Pour les cas prévus au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 627 et au 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 628, les tribunaux pourront interdire au condamné l'exercice de la profession à l'occasion de laquelle le délit aura été commis, pendant un temps qui ne pourra excéder deux ans. Ce temps sera porté à cinq ans dans les cas prévus à l'article 628 bis et en cas de récidive.

Dans les cas prévus au 4<sup>e</sup> alinéa de l'article 627 les tribunaux devront ordonner la confiscation des substances, ustensiles, matériels, des meubles et des effets mobiliers dont les lieux seront garnis et décorés, ainsi que l'interdiction pour le délinquant, pendant un délai que le tribunal fixera, d'exercer la profession sous le couvert de laquelle le délit aura été perpétré.

Dans les cas prévus au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 628 bis, la confiscation des matériels et installations ayant servi à la fabrication et au transport des substances devra être ordonnée.

Quiconque contreviendra à l'interdiction d'exercice de sa profession prononcée en vertu des alinéas 2 et 3 du présent article sera puni d'un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus et d'une

amende de 240.000 francs au moins et de 2.400.000 francs au plus.

ART. 630. — Les peines prévues aux articles 626, 627 et 628 seront portées au double en cas de récidive dans les conditions de l'article 58 du Code pénal.

## CHAPITRE II

### *Radio-éléments artificiels*

ART. 631. — Est considéré comme radio-élément artificiel tout radio-élément obtenu par synthèse ou fission nucléaire.

ART. 632. — La préparation, l'importation, l'exportation de radio-éléments artificiels, sous quelque forme que ce soit, ne peuvent être effectuées que par le commissariat à l'énergie atomique ou les personnes physiques ou morales spécialement autorisées à cet effet, après avis de la commission prévue à l'article 633.

ART. 633. — Il est institué une commission interministérielle chargée de donner son avis sur les questions relatives aux radio-éléments artificiels.

ART. 634. — Les détenteurs de radio-éléments artificiels ou de produits en contenant ne pourront les utiliser que dans les conditions qui leur auront été fixées au moment de l'attribution.

ART. 635. — Toute publicité relative à l'emploi de radio-éléments artificiels ou de produits en contenant, dans la médecine humaine ou vétérinaire, est interdite, sauf auprès des médecins, des vétérinaires et des pharmaciens, et sous réserve des dispositions de l'article 553.

Toute autre publicité ne peut être faite qu'après autorisation du ou des ministres intéressés.

ART. 636. — L'addition de radio-éléments artificiels ou de produits en contenant aux aliments, aux produits hygiéniques, aux produits dits de beauté, tels qu'ils sont définis par un arrêté du Ministre de la Santé publique et de la population, est interdite.

ART. 637. — Par dérogation aux dispositions de l'article 601, le visa des spécialités pharmaceutiques contenant des radio-éléments artificiels ne pourra être donné que sous le nom commun ou la dénomination scientifique du ou des radio-éléments entrant dans la composition desdites spécialités.

ART. 638. — Les bénéficiaires des autorisations prévues par le présent chapitre ou par les règlements d'administration publique pris pour son application restent soumis, le cas échéant, à la réglementation spéciale aux substances vénéneuses.

ART. 639. — Toute infraction aux dispositions des articles 632, 634 et 636 ou des règlements pris pour leur application sera punie d'un emprisonnement de onze jours à deux mois et d'une amende de 24.000 à 720.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice des pénalités prévues par le Code des douanes.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 635 sera puni d'une amende de 24.000 à 240.000 francs et, en cas de récidive, d'une amende de



120.000 à 600.000 francs. Dans ce dernier cas, le tribunal pourra interdire la vente du produit dont la publicité aura été faite en violation dudit article 635.

ART. 640. — Des règlements d'administration publique détermineront les conditions d'application du présent chapitre, et notamment :

1<sup>o</sup> Les dispositions applicables à la détention, la vente, la distribution au commerce, sous quelque forme que ce soit, des radio-éléments artificiels ou des produits en contenant;

2<sup>o</sup> La composition, la compétence et les conditions de fonctionnement de la commission prévue à l'article 633, ainsi que les conditions selon lesquelles seront délivrées les autorisations prévues aux articles 632 et 635;

3<sup>o</sup> Les conditions d'utilisation des radio-éléments artificiels ou des produits les contenant;

4<sup>o</sup> Les conditions dans lesquelles se fera l'étalonnage des radio-éléments artificiels et celui des appareils destinés à la détention et à la mesure des rayonnements émis par eux.

### CHAPITRE III

#### *Essences pouvant servir à la fabrication des boissons alcooliques*

ART. 641. — Il est interdit à tout producteur ou fabricant d'essences pouvant servir à la fabrication de boissons alcooliques, telles que les essences d'anis, de badiane, de fenouil, d'hysope et d'anéthol, de procéder à la vente ou à l'offre, à titre gratuit, desdites essences à toutes personnes autres que les fabricants de boissons ayant qualité d'entrepôts vis-à-vis de l'administration des contributions indirectes; les pharmaciens, les parfumeurs, les fabricants de produits alimentaires ou industriels et les négociants exportateurs directs.

La revente de ces produits en nature sur le marché intérieur est interdite à toutes ces catégories à l'exception des pharmaciens qui ne peuvent les délivrer que sur ordonnance médicale et doivent inscrire les prescriptions qui les concernent sur leur registre d'ordonnances.

ART. 642. — Tout producteur fabricant d'essences pouvant servir à la fabrication de boissons alcooliques qui aura vendu ou offert, à titre gratuit, lesdites essences à toutes autres personnes que celles autorisées par l'article 641, sera puni d'une amende de 200.000 à 1 million de francs.

Toute personne autorisée par l'article 641 à éche-lonner lesdits produits, qui les aura revendus sur le marché intérieur, contrairement aux dispositions dudit article, sera passible d'une amende de 20.000 à 400.000 francs.

Tout pharmacien qui aura délivré lesdits produits sans ordonnance médicale sera passible d'une amende de 100.000 à 400.000 francs.

En cas de récidive, le minimum et le maximum des peines prévues par le présent article seront portées au double.

Dans tous les cas, les délinquants pourront être privés des droits mentionnés à l'article 42 du Code pénal pendant un an au moins et cinq ans au plus.

### CHAPITRE IV

#### *Médicaments antivénéériens*

ART. 643. — Les médicaments spécifiques vendus au public ou utilisés par les services publics pour le traitement des vénériens, ne peuvent être vendus au public ou utilisés par les services publics que s'ils sont identiques à ceux qui sont agréés par le Ministre de la Santé publique sur présentation de l'Académie nationale de Médecine et après avis des services compétents de contrôle.

ART. 644. — Toute infraction à la disposition de l'article 643 précédent sera punie des peines prévues par la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 contre ceux qui exposent, mettent en vente ou vendent des substances médicalementes falsifiées.

### CHAPITRE V

#### *Anticonceptionnels et abortifs*

ART. 645. — Il est interdit à toutes personnes d'exposer, d'offrir, de faire offrir, de vendre, de mettre en vente, de faire vendre, de distribuer, de quelque manière que ce soit, les remèdes et substances, sondes intra-utérines et autres objets analogues susceptibles de provoquer ou de favoriser l'avortement, dont la liste est établie par un règlement d'administration publique.

Toutefois, les pharmaciens peuvent vendre les remèdes, substances et objets ci-dessus spécifiés, mais seulement sur prescription médicale qui doit être transcrite sur un registre coté et paraphé par le maire ou le commissaire de police.

Le règlement d'administration publique prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article précise les modalités de réglementation de la vente des remèdes substances, objets et appareils mentionnés au premier alinéa dudit article.

Il est interdit aux fabricants et négociants en appareils gynécologiques de vendre lesdits appareils à des personnes n'appartenant pas au corps médical ou ne faisant pas elles-mêmes profession comme commerçants patentés de vendre des appareils chirurgicaux.

ART. 646. — Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende de 120.000 à 1.200.000 francs.

Les tribunaux ordonneront, dans tous les cas, la confiscation des remèdes, substances, instruments et objets saisis. Ils pourront, en outre, prononcer à l'égard du condamné la suspension temporaire ou l'incapacité d'exercer la profession à l'occasion de laquelle le délit aura été commis.

ART. 647. — Seront punies d'un mois à six mois de prison et d'une amende de 24.000 à 1.200.000 francs les infractions aux dispositions du dernier alinéa de l'article 569 du présent livre; lorsque les remèdes secrets seront désignés par les étiquettes, les

annonces ou tout autre moyen comme jouissant de vertus spécifiques préventives de la grossesse, alors même que l'indication de ces vertus ne serait que mensongère.

ART. 648. — Conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi du 31 juillet 1920 réprimant la provocation à l'avortement et la propagande anticonceptionnelle, sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans, et d'une amende de 24.000 à 720.000 francs quiconque aura vendu, mis en vente ou fait vendre, distribué ou fait distribuer de quelque manière que ce soit des remèdes, substances, instruments ou objets quelconques sachant qu'ils étaient destinés à commettre le délit d'avortement, lors même que cet avortement n'aurait été ni consommé, ni tenté, et alors même que ces remèdes, substances, instruments ou objets quelconques proposés comme moyen d'avortement efficace seraient, en réalité, incapables à le réaliser.

ART. 649. — Conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi du 31 juillet 1920, lorsque l'avortement a été consommé à la suite des manœuvres ou pratiques prévues à l'article 2 de ladite loi rappelé à l'article 648 ci-dessus, les dispositions de l'article 317 du Code pénal seront appliquées aux auteurs desdites manœuvres ou pratiques.

ART. 650. — Conformément aux dispositions de l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 31 juillet 1920, sera puni d'un mois à six mois de prison et d'une amende de 24.000 à 1.200.000 francs quiconque, dans un but de propagande anticonceptionnelle aura, par l'un des moyens spécifiés notamment à l'article 2 de la même loi rappelé à l'article 648 ci-dessus, décrit ou divulgué ou offert de révéler les procédés propres à prévenir la grossesse ou encore facilité l'usage de ces procédés.

#### CHAPITRE VI

##### *Thermomètres médicaux*

ART. 651. — Aucun thermomètre médical ne peut être livré, mis en vente, ou vendu, sans avoir été soumis à une vérification préalable.

Chaque instrument doit porter le nom du constructeur et être, après vérification, muni d'un signe constatant l'accomplissement de cette formalité et la date à laquelle elle a été accomplie.

ART. 652. — Les conditions requises des thermomètres médicaux, le mode de vérification et le contrôle auxquels ils sont soumis, et, d'une manière générale, toutes les mesures nécessaires pour l'application des dispositions de l'article précédent sont déterminés par un règlement d'administration publique. Toutefois, le montant des droits à percevoir peut être modifié par un arrêté du Ministre des Finances.

ART. 653. — Sont seuls autorisés à vendre des thermomètres médicaux :

a) Pour la vente en gros :

Les fabricants de thermomètres médicaux;  
Les droguistes en pharmacie;  
Les répartiteurs en produits pharmaceutiques;  
Les négociants en gros de matériel médico-chirurgical.

b) Pour la vente en demi-gros et au détail :

Les pharmaciens ayant officine ouverte au public;  
Les herboristes diplômés exploitant un commerce d'herboristerie;

Les négociants en demi-gros et détail vendant du matériel médico-chirurgical et les opticiens lunetiers qui en auront fait la déclaration à la préfecture dans les conditions et le délai fixés par la loi du 1<sup>er</sup> avril 1944.

ART. 654. — Les contraventions aux dispositions des articles 651 et 652 seront punies des peines portées à l'article 479 du Code pénal. L'appareil sera saisi et confisqué. En cas de récidive réalisée dans les conditions prévues à l'article 485 du même Code, la peine sera de 6.000 à 12.000 francs.

ART. 655. — Indépendamment des contraventions visées à l'article précédent, lorsqu'un thermomètre, mis en vente ou vendu sans les signes de contrôle prévus à l'article 651, aura été reconnu inexact à plus de deux dixièmes de degré, le vendeur ou détenteur responsable sera passible, en cas de mauvaise foi constatée, des peines prévues par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 et, dans le cas contraire, des peines prévues par l'article 13 de la même loi.

Les mêmes peines seront applicables au vendeur ou détenteur responsable dans le cas où l'appareil livré ou mis en vente avec les signes du contrôle prévu à l'article 651 aura été reconnu inexact à plus de deux dixièmes de degré, à moins qu'aucune négligence ne lui soit personnellement imputable.

Dans le cas d'apposition d'une fausse marque sur un appareil, les articles 142 et 143 du Code pénal seront applicables. En toute circonstance, les appareils reconnus inexacts seront saisis et confisqués.

ART. 656. — Toute personne qui débitera à titre gratuit ou onéreux des thermomètres médicaux sans y être autorisée conformément aux dispositions de l'article 653 sera punie d'une amende de 24.000 à 240.000 francs et, en cas de récidive, d'une amende de 120.000 à 1.200.000 francs, sans préjudice de la saisie des thermomètres détenus illégalement par le délinquant.

#### CHAPITRE VII

##### *Biberons à tube et tétines*

ART. 657. — Sont interdites la fabrication, la vente, la mise en vente, l'exposition et l'importation :

1<sup>o</sup> Des biberons à tube;

2<sup>o</sup> Des tétines et sucettes ne répondant pas aux conditions établies par un règlement d'administration publique pris sur le rapport du Ministre de la Santé publique et de la population et sur avis du Conseil supérieur d'hygiène publique. Ce règlement fixe les caractéristiques des produits qui peuvent être employés, ainsi que les indications spéciales que les objets visés doivent porter avec la marque du fabricant ou du commerçant.

ART. 658. — Toute infraction aux dispositions de l'article 657 sera punie d'une amende de 3.000 à

12.000 francs et, en cas de récidive, d'un emprisonnement de huit jours à un mois.

Dans tous les cas, les tribunaux pourront prononcer la confiscation des biberons à tube saisis en contravention.

#### TITRE IV

##### *Dispositions diverses et dispositions transitoires*

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>

##### *Exercice de la profession d'herboriste*

ART. 659. — S'ils sont français, les herboristes diplômés à la date de publication de la loi du 11 septembre 1941 ont le droit d'exercer leur vie durant.

Les herboristes diplômés peuvent détenir pour la vente et vendre pour l'usage médical les plantes ou parties de plantes médicinales, indigènes ou acclimatées, à l'exception de celles qui figurent dans les tableaux des substances vénéneuses visées à l'article 626.

Ces plantes ou parties de plantes ne peuvent, en aucun cas, être délivrées au public sous forme de mélange préparé à l'avance; toutefois, des autorisations concernant le mélange de certaines plantes médicinales déterminées peuvent être accordées par le Ministre de la Santé publique.

La vente au public des plantes médicinales mélangées ou non est rigoureusement interdite dans tous les lieux publics, dans les maisons privées et dans les magasins autres que les officines de pharmacie et herboristeries.

Les herboristes diplômés sont astreints, dans l'exercice de leur profession, aux mêmes règles que celles qui régissent les pharmaciens pour la vente des produits qui les concernent.

ART. 660. — Par dérogation aux dispositions de l'article 511 et de l'article 659 précédent, les droguistes de nationalité française établis à leur compte et sous leur nom au 1<sup>er</sup> septembre 1939 dans un des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle peuvent leur vie durant exercer la profession d'herboriste et débiter à ce titre au détail les produits que les herboristes sont autorisés à vendre, à condition d'avoir fourni les justifications stipulées à l'article 2 de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> septembre 1945.

#### CHAPITRE II

##### *Dispositions spéciales pour l'exercice de la pharmacie dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion*

ART. 661. — Sont réservées aux pharmaciens, dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, sans préjudice des opérations visées à l'article 511 :

1<sup>o</sup> La préparation des médicaments destinés à l'usage de la médecine vétérinaire;

2<sup>o</sup> La vente en gros, la vente au détail et toute délivrance des mêmes produits.

ART. 662. — A titre transitoire et exclusivement personnel, pour les départements de la Guadeloupe,

de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, les non pharmaciens qui ont été spécialement autorisés avant le 25 mars 1948, peuvent leur vie durant avoir des médicaments en dépôt aux conditions suivantes :

Ces non pharmaciens ne peuvent en aucun cas acquérir, détenir et débiter à qui que ce soit, à titre gratuit ou onéreux, que des médicaments préparés, divisés et conditionnés à l'avance ne renfermant aucune substance visée à l'article 626 du présent Code et figurant sur les listes déjà autorisées.

Il leur est interdit d'avoir une part quelconque dans la préparation, la division ou le conditionnement des dits médicaments.

Il leur est également interdit d'exécuter toute préparation magistrale, ou toute prescription médicale, même si elles mentionnent des substances non visées à l'article 626 et plus généralement de se livrer à aucun acte pharmaceutique.

#### CHAPITRE III

##### *Dispositions transitoires pour l'exercice de la profession de préparateur en Pharmacie*

ART. 663. — A titre transitoire, toute personne âgée de vingt et un ans révolus à la date de la promulgation de la loi du 24 mai 1946 et ayant à son actif cinq années de pratique professionnelle peut continuer d'exercer l'emploi de préparateur en pharmacie avec les droits, prérogatives et charges qui sont attachés à cette qualité.

Le conjoint, les ascendants et descendants en ligne directe du pharmacien titulaire de l'officine où il exerce sont, aux conditions prévues par l'alinéa ci-dessus, assimilés de plein droit aux bénéficiaires des présentes mesures de transition.

L'admission au bénéfice de ces mesures est constatée par l'inscription des bénéficiaires sur une liste dressée par l'inspection de la pharmacie dans les formes prévues par un règlement d'administration publique.

Des dérogations peuvent, en outre, être prévues par arrêté du Ministre de la Santé publique, pris après avis de la Commission prévue à l'article 583 du présent Code, en faveur d'employés qui connaissent des pharmacopées étrangères et sont indispensables à certaines officines.

ART. 664. — L'application des dispositions des articles 581 à 588 et 663 est subordonnée, en ce qui concerne la Guyane française, à la publication d'un décret pris sur le rapport du Ministre de la Santé publique et du Ministre de l'Intérieur.

#### CHAPITRE IV

##### *Visa des spécialités anciennes*

ART. 665. — Le visa prévu à l'article 601 est accordé à la spécialité débitée antérieurement au 11 septembre 1941, lorsque le Comité technique constate qu'elle n'est pas susceptible de nuire à la santé morale et physique de la population, de quelque manière que ce soit et à condition que la demande en ait été présentée dans les six mois à partir de ladite date.

# PARTIE NON OFFICIELLE

## AVIS ET COMMUNICATIONS

### DOMAINES

#### Avis de demande d'immatriculation

*au livre foncier du Territoire du Togo.*

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations de mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois à compter de l'affichage des présentes avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire de la Justice de Paix à C. E. d'Aného et d'Atakpamé et du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 2775, déposée le 16 janvier 1956, le sieur Aboubakari Ibrahim Dongo né à Patimé vers 1921, profession de commerçant, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier complanté de caféiers, d'une contenance totale de 20 ares 50 cas., situé à Palimé-Zongo, Cercle de Klouto, connu sous le nom de Palimé-Zongo et borné au nord par la route Palimé-Nyongbo, à l'est par Ben Woamédé, au sud par Henri K. Apetor II et à l'ouest par une rue en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2776, déposée le 19 janvier 1956, le sieur Cadiry Charles, profession d'employé de Commerce, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, agissant pour le compte de M. Théophilus Salus Thomas, employé de Commerce à Yaoundé (Cameroun), demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 8 ares 22 cas., situé à Lomé, Cercle de Lomé, connu sous le nom de quartier n° 3 et borné au nord par le lot n° 11, au sud par la route de Bè, à l'est par le lot n° 15 et à l'ouest par le prolongement de la rue Jean-Bart.

Il déclare que ledit immeuble appartient à son mandant et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2777, déposée le 19 janvier 1956, le sieur B.T. Dovi né à Lomé en 1919, profession d'agent d'affaires, géomètre et dessinateur, demeurant et domicilié à Lomé, Mandataire du sieur M.J. Devo, docteur à Hohbe de passage à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation

française, demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 5 ares 50 cas., situé à Lomé, Cercle de Lomé, connu sous le nom de quartier n° 1 bis et borné à l'est par la rue Octaviano Olympio, à l'ouest par Jonathan Goka, au nord par Priscilla de Medeiros et au sud par la rue Tamékloe.

Il déclare que ledit immeuble appartient à son mandant et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2778, déposée le 23 janvier 1956, le sieur Vitus Eklou né à Palimé en 1915, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Palimé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural complanté de caféiers, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 2 has. 11 ares 60 cas., situé à Palimé, Cercle de Klouto, et borné au nord par Eklou Vitus, à l'est et au sud par Konou Simon et à l'ouest par Randolphe Eklou.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2779, déposée le 24 janvier 1956, le sieur Séménou Atteh né à Otadi-Akposso-Nord en 1895, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Tomégbé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier complanté de cacaoyers, d'une contenance totale de 38 ares 78 cas., situé à Tomégbé (Litimé), Cercle d'Atakpamé, connu sous le nom de Djidomélé (Litimé), et borné au nord par Agbetognon Barthélemy, à l'est par Ohoussou Keke, au sud par Kougnoglo de Doumé (Akposso-Sud) et à l'ouest par Agbetognon Linus.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2780, déposée le 24 janvier 1956, le sieur Séménou Atteh né à Otadi-Akposso-Nord en 1895, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Tomégbé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier complanté de cacaoyers, d'une contenance totale de 1 ha. 48 ares 07 cas., situé à Tomégbé (Litimé), Cercle d'Atakpamé, connu sous le nom de Djidomélé (Litimé) et borné

au nord par Fawohé Ogbobe et Daniel Onipa, à l'est par Daniel Onipa et Kekrebessi Akossou, au sud par Kekrebessi Akossou et à l'ouest par John Abbey.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2781, déposée le 24 janvier 1956, le sieur Séménou Atteh né à Otadi-Akposso-Nord en 1895, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Tomégbé (Litimé), majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier, d'une contenance totale de 2 has. 57 ares 74 cas., situé à Tomégbé (Litimé), Cercle d'Atakpamé, connu sous le nom de Djidomélé (Lilimé) et borné au nord par Paul Touléassi et Sébastien Glikpo, à l'est par Paul Touléassi, au sud par Eglis Comlan et à l'ouest par Sébastien Glikpo Kokou.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2782, déposée le 24 janvier 1956, le sieur Adolphe K. Amaizo né à Glidji (Cercle d'Anécho) vers 1898, profession d'employé de Commerce (FAO), demeurant et domicilié à Palimé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 ares 37 cas., situé à Anécho (Adjido) Cercle d'Anécho, connu sous le nom d'Adjido et borné au nord par Léopold Ayillo, à l'est par une rue, au sud par la rue du cimetière et à l'ouest par Célestiu Adodjissi.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2783, déposée le 26 janvier 1956, M<sup>e</sup> Pierre Bartoli née à Grand-Popo le 6 avril 1915, profession d'avocat-défenseur, demeurant et domicilié à Colonou, mandataire de Messieurs 1°) Lankpozon Allaglo, cultivateur âgé de 50 ans environ à Agbata et 2°) Solly Allaglo, cultivateur, âgé de 53 ans environ à Agbata, majeurs non interdits jouissant de leurs droits civils selon leur statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier complanté de cocotiers, d'une contenance totale de 3 has. 30 ares 07 cas., situé à Agbata, Cercle d'Anécho, et borné au nord par Laurence Agbodjan, Sewavi Anani, Dovi Zakle, Michel Gbemenou; à l'ouest par Afantchawo Gnamator, à l'est par Lankpozon Allaglo, et au sud par Lankpozon Allaglo et Solly Allaglo.

Il déclare que ledit immeuble appartient à ses mandants et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2784, déposée le 28 janvier 1956, le sieur Antoine A. d'Almeida né à Anécho-Kpota le 23 novembre 1922, profession d'employé de la Maison U.A.C., demeurant et domicilié à Anécho, représenté par le sieur Philippe M. Dossavi, agent d'affaires-géomètre à Anécho quartier Adjido, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un trapèze irrégulier complanté de jeunes cocotiers, d'une contenance totale de 1 ha. 97 ares, situé à Anfoin, Cercle d'Anécho, connu sous le nom d'Avélé et borné au nord par Klékpé Amavi, à l'est par Amrouzou Kako, au sud par Messan Hébah et à l'ouest par la collectivité Agbokou Batakagna.

Il déclare que ledit immeuble appartient au mandant et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2785, déposée le 28 janvier 1956, la dame Fridoline Ayélé Ajavon née à Anécho-Kpota le 23 novembre 1922, profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Anécho Badji, représentée par M. Philippe M. Dossavi, géomètre-agent d'affaires à Anécho Adjidogan, majeure non interdite jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 4 ares 7 cas., situé à Anécho, Cercle d'Anécho, connu sous le nom de quartier Djamadji-Kpota et borné au nord par Germain Wilson, à l'est et à l'ouest par des ruelles et au sud par Creppy Arthur.

Il déclare que ledit immeuble appartient à la mandante et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2786, déposée le 28 janvier 1956, la dame Manavi Johana Sewoa née à Tsévié, profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Tsévié, majeure non interdite jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain de forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 7 ares 08 cas., situé à Tsévié, Cercle de Tsévié, connu sous le nom de Daviémondji et borné au nord et à l'est par Eklou Somali, au sud par la route Lomé-Atakpamé et à l'ouest par Sanvi Aziaklo.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.



Suivant réquisition, n° 2787, déposée le 28 janvier 1956, la dame Anna Alodesso Aziankor née à Tsévié, profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Tsévié, majeure non interdite jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain de forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 13 ares 75 cas., situé à Tsévié, Cercle de Tsévié, connu sous le nom de Daviémondji et borné au nord par la route Lomé-Atakpamé, à l'est par Jean Houéssou et Fiadjoe Robert, au sud et à l'ouest par Sauvi Aziaklo.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,  
Félix de GUISE.*

### Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le lundi 19 mars 1956, à 14 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agou-gare, Cercle de Klouto, consistant en un terrain urbain non bâti en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 9 ares 32 cas. et borné au nord par David Agbo, à l'est par la route Agou-Akoumawou, au sud par la Collectivité Djata Kla et à l'ouest par la Collectivité Agbedam Akoloklou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Sadji Akaté, chef de village d'Agou-Kébou à Agou-Kébou-Dalavé, suivant réquisition du 4 octobre 1955, n° 2729.

Le mardi 20 mars 1956, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agou-gare, Cercle de Klouto, consistant en un terrain urbain non bâti en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 17 ares 26 cas. et borné au nord par Aguidi Kodjo, à l'est par la Collectivité Djata Kla, au sud par Eklou Mlapa et à l'ouest par une rue en projet, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Sadji Akaté, chef de village d'Agou-Kébou à Agou-Kébou-Dalavé, suivant réquisition du 4 octobre 1955, n° 2730.

Le mercredi 21 mars 1956, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, 9, Cercle de Klouto, consistant en un terrain urbain bâti en forme de polygone irrégulier, d'une contenance de 4 ares 32 cas. et borné au nord et au sud par Paul Aghemabiassé, à l'est par le ruisseau Hetoé et à l'ouest par une rue en projet, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur John Galé Safui, forgeron à Palimé, suivant réquisition du 20 octobre 1955, n° 2734.

Le mardi 13 mars 1956, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à

Lomé, quartier Nyékonakpoé, Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 9 ares 34 cas., connu sous le nom de Nyékonakpoé et borné au nord par une rue en projet, à l'est par la rue de Nyékonakpoé, au sud et à l'ouest par Kokou Adodo, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Senouvo A. Jacques, Agent de Police à Lomé, suivant réquisition du 24 octobre 1955, n° 2735.

Le mardi 13 mars 1956, à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé-Tokoin, Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 ares 72 cas., connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par Tocou Michel, à l'est par Famayédé Tchecou, au sud par une rue en projet et à l'ouest par une ruelle en projet, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Amouzou Abalo, instituteur à Lomé, suivant réquisition du 26 octobre 1955, n° 2736.

Le mardi 6 mars 1956, à 9 heures  $\frac{1}{2}$ , il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé-Tokoin, Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 ares 25 cas., connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par une rue en projet, à l'est, au sud et à l'ouest par Kossidjin Zankou, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Léontine Féliho, propriétaire à Lomé, 124 rue du Champ de Course, suivant réquisition du 29 octobre 1955, n° 2738.

Le jeudi 22 mars 1956, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé-Agouékondji, Cercle de Klouto, consistant en un terrain urbain bâti ayant la forme d'un polygone irrégulier complanté en partie de caféiers, d'une contenance de 1 ha. 29 ares 28 cas., connu sous le nom de Hasé Lom-Nava et borné au nord par Elesessi et Ayai, à l'est par Dick, Victo et d'Almeida, au sud par Guéno, Laté Lawson et Gaffa et à l'ouest par Dagan Dora, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Aboudja Emoé, cultivateur à Palimé (Agouékondji), suivant réquisition du 2 Novembre 1955, n° 2740.

Le mardi 27 mars 1956, à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho, Cercle d'Anécho, consistant en un terrain urbain non bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 4 ares 35 cas., connu sous le nom de quartier Djamadji et borné au nord par Ayélévi Ajavon, à l'est par une ruelle non dénommée, au sud par Jacob Ayayi et à l'ouest par une ruelle non dénommée, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Arthur Adama John Creppy, Médecin Africain à Lomé, suivant réquisition du 2 novembre 1955, n° 2741.

Le vendredi 23 mars 1956, à 8 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kpélé-Bémé, Cercle de Klouto, consistant en un terrain rural non bâti en forme d'un polygone irrégulier complanté presque entièrement de caféiers et quelques cacaoyers en plein rapport, d'une contenance de 92 ares 56 cas., connu sous le nom d'Agamé et borné au nord, au sud et à l'ouest par lui-même (Céphas Kpini) et à l'est par Helmut Tsigbé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Céphas Kpini, cultivateur à Kpélé-Bémé, suivant réquisition du 2 novembre 1955, n° 2742.

Le mardi 6 mars 1956, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé-Tokoin, Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 4 ares 45 cas., connu sous le nom de Ndanou-Copé et borné au nord et à l'ouest par des rues en projet, à l'est par Ndanou Alipui et au sud par Rémy Daté Tèvi, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Dossou Martin, propriétaire à Lomé, suivant réquisition du 3 novembre 1955, n° 2743.

Le samedi 24 mars 1956, à 8 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokpli, Cercle de Klouto, consistant en un terrain rural bâti ayant la forme d'un polygone irrégulier, sur lequel se trouve édifié un bâtiment scolaire de trois classes, d'une contenance de 39 ares environ, connu sous le nom d'Apélégémé et borné au nord, à l'est, au sud et à l'ouest par Aziangue Akubia, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Félix de Guise, receveur des Domaines à Lomé, chargé de la régie des biens relevant du Domaine privé du Territoire du Togo placé sous la Tutelle de la France, suivant réquisition du 3 novembre 1955, n° 2744.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,*

Félix de GUISE.

## BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Société Anonyme au Capital de 526.295.000 Francs

Siège Social : 9 Avenue de Messine-PARIS (8°)

Suivant délibération en date du 26 octobre 1955, dont extrait certifié du procès-verbal a été déposé aux minutes de M. Thibierge, notaire à Paris, aux termes d'un acte reçu par lui, le 14 novembre 1955, le Conseil d'administration de la *Banque de l'Afrique Occidentale* — en vertu des pouvoirs à lui conférés par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 16 juin 1955 — a décidé de porter le capital social de 52.629.500 francs à 526.295.000 francs au moyen :

a) De l'incorporation, au capital, d'une somme de 473.665.500 francs, comprenant celle de 17.500.000 francs, montant du Fonds de Prévoyance statutaire et

la somme de 456 millions 165.500 francs prélevée sur la Réserve Générale et provenant de la dotation des sièges d'Afrique-Equatoriale Française et du Cameroun;

b) Et de l'élévation de 500 francs à 5.000 francs du montant nominal des actions existantes.

Comme conséquence, l'article 5 des statuts a été modifié et rédigé comme suit :

« Le capital social est fixé à 526.295.000 francs, « divisé en 105.259 actions de 5.000 francs chacune, « entièrement libérées ».

D'après la délibération du Conseil ci-dessus, l'augmentation de capital a pris effet à compter du 10 novembre 1955.

Expédition de l'acte de dépôt et de la délibération du Conseil sus-énoncée, ont été déposées au greffe du Tribunal de Commerce de Lomé le 7 février 1956.

*Pour extrait et mention :*

THIBIERGE.

## DECLARATION D'ASSOCIATIONS

*Titre de l'Association.* — Union Personnel Autochtone Ollivant Togo (UPAOT).

*But :* a) Resserer les liens de camaraderie et de solidarité qui doivent unir tous les employés autochtones de la G.B.O. au Togo et de faire relever le niveau de vie morale et économique à tous;

b) De défendre à tout point de vue les intérêts généraux de ses membres faisant partie du Personnel Autochtone en service à la G.B.O. au Togo. Les membres de l'UPAOT doivent se consulter mutuellement et s'entraider dans les conditions pénibles de la vie.

*Siège :* Lomé.

*Pièces annexées à la déclaration :* Statuts.

*Titre de l'Association :* Union des Sociétés de Danse du Togo (UNISODANT).

*But :* Développer les goûts artistiques de ses membres, intensifier sa cohésion et d'entretenir entre eux les sentiments de cordialité et de solidarité.

*Siège :* Tonyéviadji — Lomé (Togo).

*Pièces annexées à la déclaration :* Statuts.

## AVIS DE PERTE

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier n° 250 du Cercle de Lomé, appartenant à la dame Tekli Céline Silveira; revendeuse à Lomé.

Pour première Insertion conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906.